

**Robert COMEAU et Bernard DIONNE**

Respectivement historien, professeur retraité, département d'histoire, UQÀM  
et Docteur en histoire, UQAM (1988)

(1981)

# Les communiste au Québec 1936-1956.

**Sur le Parti communiste du Canada  
/Parti ouvrier-progressiste**

Un document produit en version numérique par Diane Brunet, bénévole,  
Diane Brunet, bénévole, guide, Musée de La Pulperie, Chicoutimi  
Courriel: [Brunet\\_diane@hotmail.com](mailto:Brunet_diane@hotmail.com)

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"  
Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,  
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi  
Site web: <http://classiques.ugac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque  
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi  
Site web: <http://bibliotheque.ugac.ca/>

## Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue  
Fondateur et Président-directeur général,  
**LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.**

Cette édition électronique a été réalisée par [Diane Brunet](#), bénévole, guide, Musée de La Pulperie, Chicoutimi à partir du livre de :

Robert Comeau et Bernard Dionne

**Les Communistes au Québec 1936-1956. Sur le Parti communiste du Canada / Parti ouvrier-progressiste.**

Montréal : Les Presses de l'Unité, 1981, 104 pp. Collection : Histoire/Débats.

[Autorisation formelle accordée par M. Robert Comeau le 4 novembre 2010 de diffuser ce livre dans Les Classiques des sciences sociales.]



Courriel : [comeau.robert@sympatico.ca](mailto:comeau.robert@sympatico.ca)

Polices de caractères utilisée : Comic Sans, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5" x 11")

Édition numérique réalisée le 30 mars 2011 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.

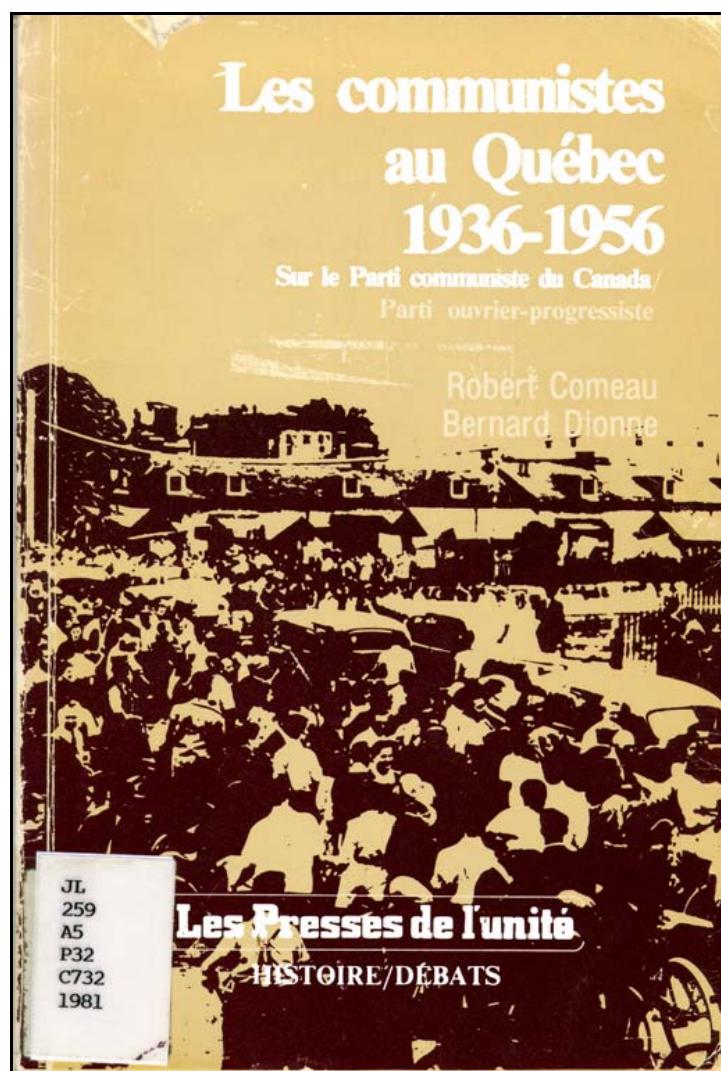


## Robert COMEAU et Bernard Dionne

Historien, professeur retraité, département d'histoire, UQÀM  
et Docteur en histoire, UQÀM, 1988.

### Les Communistes au Québec 1936-1956.

Sur le Parti communiste du Canada / Parti ouvrier-progressiste.



Montréal : Les Presses de l'Unité, 1981, 104 pp. Collection : Histoire/Débats.

# Table des matières

## [Liste des illustrations](#)

## [Préface](#)

### Chapitre 1. [Le Parti communiste canadien au Québec pendant la Seconde Guerre mondiale 1939-1945](#)

- 1.1. [Le P.C. au Québec avant 1939](#)
- 1.2. [Le P.C contre la guerre "impérialiste" : 1939-1941](#)
- 1.3. [Le front national pour la victoire : 1941-1943](#)
- 1.4. [La création du P.O.P. : 1943](#)
- 1.5. [Le 1er congrès du P.O.P. du Québec](#)
- 1.6. ["Liberal-Labor coalition"](#)
- 1.7. [La crise de 1945](#)

### Chapitre 2. [Le Parti ouvrier-progressiste en crise 1946-1956](#)

- 2.1. [La politique générale du P.O.P. de 1946 à 1956](#)
- 2.2. [Le P.O.P. dans la guerre froide](#)
  - 2.2.1. [L'affaire Gouzenko](#)
  - 2.2.2. [La répression dans le mouvement syndical](#)
- 2.3. [Le P.O.P. et la question nationale québécoise](#)
  - 2.3.1. [Les positions du P.O.P. de 1943 à 1947](#)
  - 2.3.2. [La question des relations fédérales-provinciales](#)
  - 2.3.3. [Henri Gagnon et la Ligue des vétérans sans logis](#) (octobre 1946-août 1947)
  - 2.3.4. [Le 5e Congrès provincial : octobre 1947](#)
  - 2.3.5. [Les relations du groupe de Gagnon avec le P.O.P. après octobre 1947](#)
- 2.4. [Le rapport Khrouchtchev et le P.O.P., 1956-1957](#)

## [Bibliographie : 1936-1956](#)

- I. Publications du P.C.C./P.O.P.
- II. Études sur le P.C.C./P.O.P.
- III. Périodiques du P.C.C./P.O.P.

## Liste des illustrations

[Retour à la table des matières](#)

- [Figure 1.](#) Photo de dirigeants du Parti. 1ère rangée en bas, de gauche à droite : Henri Gagnon, Fred Rose, Tim Buck, Emery Samuel et S. Lipschitz, 2e rangée, de gauche à droite : M. Sunquist, Bill Kastan, Evariste Dubé, une personne non-identifiée, Sam Carr, Willie Fortin, Stenart Smith et Stanley Bréhaut Ryerson.
- [Figure 2.](#) Assemblée du Parti pendant la guerre. De gauche à droite : A.B. Rosenberg (frère de F. Rose), Michel Buhay, conseiller municipal, Bob Haddow, organisateur syndical, Gui Caron, secrétaire provincial, Fred Rose, député fédéral (au micro) et Harry Binder, organisateur au Québec.
- [Figure 3.](#) Journal *La Victoire* édité par le Parti de 1941 à 1944 à Montréal.
- [Figure 4.](#) Manifestation contre la tenue des Jeux Olympiques en Allemagne en 1936. Arch. Cult. du Québec - Fond Corad Fournier.
- [Figure 5.](#) Le Docteur Norman Bethune en Espagne.
- [Figure 6.](#) Occupation de logement à Montréal-Sud en 1946 organisé par les "squatters" avec Henri Gagnon.
- [Figure 7.](#) L'Union des marins canadiens (1936-1949), syndical canadien victime de la répression anticommuniste.
- [Figure 8.](#) Les locaux du Parti saccagés à Montréal.
- [Figure 9.](#) Manifestation en faveur des Rosenberg.

[i]

**Les Communistes au Québec 1936-1956.**  
Sur le Parti communiste du Canada / Parti ouvrier-progressiste.

## PRÉFACE

[Retour à la table des matières](#)

Le lecteur trouvera réunis dans cet ouvrage deux articles sur l'histoire du Parti communiste canadien : l'un sur le P.C.C. pendant la Seconde Guerre mondiale, l'autre sur la crise du Parti Ouvrier-Progressiste de 1946 à 1956. Cette étude s'inscrit dans un ensemble de recherches qui se sont menées à l'Université du Québec à Montréal, en particulier aux départements d'Histoire et de Sociologie, sur l'action politique ouvrière au Québec. Qu'elles aient été regroupées sous l'égide du "Groupe de chercheurs sur l'histoire des travailleurs québécois" ou qu'elles soient indépendantes de ce cadre, comme notre étude, il n'en reste pas moins important de souligner ici un travail collectif dont les résultats permettront de tirer de l'oubli les luttes et les expériences de plusieurs générations d'ouvriers au Québec.

Mais notre recherche s'inscrit également dans ce courant d'intérêt suscité chez de nombreux militants du mouvement ouvrier par l'histoire du mouvement communiste et des diverses formes qu'a prise l'action politique ouvrière au Québec au XX<sup>e</sup> siècle. À cet égard, la conjoncture des années 1960-70 a certes mis à l'ordre du jour

une meilleure connaissance de ce passé militant et constamment ignoré des études académiques traditionnelles.

Si on examine de plus près la documentation existante sur un parti comme le P.C.C. qui existe tout de même depuis près de 60 ans maintenant, qui représente un courant majeur au sein du mouvement ouvrier international et qui a certes connu des moments importants comme partie intégrante du mouvement ouvrier canadien, on reste frappé du peu d'études que ce phénomène a suscitées au Canada et surtout au Québec. Cela tient certainement au fait que les milieux dirigeants au pays ont consciemment cherché à faire disparaître de la mémoire collective de la classe ouvrière toute trace de contestation organisée de leur pouvoir : que l'on songe à l'immense offensive anticommuniste qui déferla sur tout le bloc capitaliste au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. À cet égard, il est significatif que la seule étude d'ensemble portant sur le P.C.C., celle d'I. Avakumovic, *The Communist Party in [ii] Canada, A History*<sup>1</sup>, laisse entendre finalement que ce Parti n'aurait été qu'un appareil étranger au pays et à sa classe ouvrière ! La parution récente de l'ouvrage de Marcel Fournier, *Communisme et anticommunisme au Québec, 1920-1950*<sup>2</sup> vient en partie combler d'importantes lacunes sur l'histoire de ce parti au Québec, bien que la période d'avant-guerre demeure la plus analysée par Fournier.

Mais le lecteur ne trouvera pas ici une étude détaillée de tous les aspects de l'histoire du P.C.C./P.O.P. au cours de son existence. La périodisation d'abord : après une brève et trop incomplète présentation de l'activité du Parti au cours des années trente, nous analysons surtout la période 1939-1956. C'est la période où le Parti connut sa plus forte expansion, changea de nom et de principes organisationnels, mais connut également une baisse dramatique de son influence dans le mouvement ouvrier canadien, en particulier au Québec. Notre travail porte sur l'activité du Parti au Québec, mais nous avons largement analysé la ligne politique d'ensemble du Parti, la ligne du mouvement communiste international, de même que la conjoncture internationale, autant d'aspects qui sont essentiels à une mise en situation correcte des activités du P.C.C./P.O.P. au Québec.

---

<sup>1</sup> Ivan AVAKUMOVIC, *The Communist Party in Canada : A History*, McHolland and Stewart, Toronto, 1975.

<sup>2</sup> Marcel FOURNIER, *Communisme et anticommunisme au Québec, 1920-1950*, Laval, Editions coopératives Albert St-Martin, 1979. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]



En fait, notre travail en est un de déblayage, de mise à jour, si l'on veut, de quelques éléments d'histoire d'un Parti qui se définissait lui-même comme l'avant-garde de la classe ouvrière canadienne. On n'y trouvera pas de savantes analyses sur les rapports entre classe ouvrière et Parti, entre conscience de classe et idéologie communiste, par exemples. Nous avons voulu présenter divers aspects du travail du P.C.C./P.O.P. et soulever quelques questions, tout en indiquant les débats qui continuent d'entourer l'appréciation du travail politique d'un parti aussi controversé. Soit dit en passant, le lecteur voudra bien porter une attention toute spéciale aux nombreuses notes et références à la fin de chaque article : c'est justement dans le but de rendre accessibles des informations, de renvoyer aux écrits des acteurs eux-mêmes et d'indiquer parfois des lectures complémentaires, des pistes de recherche ou des enjeux politiques ou historiographiques que nous avons alourdi passablement cette publication. La bibliographie que l'on retrouve à la fin ne comprend cependant que les seules sources émanant du P.C.C./P.O.P. et les principales études sur le Parti au Canada dans son ensemble et au Québec : nous avons laissé de côté l'abondante littérature anticommuniste dépouillée dans l'*Index des périodiques canadiens* (1937-1960), de même que les sources non accessibles du P.C.C./P.O.P., les études sur le P.C. américain et le mouvement communiste international, de même que les études sur le P.C. dans les autres provinces. Nous donnons à titre indicatif une liste sûrement incomplète des périodiques nationaux et québécois du Parti de 1921 à nos jours.

[iii]

Enfin, il convient de signaler qu'à l'origine, ces deux articles ne devaient paraître que dans l'ouvrage collectif publié sous la direction de J.P. Montminy, J. Hamelin et F. Dumont, *Idéologies au Canada français 1940-1980* (Québec, Presses de l'Université Laval, à paraître début 1981). Cependant, suite à l'invitation des Presses de l'Unité, nous avons accepté de publier les deux articles dans une édition qui devrait rejoindre un plus large public. Nous tenons à remercier les Presses Solidaires qui ont assumé dans un délai-record la composition et l'impression de cet ouvrage, de même que les Presses de l'Unité qui ont accepté de publier intégralement cette recherche effectuée indépendamment de tout parti, groupe ou mouvement quels qu'ils soient.

Nous remercions également M. Henri Gagnon qui a bien voulu mettre à notre disposition ses archives personnelles, de même que M. Emery Samuel et M. Stanley

Bréhaut-Ryerson qui nous ont fourni quelques documents et des précisions fort importantes. Il va sans dire que nous assumons l'entière responsabilité du contenu de ce texte et que nous apprécierons les critiques que les lecteurs voudront bien nous faire parvenir.

Bernard DIONNE  
Professeur d'Histoire au C.E.G.E.P.  
St-Jérôme  
Novembre 1980

Robert COMEAU  
Professeur au département d'Histoire, U.Q.A.M.

**Figure 1.**  
Photo de dirigeants du Parti.

[Retour à la table des matières](#)



1ère rangée en bas, de gauche à droite : Henri Gagnon, Fred Rose, Tim Buck, Emery Samuel et S. Lipschitz, 2e rangée, de gauche à droite : M. Sunquist, Bill Kastan, Evariste Dubé, une personne non-identifiée, Sam Carr, Willie Fortin, Stenart Smith et Stanley Bréhaut Ryerson.

**Figure 2.**  
Assemblée du Parti pendant la guerre.

[Retour à la table des matières](#)



De gauche à droite : A.B. Rosenberg (frère de F. Rose), Michel Buhay, conseiller municipal, Bob Haddow, organisateur syndical, Gui Caron, secrétaire provincial, Fred Rose, député fédéral (au micro) et Harry Binder, organisateur au Québec.

**Figure 3.**  
Journal *La Victoire* édité par le Parti de 1941 à 1944 à Montréal.

[Retour à la table des matières](#)



**Figure 4.**  
Manifestation contre la tenue des Jeux Olympiques  
en Allemagne en 1936.

[Retour à la table des matières](#)



Arch. Cult. du Québec - Fond Corad Fournier.

**Figure 5.**  
Le Docteur Norman Bethune en Espagne.

[Retour à la table des matières](#)



[1]

Les Communistes au Québec 1936-1956.  
Sur le Parti communiste du Canada / Parti ouvrier-progressiste.

## Chapitre 1

---

# Le Parti communiste canadien au Québec pendant la Seconde Guerre mondiale 1939-1945

[Retour à la table des matières](#)

C'est au cours de cette période que le Parti communiste (P.C.) connut sa plus forte expansion au Québec et que par conséquent les idées communistes rallièrent ou influencèrent le plus de Canadiens français. Comme depuis ses débuts en 1921, la diffusion des idées marxistes rencontrait toujours l'hostilité marquée du clergé et des élites canadiennes-françaises et elle se heurtait depuis le milieu des années trente aux thèses des sociaux-démocrates de la *Cooperative Commonwealth Federation* actifs à Montréal. Mais la grande cause unificatrice de la guerre contre les fascismes allemand, japonais et italien, à laquelle l'U.R.S.S. et le P.C.C. adhérèrent en juin 1941, permit pour un temps aux communistes d'obtenir une audience sans précédent au Canada français, toute proportion gardée bien entendu. Toutefois, les communistes s'obstinèrent à ne pas reconnaître la qualité de nation aux Canadiens français du Québec et par conséquent le droit à la sécession ou à l'autodétermination. Malgré les efforts contraires dans bien des cas des militants francophones du Parti au Québec, le P.C.C. puis le Parti ouvrier-progressiste seront toujours perçus comme



des forces étrangères aux aspirations nationales des Canadiens français, en particulier lors de la crise de la conscription de 1942-1944.

[2]

## 1.1. Le P.C. au Québec avant 1939

[Retour à la table des matières](#)

Fondé en 1921 à Guelph, en Ontario <sup>3</sup>, le Parti communiste canadien s'affilia aussitôt à l'Internationale communiste (I.C.) créée deux ans plus tôt pour "faciliter (...) et hâter la victoire de la Révolution communiste dans le monde entier" <sup>4</sup>. Il en accepta les 21 conditions d'adhésion qui résumaient la doctrine léniniste du "Parti de type nouveau" : épuration du mouvement de ses "réformistes", combinaison de l'action légale et illégale, voire clandestine, création de "noyaux" communistes dans les syndicats, coopératives et autres organisations de masse ouvrières, "centralisme démocratique" au plan organisationnel, soit direction centralisée, forte discipline, larges pouvoirs aux organes de direction, soumission de la minorité à la majorité après discussion, etc..., soutien sans réserve à l'U.R.S.S., et ainsi de suite. <sup>5</sup>

<sup>3</sup> Voir en particulier, *Yours in the Struggle, Reminiscences of Tim Buck*, W. BEECHING et P. CLARKE, éd., NC Press Ltd, Toronto, 1977 et Tim BUCK, *Thirty years (1922-1952)*, Progress Books, Toronto, 1952, sur la création du P.C.C. qui dut prendre le nom de Worker's Party jusqu'en 1924 pour demeurer légal; voir également J.R. STAROBIN, "Origins of the Canadian Communist Party", *Canadian Forum*, vol. 48, déc. 1968, 201-203. Sur la période 1919-1929, voir William RODNEY, *Soldiers of the International. A history of the Communist Party of Canada 1919-1929*, University of Toronto Press, 1968. La seule histoire complète du P.C.C. bien que fortement anticommuniste et factuelle demeure cependant celle de Ivan AVAKUMOVIC, *The Communist Party in Canada, a History*, McLeiland and Stewart, Toronto, 1974.

<sup>4</sup> "Manifeste de l'Internationale Communiste aux prolétaires du monde entier" in *Manifestes, thèses et résolutions des quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale Communiste 1919-1923*, ré-éd. fac-similé par EN LUTTE!, Montréal, 1975, 30. Sur les relations du P.C.C. avec l'I.C. voir W. KIRKCONNELL, "Canadian Communists and the Comintern", *Royal Society of Canada, Transactions*, series 42, (sec. 2), 1948 : 91-105, Aloysius BALAWYDER, *Canadian Soviet Relations between the world wars*, Toronto, Univ. of Toronto Press, 1972, chap. 10, "The Comintern and the Communist Party of Canada"; Tim BUCK, *Canada and the Russian Revolution*, Toronto, Progress Books, 1967.

<sup>5</sup> Annie KRIEDEL en fait le résumé complet dans *Les Internationales ouvrières 1864-1963*, Paris, P.U.F., Coll. Que sais-je, no 1129, 1970, p. 77. Pour une histoire orthodoxe

Au Québec, les fondateurs du "Montreal Labor College"<sup>6</sup>, Bella Gauld et Annie Buller, Michael et Beckie Buhay, E. Simard et celui que Marcel Fournier appelle "le vieux Paquette" constituèrent le noyau principal du P.C. à Montréal, avec Sydney Sarkin qui jouait le rôle dirigeant, au cours des années vingt. Dès 1926-1927, la création du P.C. eut des effets sur la gauche montréalaise, alors incarnée en bonne partie par Albert St-Martin,<sup>7</sup> leader de la section française du petit Parti socialiste et fondateur de l'Université ouvrière en 1925.<sup>8</sup> En effet :

"Devant le refus de St-Martin de dissoudre l'Université ouvrière pour se fondre au Parti communiste, refus interprété (par la suite) soit comme position trotskyste soit comme position nationaliste, Evariste Dubé et quatre autres membres de l'Université ouvrière, Léo Lebrun, Charles Ouimet, MM. Galarneau et Bélanger quittèrent le mouvement et adhérèrent au P.C."<sup>9</sup>

---

de l'I.C. voir A.I. SOBOLEV et al., *Outline History of the Communist International*, Moscou, Ed. du Progrès, 1971; Georges COGNIOT, *L'Internationale Communiste*, Paris, Ed. Sociales, 1969, qui reprend à peu de choses près la même analyse. Pour une histoire critique, outre le volume de A. KRIEGEL, on pourra consulter Fernando CLAUDIN, *La crise du mouvement communiste. Du Komintern au Kominform*, Paris, Maspéro, 1972, 2 vol.; Dominique DESANTI, *L'Internationale communiste*, Paris, Payot, 1970; Nicos POU-LANTZAS, *Fascisme et dictature, La troisième internationale face au fascisme*, Paris, Maspéro, 1970, Branko LAZITCH, *Lénine et la troisième internationale*, Neuchâtel, La bâconnière, 1950. Signalons, pour sa bibliographie de 7,000 titres, HAMMOND, T., éd., *Soviet Foreign Relations and World Communism*, Princeton, Univ. Press., 1965 et Jane DEGRAS, *The Communist International 1919-1943 Documents*, London, Oxford Univ. Press, 1965, 3 vol., pour les principaux documents de l'I.C.

<sup>6</sup> Sur le Montreal Labor College, voir notamment : *Reminiscences of Tim Buck*, chap. 8, p. 92; M. FOURNIER, *Communisme et anticommunisme au Québec (1920-1950)* Laval, éd. coop. Albert St-Martin, 1979, p. 14-16 et C. VANCE, *Not by God but by People, the Story of Bella Hall Gauld*, Toronto, Progress Books, 1968.

<sup>7</sup> Sur Albert St-Martin, voir Claude LARIVIÈRE, *Albert St-Martin, militant d'avant-garde (1865-1947)*, Laval, Ed. coop. A. St-Martin, 1979 et, du même, *Crise économique et contrôle social : le cas de Montréal (1929-1937)*, le chap. 7, "Leader du Parti socialiste", p. 95-110, Laval, Ed. coop. A. St-Martin, 1977.

<sup>8</sup> Sur l'Université ouvrière, voir les deux ouvrages cités dans la note précédente, de même que le volume de M. Fournier, *op. cit.*, p. 16-22.

<sup>9</sup> Marcel FOURNIER, "Histoire et idéologie du groupe canadien-français du Parti communiste, 1925-1945", in *Socialisme 669*, janv-mars 1969, no 16 : 67. Voir également sa thèse de maîtrise qui porte le même titre, Université de Montréal, 1969, et son livre *Communisme et anticommunisme au Québec (1920-1950)*. Sur la question des rapports entre St-Martin et le P.C., Claude LARIVIÈRE a étudié dans une biographie de Albert St-Martin la demande formulée par ce dernier et un groupe de marxistes francophones de s'affilier directement à l'Internationale communiste en 1923. L'exécutif de l'I.C. refusa en affirmant qu'elle ne pouvait reconnaître qu'un parti par État. C. Larivière

Mais la section canadienne-française du Parti ne connaîtra un certain essor que pendant la crise à Montréal et à la faveur d'un changement de tactique du Parti qui abandonna la ligne sectaire dite "classe contre classe" (adoptée par le VI<sup>e</sup> congrès de I.C. en 1928 dans le cadre de la lutte contre la social-démocratie jugée ennemie numéro un du prolétariat) pour adopter la tactique de front uni, ou front populaire dès 1933-1934.<sup>10</sup> Nous ne pouvons aborder ici toutes les facettes de l'action du Parti au cours des années trente, mais il importe, croyons-nous, d'en signaler les éléments significatifs pour la compréhension de la période 1939-1957.

En effet, devant la montée du fascisme à l'échelle internationale, ITC. recommanda aux communistes de chercher à établir "le plus vaste front au moyen d'actions communes des organisations ouvrières de différentes tendances"<sup>11</sup> en particulier avec les Partis sociaux-démocrates et les syndicats "réformistes" pour lutter contre la crise capitaliste, la liquidation des libertés démocratiques et le danger d'une [3] guerre impérialiste. Le travail dans les grands syndicats devenait ainsi une des priorités de l'heure pour les communistes. Suivant les recommandations de ITC. à l'effet d'affilier le plus tôt possible les "petits syndicats rouges" aux "grands syndicats réformistes", le P.C. procéda à la dissolution de la Ligue d'unité ouvrière (L.U.O.), centrale syndicale communiste<sup>12</sup> qui regroupa jusqu'à 40 000 ouvriers en-

---

soutient que St-Martin a "revendiqué une autonomie réelle pour les francophones au sein du P.C.C. et une représentation équitable au sein de la direction, ce qui leur fut évidemment refusé. Les Québécois francophones demeureront donc en dehors du P.C.C." *Albert St-Martin, militant d'avant-garde (1865-1947)*, p. 136. En 1930, le P.C. au Québec comptait une centaine de militants, dont une trentaine de Canadiens français dirigés par Georges Dubois. En 1932, Alec Gauld obtint plus de 700 voix au cours d'une élection complémentaire dans Maisonneuve en portant la bannière du P.C.

<sup>10</sup> Georges Dimitrov, nouveau secrétaire-général de l'I.C., développa cette tactique dans son rapport au VII<sup>e</sup> et dernier congrès de l'I.C., "L'offensive du fascisme et les tâches de l'Internationale communiste dans la lutte pour l'unité de la classe ouvrière contre le fascisme" in G. Dimitrov, *Oeuvres Choisies*, Paris, Ed. sociales, 1972, pp. 67 et ss. Voir aussi *Seventh Congress of the Comintern*, Ed. de Moscou, 1939, 827 p. et R. Palme DUTT, *Fascism and social revolution*, San Francisco, Proletarian Publishers, 1974, 310 p.

<sup>11</sup> G. DIMITROV, *Œuvres choisies*, Paris, Ed. sociales, 1972, p. 63.

<sup>12</sup> La revue *Mobilisation* condamna cette façon de faire des communistes canadiens en termes hautains et méprisants : "Mécaniquement, dit-elle, les communistes canadiens en viennent à conclure qu'il faut rejoindre les rangs de l'A.F.I... De plus, plusieurs erreurs furent commises dans le processus de dissolution de la Ligue. Ainsi, à plusieurs endroits, les directives sont avancées par en haut, sans explication et discussion à la base, ce qui amènera plusieurs militants de longue date à quitter le Parti parce qu'ils ne comprenaient pas la décision de dissoudre l'organisation de lutte qu'ils avaient contribué à bâtir dans leur sueur et dans leur sang.", *Mobilisation*, vol. 4, no 4,13. Pourtant, à la lecture

tre 1929 et 1935, afin que ces syndicats rejoignent le Congrès des métiers et du travail du Canada (C.M.T.C.), la plus grande centrale syndicale canadienne à l'époque. Après 1936, plusieurs militants de la défunte L.U.O. devinrent organisateurs pour le *Congress of Industrial Organizations* (C.I.O.), dont les syndicats canadiens demeurèrent affiliés au C.M.T.C. jusqu'en 1939. Les communistes étaient alors particulièrement influents dans les syndicats industriels de l'automobile, de l'électricité, des débardeurs, des marins des Grands-Lacs, des mineurs, du textile et du vêtement et dans celui des bûcherons de Colombie-Britannique : tous ces syndicats se regroupèrent dans une nouvelle centrale syndicale, le Congrès canadien du travail (C.C.T.) en 1940. Au Québec, les syndicats industriels liés au C.I.O. apparurent en 1936, à Montréal, dans le vêtement. En 1939, ils regroupaient quelques milliers de membres dans la confection et le textile, le cuir, le caoutchouc, l'électricité et la métallurgie. Ces syndicats fonderont la Fédération des unions industrielles du Québec en 1952 (F.U.I.Q.).<sup>13</sup>

Par ailleurs, les communistes se sont impliqués dans tous les mouvements sociaux de résistance à la crise qui ont foisonné au cours des années 1933-1939 dans le but de leur imprimer une orientation anticapitaliste et antifasciste. C'est ainsi qu'ils ont regroupé ou milité avec des travailleurs non-organisés dans la L.U.O., avec des chômeurs dans le *Relief Camp Worker's Union* (affiliée à la L.U.O.) et la Fédération des sans-travail du Québec (1937), des fermiers dans la *Farmers Unity League* (également affiliée à la L.U.O.), des jeunes dans la Ligue des jeunes travailleurs du Canada qui devint la Ligue des jeunes communistes, dont la section montréalaise, dirigée par Fred Rose puis Henri Gagnon, regroupait 500 militants en 1938, et des femmes dans la Solidarité féminine à compter de 1932. Mentionnons que le Parti lui-même fut

---

de l'autobiographie de celui qui fut le principal organisateur de la L.U.O., Tom McEwen, on apprend qu'au contraire, cette décision répondait à un courant d'opinion assez large en faveur de l'unité, qu'elle fut débattue par les membres, que des votes furent pris dans les sections locales et que les syndicats de la L.U.O. demandèrent des garanties concernant notamment la liberté d'opinion dans les syndicats d'accueil au C.M.T.C. Qu'il y ait eu des gestes précipités est une chose, que l'on ne parle que de ces derniers sans aucune référence à des cas précis illustre assez bien les méthodes du groupe Mobilisation qui s'est dissous en 1975 pour rallier la Ligue communiste du Canada (marxiste-léniniste). Sur la L.U.O., donc, voir T. McEWEN, *The forge glows red*, Progress Books, Toronto, 1974, chap. 10, "Red trade-unionism" pp. 137-166. En annexe, on trouvera la constitution de la L.U.O., pp. 247-256. Voir également C.S.N./C.E.Q., *Histoire du mouvement ouvrier au Québec (1825-1976)*, Québec, 1979, pp. 94-95.

<sup>13</sup> C.S.N./C.E.Q., op. cit., pp. 93-94.

illégal de 1931 à 1936 et que plusieurs dirigeants, dont Tim Buck, passèrent un certain temps en prison, ce qui rendit la tâche des militants encore plus difficile. <sup>14</sup> À travers la *Canadian Labor Defence League* et la *Canadian League Against War and Fascism*, les communistes cherchaient à élargir la lutte pour les libertés syndicales et démocratiques. Le P.C.C. prit également part à la lutte antifasciste au plan international en envoyant le bataillon MacKenzie-Papineau, formé de 1 200 volontaires canadiens, combattre Franco en Espagne. <sup>15</sup> Le 15 juin 1937, le Comité d'aide à l'Espagne organisa une grande assemblée à l'aréna Mont-Royal où 15 000 personnes ont pu entendre le docteur [4] Norman Bethune prononcer un vibrant réquisitoire contre les forces fascistes et leurs alliés et un appel émouvant en faveur du peuple espagnol. <sup>16</sup>

Au plan politique, le Parti abandonna la dénonciation sectaire des sociaux-démocrates et demanda son affiliation à la *Cooperative Commonwealth Federation* (C.C.F.) en 1935 dans le but de l'orienter vers les thèses communistes. <sup>17</sup> C'était là préconiser un changement radical par rapport à l'appréciation que l'on pouvait re-

---

<sup>14</sup> Marcel FOURNIER, *Communisme et anticommunisme au Québec, 1920-1950*, le chapitre III, "À la défense des intérêts immédiats" pp. 50-84, décrit en détail le travail des communistes au Québec au cours de cette période.

<sup>15</sup> Voir "The Mackenzie-Papineau Battalion" in *The Marxist Quarterly*, no 18, summer 1966.

<sup>16</sup> S. GORDON et T. ALLAN, *Docteur Bethune*, Montréal, Ed. L'Étincelle, 1973, contient une description de l'assemblée et des extraits du discours de Bethune qui souleva l'enthousiasme des participants (Voir pp. 154-158). Bethune revenait alors d'Espagne et il entreprit une tournée de plusieurs mois en Amérique du Nord pour la levée de l'embargo que les "démocraties" maintenaient contre l'Espagne républicaine pendant que Hitler et Mussolini approvisionnaient Franco en hommes, armes et munitions.

<sup>17</sup> Canada and the VII World Congress of the Communist International. Outline of Study of the Decisions of the VIth Congress of the C.I. and the 9th plenum of the Central Committee of the Communist Party of Canada, (1935), p. 36. Sur les rapports P.C.C.-C.C.F., voir notamment : Andrée OLSEN-LÉVESQUE, *The Canadian left in Quebec during the great depression: the Communist Party of Canada and the Cooperative Commonwealth Federation in Quebec, 1929-1939*, thèse de doctorat (Histoire), Duke University, 1972, 246 p. W.D. YOUNG, *The anatomy of a Party: the national C.C.F.*, Toronto, Univ. of Toronto, 1969, chap. 9, pp. 254-285 : M.PELLETIER et Y. VAILLANCOURT, *Les politiques sociales et les travailleurs*, t. II, *Les années trente*, Montréal, M. Pelletier, éd., 1975; Norman PENNER, *The Canadian Left. A Critical analysis*, Scarborough, Prentice-Hall of Can., 1978; I.M. ABELLA, *Nationalism Communism and Canadian Labour in Politics*, Toronto, University of Toronto Press. 1968.

trouver en 1934 dans un document interne du Parti à l'effet que "les politiques et les théories adoptées par la C.C.F. préparent le terrain au fascisme." <sup>18</sup>

Au Québec plus particulièrement, les années 35-39 virent le P.C.C. passer de la dénonciation pure et simple de l'Action libérale nationale (A.L.N.) comme pro-fasciste, à la collaboration avec les "authentiques libéraux" pour contrer le fascisme incarné par Duplessis. <sup>19</sup> C'est ainsi que l'A.L.N., d'abord vue comme "un mouvement qui était destiné à jouer un rôle progressiste" fut par la suite dénoncée pour son attachement aux idées corporatistes. Mais peu avant les élections provinciales de 1936, Paul Gouin quitta l'Union nationale en dénonçant la dictature qu'y exerçait Duplessis et à partir de ce moment, le P.C. cessa d'identifier le leader de l'A.L.N. aux forces fascistes. S.B. Ryerson expliqua alors la marginalisation de Gouin au sein de l'U.N. par la nature potentiellement "progressiste" de son programme et de la base sociale qu'il représentait. <sup>20</sup>

À partir de la promulgation de la "Loi du cadenas" en mars 1937, le Parti communiste et le journal *Clarté*, qui sera interdit, qualifièrent carrément Duplessis de fasciste; pour Fred Rose, par exemple, le Québec a été choisi par les puissances fascistes pour faire pression sur le Canada parce que la diffusion de l'idéologie corporatiste et le rôle du clergé catholique ont bien préparé le terrain. <sup>21</sup> Comme l'a signalé Magnus Isacsson :

"Corollairement à l'identification de Duplessis comme fasciste la dénonciation des autres forces bourgeoises fait place à une analyse plus différen-

<sup>18</sup> *Bulletin interne du P.C.*, (s.t.) no 7, nov. 1934, "The united front and the municipal elections", p. 25 (notre traduction).

<sup>19</sup> L'évolution de la politique du Parti au cours de cette période a été étudiée par Magnus ISACSSON, *Les perspectives d'alliances du Parti communiste canadien au Québec, 1935-1939*, communication présentée au congrès de 1975 de l'Institut d'histoire de l'Amérique française (ronéo, 22 p.) Adoptant le point de vue trotskyste qui critique entre autres la politique de front uni de l'I.C. adoptée en 1935, Magnus Isacsson brosse le tableau des tentatives du P.C. d'établir un "front populaire" version québécoise et se démarque des travaux de Marcel Fournier et I. Avakurnovic sur le sujet.

<sup>20</sup> *Daily Clarion*, 25-7-36, cité par M. ISACSSON, *op. cit.*, p. 8.

<sup>21</sup> *Clarté*, 27-11-37, cité par M. ISACSSON, *op. cit.*, p. 9. Sur le fascisme au Québec, on consultera : René DUROCHER, "Le fasciste canadien, 1935-1938", in F. DUMONT, dir., *Idéologies au Canada français, 1900-1939*, Québec, P.U.L., 1978 : 257-271; A.J. BÉLANGER, *L'apolitisme des idéologies québécoises. Le grand tournant de 1934-1936*, Québec, P.U.L., 1974; Fred ROSE, *La cinquième colonne d'Hitler dans Québec*, Montréal, publié par le Comité ouvrier de l'effort de guerre intégral, (1943 ?), 48 p.

ciée et notamment à une plus grande insistance sur l'existence de forces et/ou de tendances authentiquement libérales ou démocratiques." <sup>22</sup>

Le journal *Clarté* véhicule la thèse selon laquelle :

"Le peuple de la province, profondément dégoûté par le régime trustard de Duplessis réclame un programme d'action qui se baserait sur des revendications populaires, qui prendrait comme point de départ la défense des ouvriers contre les intérêts financiers... le peuple réclame une direction saine, honnête..." <sup>23</sup>

Tout en cherchant à réaliser un front uni avec la C.C.F. et le petit Parti ouvrier, le P.C. courtise les partisans de Gouin en s'inspirant des succès du Front populaire français de 1936 <sup>24</sup>. Mais en 1937, le Parti [5] insiste encore davantage sur la nécessité de sauvegarder les libertés démocratiques au moyen d'un large front englobant "toutes les forces anti-Duplessistes" et s'inspirant de la "tradition de 1837-1838". Les élections partielles de novembre 1938, l'une dans Montréal-Cartier au fédéral, l'autre dans Montréal St-Louis au provincial (les deux comtés se recoupent) montreront jusqu'où le Parti pouvait aller dans la recherche d'alliances avec les Libéraux. En effet, pour ne pas semer la confusion sur le fait que l'ennemi principal était bel et bien Duplessis et non le gouvernement King à Ottawa, le candidat communiste Fred Rose se retira de la lutte dans Montréal-Cartier au profit des Libéraux pendant que dans St-Louis le libéral Raoul Trépanier (vice-président du C.M.T.C.) recevait l'appui du P.C. et du mouvement syndical et faillit battre le candidat unioniste de peu. Mais, outre ce succès relatif, il semble bien que les tentatives d'alliance avec des Partis non-ouvriers aient été des échecs pour le Parti au cours de la période 1935-39. <sup>25</sup>

La section québécoise du Parti, animée par Jean Bourget, Paul Delisle (jusqu'à sa mort en 1934), Berthe Caron et surtout Fred Rose et Stanley B. Ryerson chercha

<sup>22</sup> M. ISACSSON, *op. cit.*, p. 9.

<sup>23</sup> *Clarté*, 31-7-37, cité par M. ISACSSON, *op. cit.*, p. 9.

<sup>24</sup> *Daily Clarion*, 25-7-1936.

<sup>25</sup> C'est la conclusion de M. ISACSSON, *op. cit.*, p. 22. Pour une analyse qui ne remet pas en question la position de l'I.C. mais qui postule que le P.C.C. s'en est éloigné, il faut lire Fergus McKean, *Communism versus opportunism*, In *Struggle!*, Montréal, 1977, 327 p. et François SÉGUIN, *La tactique de front uni antifasciste et la politique du Parti communiste au Canada (1935-1945)*, thèse M.A. (Sc. pol.), U.Q.A.M., 1978, 290 p

ainsi à appliquer la ligne générale du Parti qui s'orientait nettement vers une collaboration de plus en plus étroite avec les Libéraux, collaboration qui s'arrêta un temps avec le déclenchement de la guerre en septembre 1939 mais qui reprit avec l'entrée en guerre de l'U.R.S.S. et la grande alliance Grande-Bretagne/U.S.A./U.R.S.S. Ceci n'allait pas sans entraîner de grandes difficultés pour les communistes au Québec sur la question nationale notamment.

Avant octobre 1937, face au danger de guerre et au fascisme, il fallait absolument du point de vue du P.C. consolider l'unité nationale contre la réaction au Canada. Ceci impliquait que toutes les forces nationalistes du Québec qui critiquaient la centralisation fédérale et luttaien pour l'autonomie provinciale étaient considérées comme réactionnaires parce qu'ennemies de l'unité nationale. Le régime Duplessis était ainsi "un ennemi direct de l'unité nationale" et le *Daily Clarion* dénonçait la "doctrine réactionnaire des soi-disant droits provinciaux".<sup>26</sup> À ce moment-là, le Parti ne reconnaissait pas le droit du Québec à l'autodétermination, fidèle à sa position traditionnelle sur le sujet. Même si les Canadiens français formaient "la section la plus exploitée de la classe ouvrière" canadienne,<sup>27</sup> le Parti niait toujours le statut de nation aux Canadiens français du territoire québécois sous prétexte que ces derniers ne possédaient pas d'économie commune.<sup>28</sup> Chaque fois que le Parti constatait

---

<sup>26</sup> S. B. RYERSON, "Defeat the Padiock law", *Daily Clarion*, 5 juin 1939, p. 4, notre traduction. *Daily Clarion* était le quotidien publié par le Parti communiste canadien de 1936 à 1939.

<sup>27</sup> *The Worker*, 31-1-1931, p. 6. Sur la question, voir Bernard GAUVIN, *Le Parti communiste du Canada et la question canadienne-française, 1921-1938*, thèse M.A. (Sc. pol.), U.Q.A.M., 1978, 197 p., à paraître aux Presses de l'Unité pour son analyse minutieuse de la position chauvine des dirigeants du P.C.C. dans la question nationale québécoise. Pour un point de vue partisan sur la question, voir Guy DESAUTELS et al., *Pour l'autodétermination du Québec, plaidoyer marxiste*, Montréal, Ed. Nilles frontières, 1978, 108 p. et *The Marxist Quarterly*, no. 15, autumn 1965, "Historical notes: Canadian Communists and the French Canadian Nation": 27-35, et Samuel WALSH, "L'évolution de la politique nationale du Parti communiste", in *Le Communiste*, vol. 1, janv-fév-mars 1979: 17-32.

<sup>28</sup> Le Parti appliquait alors rigide ment la célèbre définition de nation, elle-même fort rigide, formulée par Staline dans *Le marxisme et la question nationale*. Nous renvoyons aux pp. 15-16 de l'édition du Centenaire, Paris, 1974, de ce texte, où se retrouve cette définition: "La nation est une communauté humaine stable, historiquement constituée, née sur la base d'une communauté de langue, de territoire, de vie économique et de formation psychique qui se traduit dans une communauté de culture". Il ajoute: "Seule la présence de tous les indices pris ensemble nous donne une nation" (C'est nous qui soulignons). Pour une analyse critique de cette définition, voir Gilles BOURQUE, *L'État capitaliste*



sa faible pénétration dans le prolétariat canadien-français, il en imputait la cause à l'emprise du clergé, au passé féodal des Canadiens français, mais rarement au fait que le P.C. lui-même, n'ayant jamais reconnu l'existence d'une nation [6] canadienne-française avait négligé profondément son travail au Québec : pas d'argent, pas de journal francophone avant 1936 (sauf l'éphémère l' *Ouvrier Canadien* publié en 1931), etc... En fait, le Parti réduisait la question nationale à la revendication d'une égalité économique et culturelle des Canadiens français au sein de la Confédération.<sup>29</sup> Mais dès 1937, avec son 8<sup>e</sup> Congrès<sup>30</sup> il se montrait favorable à l'unité d'action avec les "nationalistes progressistes", tels Gouin et Hamel, pour faire échec à Duplessis. Le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale et l'opposition des nationalistes à la participation du Québec à cette dernière allaient fournir pour un temps un terrain d'entente avec les communistes.

---

*et la question nationale*, Montréal, P.U.M., 1977. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT]

- <sup>29</sup> Le P.C. considérait qu'avec l'Union de 1840 et la Confédération, les Canadiens français avaient pratiquement conquis l'égalité *politique*. Voir S.B. RYERSON, *Le réveil du Canada français*, publié en 1937 sous le pseudonyme de E. Roger, et, du même, *French Canada*, publié en 1943 (en français : *Le Canada français, sa tradition, son avenir*, Montréal, Ed. La Victoire Ltée, 1945) pp. 55, 64-65 et 177. Voir aussi la "postface polémique" de RYERSON à son *Le capitalisme et la Confédération*. Montréal, Ed. Parti-Pris, 1972, pp. 501-522, et le point de vue de Roch DENIS dans *Luttes de classes et question nationale au Québec 1948-1968*, Montréal, Presses socialistes internationales, 1979, p. 9-51, lequel rejette la thèse classique de Ryerson à l'effet que la révolution démocratique bourgeoise aurait été complétée au Canada dès le XIX<sup>e</sup> siècle. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT]
- <sup>30</sup> Une soixantaine de délégués sur 452 viennent du Québec. Earl Browder, du P.C. américain, Alfred Costes du P.C.F. et le docteur Norman Bethune furent les invités d'honneur. Sur la question de la collaboration du P.C. avec les nationalistes voir Marcel FOURNIER, *Communisme et anticommunisme au Québec (1920-1950)*, le chap. 4, "La guerre et la question nationale", p. 85 à 93 en particulier. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT]

## 1.2. Le P.C. contre la guerre "impérialiste": 1939-1941

### [Retour à la table des matières](#)

La guerre éclata quelques jours à peine après la signature du pacte germano-soviétique de non-agression, soit le 1er septembre 1939. Staline avait joué la carte allemande, convaincu que les démocraties anglaise et française faisaient durer les négociations pour un traité de sécurité collective avec l'U.R.S.S. dans l'espoir d'en arriver à une entente avec Hitler. La perspective d'une alliance franco-allemande contre le bolchévisme, ajoutée à la menace d'une agression japonaise à l'Est, acheva de convaincre le dirigeant soviétique de la nécessité de garantir la paix à l'Ouest avec celui-là même qui était l'ennemi numéro un des peuples du monde entier. Au passage, toutefois, Molotov signa comme on le sait un protocole secret qui avait pour effet de partager cyniquement la Pologne entre l'Allemagne et l'U.R.S.S., prévoyant une "modification territoriale et politique dans les régions appartenant à l'État polonais" <sup>31</sup> et traçant à l'avance les limites de leurs "zones d'influence" sur les restes de la Pologne et de l'Europe orientale.

La conclusion d'un pareil pacte entre le seul État socialiste au monde et le régime fasciste hitlérien eut l'effet d'une bombe dans les Partis communistes du monde entier. En France, des centaines de militants intellectuels, juifs, ouvriers quittèrent le P.C.F. complètement désorientés par un tel revirement. Au Canada et au Québec, le Parti fut également fortement secoué par une profonde crise interne car, quelques jours plus tôt, toute la propagande du Parti était centrée sur le mot d'ordre "Stop Hitler !" <sup>32</sup> conformément à la ligne générale de l'I.C. pour qui la contradiction principale dans le monde opposait alors les forces du fascisme à celles du mou-

---

<sup>31</sup> *L'époque contemporaine 1917-1945*, recueil de textes publié sous la direction de Louis GOTHIER, Liège-Paris, H. Dessain et Tolna, 1960, p. 405-406.

<sup>32</sup> *Daily Clarion*, 15 avril 1939.

vement antifasciste. <sup>33</sup> Pas plus tard que le 26 août 1939, l'hebdomadaire *The Clarion* dénonçait les atrocités commises par les armées hitlériennes en Tchécoslovaquie et ailleurs et préconisait la guerre contre Hitler, guerre "juste" car ce serait une guerre de "défense de la démocratie" ! Or, quelques jours plus tard, [7] sans aucune préparation idéologique au sein des Partis communistes, Staline signait un pacte avec celui qui, hier, était l'ennemi à abattre : c'en était trop, et selon Tim Buck lui-même, la confusion et le découragement s'emparèrent des membres du Parti, un fort groupe de ces derniers allant même jusqu'à quitter le Parti. <sup>34</sup> Après quelques hésitations, le Parti tout entier se lança dans une violente campagne de dénonciation de la guerre qu'il qualifiait maintenant d'"impérialiste"; les communistes allaient même jusqu'à souhaiter la signature d'un traité de paix avec Hitler, subitement devenu grâce à Molotov un ami de la paix contrairement aux "fauteurs de guerre" franco-anglais !" <sup>35</sup>

Des dizaines de militants communistes et de syndicalistes furent internes ou emprisonnés au cours de cette période. L'éditeur du journal *The Clarion*, Douglas Stewart, fut trouvé coupable d'avoir publié un journal à l'esprit contraire à l'article 39a du *Defence of Canada Regulations*, et puni de deux ans d'emprisonnement le 18 janvier 1940. Les leaders communistes Pat Sullivan, leader du *Canadian Seamen's Union (C.S.U.)* <sup>36</sup>, Bruce Magnuson, secrétaire du syndicat des bûcherons et des

---

<sup>33</sup> Déclaration de G. DIMITROV, dirigeant de l'I.C., pour le 1<sup>er</sup> mai 1939 citée par le *Daily Clarion* du 2 mai 1939.

<sup>34</sup> Yours in the Struggle. Reminiscence of Tim Buck, p. 285. Voir également la thèse de Marcel Fournier, pp. 269 et ss. Pour une analyse plus globale, voir Bernard Dionne, La politique du Parti communiste canadien au cours de la Seconde Guerre mondiale, thèse M.A. (Histoire), U.Q.A.M., 1979, 298 p. En 1939, le P.C.C. comptait environ 1 400 membres, dont 3000 Canadiens français.

<sup>35</sup> Trente-cinq ans plus tard, Tim Buck écrivit ce qui suit à propos de cette période : "We took positions and repeated arguments which we received from the C.I., rather than analyzing them strictly on the basis of Canadian conditions. We made some mistakes as a result". *Yours in the struggle*, p. 292. Sur l'attitude de MOLOTOV, voir la reproduction de son discours "The meaning of the Soviet-German Non-Agression Pact", in *Communist International*, sept. 1939, p. 951-957; et son discours prononcé lors de la 5<sup>e</sup> session du Soviet suprême, le 31 décembre 1939, cité par H.A. JACOBSEN, *La Seconde Guerre mondiale*, t. I., Casterman, Paris, 1968, p.56 et ss.

<sup>36</sup> Voir Robert COMEAU, *Le Canadian Seamen's Union (1936-1949). un chapitre de l'histoire du mouvement ouvrier canadien*, communication présentée au congrès d'octobre 1975 de l'Institut d'histoire de l'Amérique française, pp. 9-10 (texte ronéotypé) : l'auteur y rappelle la formation des comités de défense "Pair and Jack" mis sur pied pour

ouvriers des scieries dans l'Ouest de l'Ontario, Kent Rowley, Roméo Duval, Norman Freed, J.S. Wallace, J. Boychuk, Fergus McKean, furent internés sans procès, entre autres. Au début de 1941, certains avançaient le chiffre de 1 500 personnes internées, dont cinquante leaders syndicaux, en vertu du *Defence of Canada Regulations*.<sup>37</sup> Le *Clarion* suspendra ses activités en octobre 1939, remplacé par *Canadian Tribune* (C.T.) qui se présentait comme un journal indépendant en janvier 1940 : *Clarité* était interdit. En février 1941, le gouvernement obligera C.T. à surseoir à ses activités pendant un mois; le journal avait alors 10 000 lecteurs. Le P.C.C. organisa une campagne contre la suspension de C.T., ralliant bon nombre de syndicalistes à sa cause. En juin 1941, le P.C.C. poursuit la campagne pour la libération des Sullivan, Magnuson, Penner, Murray, Levine et autres, au moment même où le gouvernement libère James Francheschini, millionnaire et agent du fascisme italien, et ce, sans aucune condition. Le jour même de la libération de ce dernier, la police arrêta C.S. Jackson, vice-président international des ouvriers de l'électricité et le gouvernement interdit la parution du journal *La Voix du peuple*, publié à Saint-Jérôme par les communistes Gui Caron, Henri Gagnon et des nationalistes québécois.

Mais, jusqu'en 1941, cette opposition du Parti à la guerre "impérialiste" lui permit d'effectuer une certaine percée au Québec, malgré de dures conditions de répression : interdiction de publier *Clarté*, arrestation de Jean Bourget et d'une douzaine de cadres du Parti au Québec, isolement d'une direction devenue clandestine à la tête d'un Parti formellement illégal à compter d'octobre 1939, perquisitions et arrestations des militants des jeunesses communistes, etc. Collaborant à des journaux comme *La Voix du peuple*, les Gui Caron, Jean Bourget et [8] autres leaders du Parti au Québec exaltaient les sentiments anti-conscriptionnistes et anti-impérialistes des Canadiens français. Ils proposèrent même aux nationalistes André Laurendeau et François-Albert Angers d'organiser un référendum au Québec contre la conscription. L'entrée en guerre de l'U.R.S.S., en juin 1941, vint cependant briser l'accord conclu. Par ailleurs, le comité provincial de la Ligue des jeunes communistes en particulier, animé par Henri Gagnon, poursuivait une active propagande en faveur des objectifs socialistes du Parti, prônant le renversement de la classe capitaliste

---

faire libérer Pat Sullivan et Jack Chapman du C.S.U. et 70 autres syndicalistes internés pour avoir entretenu des rapports avec le P.C.C.

<sup>37</sup> Norman MacKENZIE. "Union leaders review Labor Events of 1940" in *Canadian Tribune*, 11 janvier 1941, p. 3. MacKenzie était le président de la section 1064 du *Steel Workers organizing Committee* en Nouvelle-Écosse.

canadienne par la classe ouvrière alliée aux cultivateurs et à la classe moyenne et l'établissement d'un État socialiste qui "devra immédiatement donner à la nation canadienne-française le droit de déterminer sa position elle-même, jusqu'à et y compris la séparation..."<sup>38</sup> La position du Parti au Québec pouvait être schématisée alors sous le mot d'ordre de "formation d'un vaste front populaire de lutte contre la guerre, la conscription et le régime impérialiste".<sup>39</sup>

### 1.3. Le front national pour la victoire: 1941-1943

[Retour à la table des matières](#)

Dès que l'U.R.S.S. fut envahie par l'Allemagne, la position des communistes changea partout dans le monde : la guerre devint subitement une juste guerre anti-fasciste, les communistes appelèrent à collaborer avec les bourgeoisies des pays alliés pour un effort de guerre total afin d'écraser l'Axe. En fait, la contradiction principale des années trente redevenait valide après une éclipse de deux ans au cours desquels le fascisme allemand, loin de faiblir, avait pu au contraire se renforcer considérablement au point de menacer mortellement le seul État socialiste au monde. L'historiographie communiste ne cesse depuis quarante ans de présenter le pacte comme une tactique de Staline pour "gagner du temps" et consolider l'U.R.S.S. aux plans économique et militaire; la réalité démontra rapidement qu'au contraire, le pacte avait permis à l'impérialisme allemand de se consolider et les rapides défaites de l'Armée rouge au cours de l'été 1941 le prouvèrent amplement.

---

<sup>38</sup> Tract cité par Marcel FOURNIER, *op. cit.*, p. 273.

<sup>39</sup> P.C.C., *Canadiens Debout.* ! Tract cité par Marcel FOURNIER, *op. cit.*, p. 274.

Par ailleurs, cette même historiographie, à quelques variantes près,<sup>40</sup> ne cesse de présenter cette nouvelle phase de la guerre comme un changement subit et total dans la "nature" elle-même de la guerre qui, d'impérialiste avant le 22 juin 1941 serait devenue antifasciste et juste parce que l'U.R.S.S. était attaquée par son ancien allié. Malheureusement pour les dogmatiques, les choses ne se sont pas passées exactement comme les propagandistes de Staline l'auraient voulu. En fait, la nature sauvagement anti-populaire, antidémocratique et brutale du régime fasciste allemand et de ses alliés n'a pas attendu le 22 juin pour se montrer sous son vrai visage aux yeux des peuples conquis, occupés ou exterminés. [9] Et les peuples n'ont pas attendu que les idéologues se mettent à l'heure du changement de définition dans la nature de la guerre pour prendre les armes, bâtir l'unité nationale et résister à l'envahisseur : signalons qu'en France et ailleurs, les communistes eux-mêmes défendirent avec courage l'intégrité nationale, la liberté des peuples et les conquêtes démocratiques que le fascisme tentait de balayer au moyen d'un plan de conquête de l'Europe. En fait, dès que le régime hitlérien a commencé à appliquer son plan au milieu des années trente, il était devenu l'ennemi principal des peuples et la tactique antifasciste de front uni était la seule capable de lui résister et de l'abattre; or cette tactique supposait des compromis avec les bourgeoisies au pouvoir dans les pays capitalistes et avec les sociaux-démocrates au sein du mouvement ouvrier, de la part de la classe ouvrière et des Partis communistes, Après le 22 juin, les P.C. reviendront à cette tactique, non sans problèmes comme nous le verrons.

La politique du Front national pour la Victoire adoptée par les communistes canadiens dès juillet 1941 était devenue nécessaire depuis que le changement dans la nature de la guerre avait "créé les conditions pour une alliance de classes impliquant toutes les classes dans les démocraties capitalistes qui sont unies par le seul but commun de défendre leur existence nationale."<sup>41</sup> Dès juillet 1941, donc, le Parti collabora à la tenue de grandes assemblées à travers le pays, dont une à Montréal

---

<sup>40</sup> Voir en particulier Mao TSE TOUNG, "Le tournant de la Seconde Guerre mondiale", *Oeuvres Choisies*, t. III, pp. 105-111; P.N. POSPELOV et al., *Great Patriotic War of the Soviet Union 1941-1945, A General Outline*, Moscou, Ed. du Progrès, 1974; le communiste français Jean ELLENSTEIN conteste la position soviétique sur la nature de la guerre de 1939 à 1941 dans son *Histoire de l'U.R.S.S.*, t. 3, *L'U.R.S.S. en guerre (1939-1946)*, Paris, Ed. soc., 1974.

<sup>41</sup> Résolution du Parti adoptée en février 1942, citée par Tim BUCK dans *Thirty Years*, p. 170 (notre traduction).

réunissant 6 000 personnes venues entendre Jean-Charles Harvey, directeur du journal *Le Jour*, A.A. MacLeod, du P.C. ontarien et Gui Caron du P.C. québécois pour soutenir l'effort de guerre et demander l'ouverture d'un second front pour soulager l'U.R.S.S. aux prises avec le gros des forces allemandes. Outre l'ouverture du second front, le Parti réclamait la signature d'un traité canado-soviétique d'amitié, le rappel des mesures d'urgence prises par le gouvernement canadien pour limiter l'exercice des libertés civiles pendant la durée de la guerre, la taxation des profits et la mise sur pied d'une commission composée d'ouvriers et de représentants du peuple pour enquêter sur les profits de guerre, etc... En novembre 1941, le Parti réclama en outre la tenue de conférences dans les usines qui produisaient du matériel de guerre afin que les ouvriers puissent débattre des enjeux de la guerre, dresser la liste de leurs revendications et aussi faire des suggestions pour augmenter la production.<sup>42</sup> Sous le thème "Démocratie au pays pour gagner la guerre à l'étranger", le Parti formula donc toute une série de propositions, y compris celle de sa propre légalisation, susceptibles de démocratiser l'effort de guerre et de faire participer davantage la classe ouvrière à la direction de cet effort; malheureusement, le Parti demeura formellement illégal d'octobre 1939 à août 1943, de sorte qu'il dût accomplir son travail de propagande dans une semi-clandestinité peu propice à une large diffusion de ses thèses et surtout à une prise en main [10] de ces revendications par de larges couches de la population; signalons également que son attitude de 1939 à juin 1941, autant que son subit changement de ligne, hypothéquèrent lourdement son travail par la suite.<sup>43</sup>

Au Québec, le Parti dénonça "la clique (Paul) Bouchard-Lacombe *Le Devoir*" qui cherchait à diviser le Canada au profit de Hitler en jouant sur les sentiments nationalistes des Canadiens français et il appela ces derniers à voter oui au plébiscite d'avril 1942.<sup>44</sup> Il demanda aux catholiques du Québec de se débarrasser de leaders

<sup>42</sup> Voir l'article de A.A. MACLEOD dans *Canadian Tribune* (hebdomadaire du Parti à compter de janvier 1940), "Production Front for Victory", 1-11-41, p. 11, où ce dernier citait en exemple les ouvriers de l'avionnerie à Montréal qui avaient décidé de faire du mois de novembre 1941 un mois record de production pour soutenir l'effort de guerre du pays.

<sup>43</sup> Sur la période de clandestinité du Parti au début de la guerre, il faut consulter les entrevues que Tim Buck accorda à Radio-Canada quelques années avant sa mort et qui sont regroupées dans *Yours in the Struggle*, en particulier les pages 290 à 299 et 305 à 319.

<sup>44</sup> Pour se défaire d'une promesse qu'il avait faite aux Canadiens français de ne pas recourir à la conscription, King eut l'idée de tenir un plébiscite le 27 avril 1942 à travers

tels que Philippe Girard de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (C.T.C.C.), Gérard Filion de l'Union des cultivateurs catholiques (U.C.C.), Fréchette de la Société Saint-Jean-Baptiste (S.S.J.B.) et Bégin (éditeur du journal *Le Travail*) qui propageaient l'anticommunisme et les idées corporatistes. À travers le journal *La Victoire*<sup>45</sup> les propagandistes du Parti dénonçaient les "colonnards" (partisans conscients ou inconscients d'une 5<sup>e</sup> colonne hitlérienne au pays) et le "blocards" (partisans du Bloc populaire fondé à partir du travail de la Ligue pour la défense du Canada à l'automne 1942) qui s'opposaient à l'effort de guerre et à la conscription. Mais la campagne acharnée qu'il mena en faveur de la conscription pour le service outre-mer contribua certainement à isoler le Parti et le journal *La Victoire* au Québec. En effet, *La Victoire* se prononça sans nuances pour la conscription immédiate alors que pour les Canadiens français elle représentait un nouveau symbole, terriblement concret celui-là, de l'oppression nationale.<sup>46</sup>

Par ailleurs le Parti était en faveur d'un "No strike pledge", ou d'un pacte de non-grève, semblable à celui que les syndicats américains avaient convenu avec le patronat et l'État pour ne pas nuire à l'effort de guerre. En retour, il exigeait la levée du gel des salaires imposé par le gouvernement King, l'élévation des salaires des Québécois au niveau ontarien et le respect des droits syndicaux fondamentaux,

---

tout le pays afin d'avoir les mains libres le cas échéant. Au Québec, Maxime Raymond dirigea la campagne d'opposition avec la *Ligue pour la défense du Canada*, regroupant Jean Drapeau, André Laurendeau et autres nationalistes. Les résultats du plébiscite montrèrent le degré élevé de division au pays sur la question de l'engagement du Canada dans la guerre : 2 045 514 Canadiens répondirent oui contre 1643 006 non; au Québec, 933 633 dirent non contre 376 188 oui.

<sup>45</sup> Le journal *La Victoire* parut de août 1941 à décembre 1944 sous forme de bi-mensuel puis d'hebdomadaire. Emery Samuel, E. Roger (S.B. Ryerson), Evariste Dubé, Jean Bourget, Roméo Duval, O.H. Richard et Fred Rose du P.C.C. en étaient des collaborateurs réguliers. De 1941 à août 1943, l'orientation communiste du journal ne ressortait pas nettement car des collaborateurs du mouvement syndical, des partis bourgeois et même du clergé y signaient des articles. Mais dès la légalisation du P.C. sous la forme du Parti Ouvrier-Progressiste, en août 1943, le journal s'afficha beaucoup plus ouvertement comme le porte-parole québécois des idées communistes.

<sup>46</sup> Voir en particulier J.L. GRANATSTEIN, "Le Québec et le plébiscite de 1942 sur la conscription", *R.H.A.F.*, juin 1973 : 43-62 et J.Y. GRAVEL, "Le Québec militaire, 1939-1945" in J.Y. GRAVEL, *Le Québec et la guerre*, Trois-Rivières, Ed. du Boréal Express, 1974, p. 77-108.



le droit à la libre négociation en particulier.<sup>47</sup> Dans la pratique, et ceci est bien souvent ignoré par les analystes "critiques" de la pratique du P.C.C.,<sup>48</sup> les militants communistes dans les syndicats eurent diverses attitudes face aux grèves, dépendant de la conjoncture économique, du contexte dans l'entreprise, du militantisme des ouvriers ou de l'agressivité des patrons. Parfois, ils soutenaient et organisaient eux-mêmes les grèves contre les patrons qui cherchaient à profiter du gel des salaires;<sup>49</sup> parfois ils étaient contre telle ou telle grève, en particulier la grande grève des mineurs dirigée par John Lewis aux États-Unis, et ils firent adopter des pactes de non-grève dans plusieurs syndicats au nom de l'intérêt supérieur de la lutte contre le fascisme. En fait, plus la guerre avançait plus les communistes adoptaient une attitude de collaboration avec le gouvernement.<sup>50</sup> Le P.C.C. se fit même dépas-

<sup>47</sup> Pour une analyse de la législation ouvrière des gouvernements du Canada et du Québec en temps de guerre, voir notamment Victor LEVANT, *Capital et travail*, Montréal, Ed. L'Étincelle, 1978, p. 192-207.

<sup>48</sup> Ici, les trotskystes rejoignent pour l'essentiel les marxistes-léninistes : pour Charles HALARY dans *Le mouvement ouvrier québécois. L'intégration syndicale par l'anticommunisme*, Cahiers de Recherches Marxistes Révolutionnaires, Montréal, 1974, le P.C.C. "était le premier à s'attaquer au sein du mouvement ouvrier aux fauteurs de grève"; pour *En Lutte !*, le P.C.C. se rendit coupable de rien de moins qu'une "alliance contre les grèves ouvrières conclue avec le gouvernement King" (*Unité prolétarienne*, "Les leçons de l'action des communistes et du P.C.C. lors de la Seconde Guerre mondiale", vol. 2, no 4, avril-mai 1978 : 43) alors que la revue *Mobilisation* décréta, elle, qu'il s'agissait d'une "tactique mécanique et Incorrecte" (vol. 4, no 4, 1975 (?) : 17). Tous évitent de répondre à la question : toute grève était-elle correcte dans les conditions de la guerre antifasciste ? Les intérêts immédiats ne devaient-ils pas être subordonnés parfois aux intérêts de toute la classe ouvrière qui étaient alors de tout mettre en œuvre pour vaincre le fascisme et empêcher que l'U.R.S.S. soit vaincue par Hitler ? Aucune analyse concrète, aucune périodisation dans le travail du P.C.C., aucune référence à la conjoncture internationale, non : on veut "prouver" à tout prix que le P.C.C. était "traître à la classe ouvrière", au mépris de la réalité.

<sup>49</sup> Soutien à la grève des mineurs de Kirkland Lake contre l'I.N.C.O.; grève à *Imperial Tobacco* à Montréal en 1942, grève du cuir avec Léo Lebrun, celle des 13 000 ouvriers de l'acier en Ontario et en Nouvelle-Écosse en 1943, celle des ouvriers de *Canadair* la même année avec Bob Haddow, L. Burman et P. Gélinas du P.C. : grève des employés municipaux à Montréal en 1943 avec Léo Lebrun, actions militantes de Danièle Cuisinier dans les *Defence Industries Ltd*, de Jean Paré à *R.C.A. Victor*, de Madeleine Parent et de Kent Rowley dans le textile à Montréal et Valleyfield, etc. Voir B. DIONNE, *op. cit.*, p. 182 et ss, et voir le compte-rendu des grèves de la période 1934-1944 que l'on retrouve dans l'ouvrage de Evelyn DUMAS, *Dans le sommeil de nos os*, Ottawa, Leméac, 1971.

<sup>50</sup> Ce point de vue est développé dans la revue théorique de l'Organisation marxiste-léniniste *En Lutte ! Unité Prolétarienne*, vol. 2, no 4, avril-mai 1978 : 34-47, "Les leçons de l'action des communistes et du Parti communiste canadien lors de la Seconde guerre

ser sur sa gauche par la C.C.F. qui, elle, refusait toute collaboration avec le gouvernement King qu'elle [11] espérait remplacer prochainement, appelait des grèves et centrait sa propagande sur la nécessité du socialisme au pays "pour une plus grande justice en temps de paix mais aussi pour gagner au plan militaire une guerre menée au nom de la démocratie." <sup>51</sup> Pour le P.C.C., au contraire, "toute contestation fondamentale des bases de la société canadienne d'aujourd'hui jouait en faveur d'Hitler" <sup>52</sup> en divisant les forces démocratiques.

Mais malgré sa politique de soutien au gouvernement King, ce dernier maintint le P.C.C. dans l'illégalité <sup>53</sup> jusqu'à ce qu'en 1943, suite à la dissolution de l'Internationale communiste <sup>54</sup> par Staline, le P.C.C. se transforme en Parti ouvrier progressiste (P.O.P.).

## 1.4. La création du P.O.P. : 1943

[Retour à la table des matières](#)

Les dirigeants du Parti entrevoyaient depuis juin 1941 la nécessité de créer un parti légal : déjà, ils avaient mis en place des cadres légaux, tels les *Tim Buck Plebiscite Committees* et le *Communist-Labor Total War Committee* qui étaient plus ou moins tolérés par les autorités. Mais la dissolution de l'Internationale communiste en

---

mondiale", et dans la revue théorique du Revolutionary Communist Party (U.S.A.), *The Communist*, "On the character of World War Two", vol. 1, no 1, oct. 1976 : 76-108, et "On the Origins of World War Two", vol. 2, no 1, 1977 : 3-70. Voir également Denis PELLETIER, *Le Parti communiste du Canada et la Deuxième Guerre mondiale*, travail présenté au département d'histoire de l'U.Q.A.M., mai 1976, 44 p. Pour une analyse de la ligne politique du P.O.P. à partir de 1943, voir B. DIONNE, *op. cit.*, chap. 3 et 4, "Un nouveau parti de communistes", pp. 192-216.

<sup>51</sup> C.C.F., *Report of the Sixth National Convention* (1940), cité par W.D. YOUNG, *op. cit.*, p. 104, (notre traduction).

<sup>52</sup> *Canadian Tribune*, 14-3-42, (notre traduction).

<sup>53</sup> Le P.C.C. put agir ouvertement sous les noms de National Council for Democratic Rights et Communist-Labor Total War Committee (fondé en 1942 sur la base des Tim Buck Plebiscite Committees jusqu'en août 1943).

<sup>54</sup> Sur la dissolution de l'I.C., voir STALINE, *Oeuvres*, N.B.E., tome XVI (1941-1949), pp. 91-92, F. CLAUDIN, *op. cit.*, D. DESANTI, *op. cit.*

mai 1943 accéléra sans aucun doute le travail en vue de la création d'un Parti non-clandestin. En effet, la résolution du comité exécutif de l'I.C. qui annonça la dissolution de l'Internationale précisait les tâches des P.C. dans les pays comme le Canada :

"... dans les pays de la coalition anti-hitlérienne le devoir sacré des larges masses populaires, et avant tout des ouvriers avancés, est de soutenir par tous les moyens les efforts militaires des gouvernements de ces pays, en vue de l'écrasement le plus rapide du bloc hitlérien et pour garantir l'amitié réciproque des nations sur la base de leur égalité de droit." <sup>55</sup>

La question de la révolution n'est pas abordée dans ce texte; on y prescrit plutôt une tactique d'union large, "sans distinction de parti et de religion" pour vaincre le fascisme. Tout ceci pour faciliter l'ouverture du deuxième front en Europe (et alléger le fardeau de l'U.R.S.S. envahie par les troupes allemandes). Le P.C. canadien pouvait donc voir dans cette déclaration un encouragement à se transformer en un parti légal entièrement dévoué à l'effort de guerre total, donc entièrement prêt à soutenir la politique du gouvernement de Mackenzie King. En effet, Louis St-Laurent, alors ministre de la Justice du cabinet de M. King, avait déclaré le 24 mai 1943 que "si un autre Parti ou groupement se formait de gens appartenant auparavant à cette organisation (le P.C.C.), toute action ultérieure à leur sujet dépendrait de l'attitude qu'ils adopteraient". <sup>56</sup> La voie devenant libre, les communistes se lancèrent dans une campagne d'organisation et de propagande au cours de l'été 1943 qui déboucha

<sup>55</sup> Texte de la Résolution du présidium du Comité exécutif de l'I.C., 15 mai 1943, point 4, cité par Fernando CLAUDIN, *op. cit.*, t. 1, p. 45-46-47. Signalons que pour Claudin, la cause immédiate de la dissolution de l'I.C. c'est "la raison d'Etat stalinienne" : pour Staline, l'I.C. était un obstacle aux négociations avec Churchill et Roosevelt en vue du partage du monde. Selon Claudin, il n'y a eu qu'une consultation formelle des P.C. sur la dissolution de leur organisme dirigeant au plan international. Enfin, toujours selon F. Claudin, cette concession de Staline aux démocraties bourgeoises ouvrait la voie à l'ère de la "coexistence pacifique" qui commença ainsi 13 ans avant l'arrivée de Krouchtchev au pouvoir en U.R.S.S. Pour de plus amples détails sur la réaction du P.C. canadien suite à la dissolution de l'I.C., voir B. DIONNE, *op. cit.*, pp. 192-202.

<sup>56</sup> L. St-Laurent à la Chambre des Communes, le 24 mai 1943, cité par Tim BUCK, *Le Canada a besoin d'un Parti de communistes*, pp. 28-29. Quelques 500 délégués assistèrent au Congrès de fondation du P.O.P. Le nouveau nom fut adopté après un violent débat qui opposa un groupe de militants de Colombie-Britannique qui voulait conserver le nom de Parti communiste, à la direction du Parti plus favorable à un nom susceptible de rassurer la population. Tim Buck fut élu leader national et Evariste Dubé président national. Voir *Réminiscences...*, chap. 33, pp. 320-324.

sur un congrès de fondation du P.O.P. au cours duquel les délégués adoptèrent un nouveau programme et des statuts.

[12]

Au départ, le P.O.P. se présentait comme le Parti de la classe ouvrière canadienne en lutte pour la victoire future du socialisme. Mais le gros du programme énumérait les tâches des communistes pour la période de guerre et d'immédiat après-guerre et la perspective du socialisme était fort lointaine, c'est le moins que l'on puisse dire, selon les termes mêmes de ce programme. Fervent propagandiste de l'unité nationale pan-canadienne comme condition préalable pour un effort de guerre total, le P.O.P. croyait que cette unité ne serait réelle que lorsque les revendications des Canadiens français seraient finalement acceptées. En fait, selon le programme, l'égalité nationale des Canadiens français au plan politique aurait été gagnée à la faveur des luttes démocratiques menées au 19<sup>e</sup> siècle contre le colonialisme britannique. Le P.O.P. était ainsi amené à camoufler le fait que l'État fédéral canadien, issu précisément de ces luttes, reposait en fait sur l'oppression nationale des Autochtones et des Canadiens français et que toute cette question ne pouvait être réductible à ses seuls aspects économiques et sociaux, comme si l'aspect politique était réglé.

En somme, le P.O.P. se refusait à réclamer l'autodétermination pour les Canadiens français de peur de favoriser les nationalistes québécois et les pro-fascistes" <sup>57</sup> alors qu'au nom de la réalité de l'oppression nationale, justement, le P.O.P. aurait pu réclamer publiquement que ce droit soit reconnu aux Canadiens français pour que ces derniers se sentent parfaitement à l'aise et libres d'adhérer à l'effort de guerre et aux sacrifices que cela demandait.

C'est au congrès de 1943 que le P.O.P. introduisit pour la première fois, de façon détaillée et ouverte, la question du passage pacifique au socialisme. Pour le P.O.P, le socialisme signifiait "la libération des ouvriers industriels de l'exploitation capitaliste, la libération des petits fermiers de la domination des trusts et des compagnies

---

<sup>57</sup> Trente-six ans plus tard, le dirigeant du P.C. au Québec Samuel Walsh reprend la même analyse et tente de la légitimer ainsi : sous le prétexte que les nationalistes québécois de l'époque subissaient l'emprise des fascistes, "Il ne fallait pas s'attendre à ce que les communistes, (y compris ceux du Québec) insistent à ce moment-là sur le droit à l'autodétermination"... ce qui "aurait plutôt favorisé Duplessis lui-même." (S. WALSH, "L'évolution de la position nationale du Parti communiste", in *Le Communiste*, vol. I, no 1, fév.-mars 1979, 21-22 et 23).

de prêt et la libération des petits hommes d'affaires de la domination des monopoles".<sup>58</sup> Le P.O.P. voyait conséquemment l'avenir en trois étapes bien distinctes : une étape de "démocratie populaire" (avant que ce concept ne soit popularisé par Staline en 1945 et le Kominform en 1947 à propos des régimes intermédiaires des pays d'Europe de l'Est) alors que la classe ouvrière partagerait le pouvoir avec les fermiers et travaillerait à la réalisation de grandes réformes en alliance avec une fraction de la bourgeoisie, les "petits hommes d'affaires", contre les capitalistes monopolistes; puis, une étape carrément socialiste, alors que les Canadiens voteraient en faveur de ce type de régime suite aux succès remportés au cours de la première étape, et, finalement, l'étape dite communiste telle que Marx et Engels la définissaient. Se proclamant toujours le "parti du socialisme scientifique" et de "l'internationalisme prolétarien" le P.O.P. considérait que c'est en luttant pour des réformes que progressivement la classe ouvrière s'élève à un stade plus avancé d'organisation [13] ut de conscience de classe et que c'est à travers sa propre expérience qu'elle apprend la nécessité de la transformation socialiste de la société. C'est pourquoi le P.O.P. rejetait-il la conspiration et la violence comme méthodes de prise de pouvoir, allant jusqu'à défendre les "institutions démocratiques populaires du Canada" contre les groupes fascisants et les visées réactionnaires des Tories. Toute cette conception reposait en fait sur l'illusion que l'après-guerre verrait se développer la coopération pacifique entre l'U.R.S.S. et les démocraties capitalistes, coopération garante de la souveraineté de chaque pays et permettant l'accession pacifique au socialisme sans intervention étrangère.

Au plan organisationnel, le Parti adopta une structure en apparence plus conforme au système électoral canadien, les "clubs" régionaux (de quartier, de comité électoral, de région) laissant une certaine place aux "cellules d'entreprise" qui étaient sensées former la structure de base du P.C., mais qui, en pratique, n'avaient jamais regroupé plus de 10% des effectifs du Parti.<sup>59</sup> Toutefois, dans une perspective d'union des forces de gauche, le P.O.P. demanda à la C.C.F. "d'élargir sa perspective et de coopérer à une grande fédération de démocrates canadiens renfermant les

---

<sup>58</sup> Le texte anglais se lisait comme suit : "Socialism... means to free the industrial workers from exploitation by the capitalist, the small farmers from the domination of the trust and mortgage company, the small business man from the mastery of monopolies." in *Program of the L.P.P.*, p. 36.

<sup>59</sup> Selon S.B. Ryerson. Voir note 137, plus bas.

unions et les groupes de fermiers comme sections affiliées et incluant le P.O.P. comme détachement affilié", <sup>60</sup> ce que la C.C.F. rejeta du revers de la main.

---

<sup>60</sup> Manifeste du Parti Ouvrier-Progressiste, p.2.

## 1.5. Le 1<sup>er</sup> congrès du P.O.P. du Québec

### [Retour à la table des matières](#)

Les 27 et 28 novembre 1943, le P.O.P. tint son premier congrès provincial du Québec à Montréal. La presse du P.O.P. consacra une série d'articles à la question nationale et à la situation québécoise au cours des mois d'octobre et de novembre, pendant que les principaux dirigeants provinciaux donnaient plusieurs causeries radiophoniques à C.K.A.C. notamment. <sup>61</sup>

Cent soixante-douze (172) délégués, représentant 40 clubs du Parti répartis à travers la province assistèrent au congrès. <sup>62</sup> Les délégués adoptèrent un programme axé sur les thèmes de l'égalité nationale pour les Canadiens français, le relèvement des salaires, la réforme agraire, la nationalisation des monopoles dans les services publics, <sup>63</sup> l'amélioration des conditions sociales (santé, logement, garderies), la réforme de l'éducation (gratuité, extension de la scolarité obligatoire jusqu'à l'âge de 16 ans, création d'un Ministère de l'éducation, etc... trois réformes qui seront mises en place 20 ans plus tard !) la restauration de la démocratie municipale à Montréal en particulier et le droit à la syndicalisation. <sup>64</sup>

---

<sup>61</sup> Voir en particulier : S. CARR, "The road to a United Canada", *Canadian Tribune*, 16 oct. 1943, J. BOURGET, "Quebec Masses Seek Progress", *C.T.*, 20-11-43, E. DUBE, "The L.P.P. in French Canada", *C. T.*, 27-11-43. Fred ROSE, "In Every City and Village", *C. T.*, 27-11-43. Voir également le journal *La Victoire* qui publia en octobre et en novembre 1943 le texte des causeries prononcées par les dirigeants du Parti à C.K.A.C., dont celle de Evariste Dubé intitulée "Pourquoi le Nouveau Parti chez nous".

<sup>62</sup> Fred ROSE, "In Every City and Village", *Canadian Tribune*, 27-11-43, et "Quebec L.P.P. Meets in First Convention", *Canadian Tribune*, 11-12-43.

<sup>63</sup> Le 20 novembre 1943, Bourget salua l'annonce de la nationalisation de la *Montreal Light Heat and Power* par le gouvernement Godbout et réclama celle de la *Montreal Tramway* (*Canadian Tribune*).

<sup>64</sup> Pour le bien-être de notre peuple. programme du P.O.P. du Québec, 6-10.

Le P.O.P. se présente comme le "parti de l'unité populaire", le "Parti de la classe ouvrière", le "Parti de la démocratie canadienne", et le "Parti du socialisme scientifique" tout à la fois. <sup>65</sup> En conclusion du [14] préambule au programme, on retrouve cette expression condensée de toute la ligne du P.O.P. :

"La survivance et le progrès du Canada français ne seront assurés que par l'action résolue d'un peuple dédié au relèvement national, prêt à mâter la résistance des monopoles et à faire triompher la volonté démocratique et populaire." <sup>66</sup>

Les années 44-45 verront l'application intégrale de cette ligne antimonopoliste et démocratique, dont la consécration ultime sera l'alliance avec le Parti libéral (la lib-lab coalition) de MacKenzie King.

## 1.6. "Liberal-Labor coalition"

[Retour à la table des matières](#)

Un événement vint confirmer les dirigeants du P.O.P. dans la justesse de leur nouvelle ligne antimonopoliste de collaboration avec les Libéraux et d'unité nationale pour un effort de guerre total : nous voulons parler de la célèbre conférence de Téhéran qui pour la première fois réunit les chefs des trois plus grandes puissances de la coalition antinazie, soit Roosevelt, Churchill et Staline, du 28 novembre au 1<sup>er</sup> décembre 1943, dans le but de fixer l'ouverture du second front en Europe et de régler le sort de l'Allemagne. À cette occasion, les trois dirigeants exaltèrent l'unité de vue, la "fraternité" qui semblaient s'être dégagées de leurs discussions, gages d'un avenir meilleur sans guerres ni agressions. Immédiatement, les Partis communistes du monde entier préconisèrent une politique d'union nationale avec leur propre bourgeoisie dont les exemples les plus frappants restent la France et l'Italie ou, pourtant, les communistes dirigeaient des mouvements massifs de résistance antina-

---

<sup>65</sup> *Idem*, 4-5.

<sup>66</sup> *Idem*, 6.



zie qui auraient fort bien pu provoquer une issue révolutionnaire à la crise de 1944-45 n'eût été des directives contraires émanant en droite ligne de Moscou. En Chine et en Yougoslavie, Mao Tsé Toung et Josip Broz Tito refusèrent de subordonner la révolution sociale à l'unité nationale à tout prix, pendant qu'aux États-Unis, les dirigeants du Communist Party of United States of America (C.P.U.S.A.), Earl Browder en tête, en vinrent à la conclusion que l'existence même du parti était nuisible à l'unité nationale et décidèrent par conséquent de le saborder ! <sup>67</sup>

Au Canada, dès février 1944, le comité national du P.O.P. adopta une politique conséquente à son programme de 1943 : selon Tim Buck, Téhéran avait ouvert une nouvelle époque dans l'histoire de l'humanité alors que la paix était maintenant garantie pour plusieurs générations à venir par la coopération des trois Grands. <sup>68</sup> En fait, le P.O.P. prévoyait "une longue période de progrès social ordonné et de réformes progressives dans un monde de paix", œuvre d'un "large camp démocratique" comprenant "les masses populaires de toutes les classes et partis, libéraux, conservateurs-progressistes, C.C.F. et nationalistes au Canada anglais tout comme au Canada français". <sup>69</sup> En juin 1944, Tim [15] Buck annonça la conclusion pratique d'une telle analyse : il fallait mettre sur pied une coalition libérale-ouvrière pour battre les Conservateurs et forcer MacKenzie King à concéder des réformes populaires urgentes. Jusqu'à la fin de la guerre, le P.O.P. va ainsi soutenir les Libéraux, tant sur la scène fédérale que provinciale, et critiquer violemment la politique "sectaire" et "gauchiste" de la C.C.F. qui continuait à préconiser le socialisme comme solution immédiate aux problèmes des Canadiens. Aux élections provinciales d'Alberta, d'Ontario et du Québec qui eurent lieu en 1944, à l'élection fédérale de 1945, dans les syndicats du Congrès des métiers et du travail du Canada (C.M.T.C.) et du Congrès canadien du travail (C.C.T.) en particulier, communistes et Libéraux s'unirent contre les

<sup>67</sup> D'ailleurs, le 20 mai 1944, ce n'est plus le *Communist Party of the U.S.A.* qui se réunit en congrès mais bien le *Communist Political Association*. Le 13e congrès du C.P.U.S.A., qui se reformera en tant que Parti en 1945, se tiendra le 26 juillet 1945. Voir *Highlights of a fighting History, 60 Years of the Communist Party U.S.A.*, New York, International Publishers, 1979, 516 p.; un appendice donne les dates des congrès du C.P.U.S.A., 491-492.

<sup>68</sup> Tim BUCK, *Canada's Choice : Unity or Chaos*, 1944. Pour une critique de la tactique de coalition libérale-ouvrière, voir John STANTON, *Life and Death of the Canadian Seamen's Union Steel Rail*, Toronto, Educational Publishing, 1978, 182 p., en particulier le chapitre intitulé "Collaboration, 1944-45", 36-51.

<sup>69</sup> *La Victoire*, 26-2-44 : 3.

socialistes, encore que les Libéraux hésiteront fréquemment à s'associer ouvertement aux communistes.

Au Québec, voyant le danger réel d'une victoire de l'Union nationale, du Bloc populaire ou des deux au sein d'une coalition réactionnaire, le P.O.P. ne présenta que cinq candidats aux élections convoquées par Adélard Godbout en août 1944 et il appela la population à élire les candidats libéraux dans les autres comtés, au nom de la "coalition libérale-ouvrière-démocratique" pour barrer la route à Maurice Duplessis. Michael Buhay obtint 6 512 votes dans Montréal-St-Louis, mais ce fut la seule performance digne de mention des candidats du Parti. Comme on le sait, Maurice Duplessis reprit le pouvoir de justesse et cette "victoire partielle des forces de la réaction" fut causée, selon le P.O.P., par la désunion des forces démocratiques, elle-même causée par la C.C.F., qui refusa d'appuyer les Libéraux. <sup>70</sup>

## 1.7. La crise de 1945

### [Retour à la table des matières](#)

En mai 1945, la revue théorique du Parti communiste français publia un article de Jacques Duclos, membre du bureau politique du P.C.F. et remplaçant de Maurice Thorez parti à Moscou, dénonçant le "browderisme" comme une trahison, une révision du marxisme-léninisme. <sup>71</sup> Duclos dénonçait également la liquidation du P.C. américain et condamnait en ces termes l'erreur de Browder : "une révision exprimée dans le concept d'une paix à long terme entre les classes aux États-Unis, d'une possibilité de suppression de la lutte des classes durant la période d'après-guerre et d'une harmonie entre le capital et le travail". <sup>72</sup> Duclos reprochait à Browder d'avoir transformé la déclaration de Téhéran, qui n'était selon lui qu'un document à caractère diplomatique, en une plate-forme politique de paix entre les classes aux États-

<sup>70</sup> P.O.P., *La leçon des élections provinciales*, s.d., p.1.

<sup>71</sup> Jacques DUCLOS, "À propos de la dissolution du Parti communiste américain", *Les Cahiers du Communisme*, Paris nlle-série, no 6, avril 1945, 21-38.

<sup>72</sup> Jacques DUCLOS, "On the Dissolution of the Communist Party of the United States", *Daily Worker*, 24 mai 1945, reproduit en bonne partie dans Sydney Hook, *World Communism*, Princeton, Van Nostrand, 1962, 165-169. (Notre traduction)

Unis après la guerre. Enfin, Duclos signalait que les P.C. de Cuba et de Colombie avaient entériné la ligne de Browder, il ne parlait pas du P.C. canadien, mais son article ne pouvait manquer de provoquer une vive discussion au sein du P.O.P. sur sa propre ligne politique. [16] Le P.O.P. n'avait-il pas reproduit et distribué les principaux ouvrages de E. Browder ? N'avait-il pas proclamé son attachement à ce "grand marxiste" selon sa propre expression ? Inévitablement, la critique de Duclos entraîna une remise en question de la ligne suivie par le Parti depuis le début de la guerre. Selon Tim Buck lui-même, un grand nombre de communistes canadiens se sont interrogés sur la portée de l'article de Duclos concernant le travail même du P.O.P. C'est pourquoi l'exécutif du Parti mit les points sur les "i" pour les récalcitrants.

Buck commença par se montrer d'accord avec la critique de Duclos, ce qui n'a rien d'étonnant : pouvait-il faire autrement devant une critique provenant d'une autorité communiste reconnue, critique émanant probablement de Moscou pour qui Browder était allé trop loin dans la collaboration de classe, et alors que les communistes américains eux-mêmes reconnaissaient maintenant leurs erreurs ? Puis, il prit soin d'indiquer que rien dans le texte de Duclos ne remettait en question la signification donnée par les communistes à la déclaration de Téhéran, plate-forme de luttes démocratiques" autour de laquelle pouvait être unie une coalition de forces démocratiques "incluant une section de la classe capitaliste" derrière des politiques de plein emploi, de sécurité sociale et de progrès.

Cela dit, l'exécutif national du P.O.P. dut reconnaître que le travail théorique du Parti, en particulier, avait souffert de graves lacunes depuis 1943 : retenons surtout le fait que le P.O.P. n'a jamais combattu les conceptions de Browder, que, bien au contraire, il a salué chaleureusement la parution de son livre *Teheran*. Mais la direction mit l'accent sur les divergences qui se seraient manifestées entre le P.O.P. et le C.P.U.S.A. au cours de la guerre. Après tout, Browder n'avait-il pas liquidé formellement le Parti de la classe ouvrière américaine tandis que les communistes canadiens, eux, avaient créé le P.O.P. basé sur un programme marxiste. Mais cette mise au point de Buck en particulier n'a pas satisfait certains militants, dont ceux qui travaillaient à la rédaction du *Pacific Advocate* autour de Fergus McKean, dirigeant du P.O.P. en Colombie-Britannique. Nous allons rendre compte de sa critique, et de la réplique de la direction du Parti qui a amené son expulsion du Parti, car le fond de sa critique fut repris quelques années plus tard au Québec par le groupe de Henri Gagnon qui quitta le Parti suite au congrès provincial de 1947.

Pour faire échec aux critiques grandissantes contre la ligne du Parti, la direction convoqua une rencontre du comité national du P.O.P. du 10 au 16 août 1945. Entre-temps, Fergus McKean avait été suspendu, le 30 juillet, de son poste de leader provincial de C.B. qu'il occupait depuis 1942 parce qu'il aurait utilisé la discussion sur le révisionnisme comme prétexte pour calomnier la direction du Parti.<sup>73</sup> Lorsqu'il comparut devant une commission spéciale du comité national, McKean dénonça [17] toute la ligne politique du Parti de 1935 à 1945 comme révisionniste et qualifia le P.O.P. de "machine parlementaire et électorale petite-bourgeoise social-démocrate".<sup>74</sup> Pour lui, le programme du P.O.P. n'était qu'une "glorification de la démocratie bourgeoise", "une falsification de la théorie de la révolution socialiste", bref, un abandon complet du marxisme-léninisme. La tactique de coalition libérale-ouvrière ne fut, à ses yeux, qu'une vulgaire tactique de collaboration de classe, une tentative de gagner des sièges au Parlement canadien. Selon McKean, le P.O.P. a accepté le maintien du capitalisme, il a proposé des méthodes pour consolider l'État capitaliste et pour accroître l'activité des monopoles canadiens à travers le monde. Il a prôné le passage pacifique au socialisme, sans révolution et sans destruction de l'État bourgeois, etc.<sup>75</sup>

Bien entendu, la direction du P.O.P. se servit de la critique globale et unilatérale de McKean pour couper court à tout débat en profondeur dans le Parti en "assommant" McKean de discours extrêmement virulents de la part des principaux dirigeants de l'heure. Coup sur coup, Tim Buck, Sam Carr, Leslie Morris, Stanley Ryerson, Fred Rose et Gui Caron s'en prirent à tel ou tel argument de McKean, expliquant aux autres militants que critiquer les mots d'ordre du P.O.P. équivalait à rejeter la

<sup>73</sup> McKean fut accusé d'avoir dit à Kardash, leader du P.O.P. au Manitoba, que Buck, Carr, McEwen et T. Hill étaient devenus des agents provocateurs en échange de leur libération de la prison de Kingston en 1935. Mais cette "révélation" de Kardash n'eut lieu que le 12 août 1945 : on ne sait pas pourquoi McKean fut suspendu avant cette date. Voir *Canadian Tribune*, 18-6-45.

<sup>74</sup> F. McKEAN, *Communism versus Opportunism*, ré-éd. en fac-similé par *En Lutte !*, p. 139.

<sup>75</sup> L'attitude elle-même de McKean est fortement critiquable à plusieurs égards : sur la question des clubs, il ne fournit jamais une évaluation du travail pratique de ces derniers en comparaison, par exemple, avec ce que des cellules ont ou auraient fait à leur place. De plus, McKean ne s'autocritique jamais dans son livre pour sa prise de position sans équivoque en faveur de ces clubs en 1943 dans les pages mêmes de l'organe central du Parti... En fait, il ne revient nulle part sur son propre travail, alors qu'il reproduisait exactement le même discours que celui des autres dirigeants. Voir notamment F. McKEAN, "New Party Should Provide for Mass Political Activity" *Canadian Tribune*, 24-7-43.

position de tous les Partis communistes dans le monde durant la période de la guerre, <sup>76</sup> ce qui éliminait à l'avance toute critique ultérieure venant des militants de la base. En fait, seul le discours de Stanley Ryerson contenait quelques éléments d'autocritique, à propos notamment des illusions que le Parti avait répandues sur la possibilité de prévenir les crises et le chômage après la guerre et à propos de la publication des ouvrages de Browder par le P.O.P.; il alla jusqu'à dénoncer le "chauvinisme de grande nation" au sein de la section canadienne-anglaise du Parti. <sup>77</sup>

À la fin de la rencontre, après avoir condamné McKean comme anarcho-syndicaliste, trotskyste et autres qualificatifs du même genre, le comité national adopta des résolutions confirmant la justesse de la ligne suivie par le P.O.P., reprenant du bout des lèvres quelques autocritiques superficielles, et expulsant McKean et ses fidèles du Parti. Ce dernier créa un éphémère Parti communiste du Canada avec sa femme et quelques amis, mais cela ne déboucha sur rien de solide, car ces militants s'étaient isolés des autres membres du Parti par leur critique à l'emporte-pièce. C'est donc dans l'unanimité que les délégués du comité national se quittèrent le 16 août 1945, non sans avoir résolu d'intensifier le travail théorique auprès des quelques 20 000 membres que le P.O.P. comptait alors. <sup>78</sup>

Mais le P.O.P. n'avait pas examiné en profondeur les conditions qui laissaient entrevoir son déclin futur. Bien sûr, l'heure était plutôt à l'euphorie pour les communistes canadiens à la veille de la capitulation du [18] Japon devant l'armée américaine. En effet, les communistes pouvaient être fiers de leurs succès organisationnels et politiques au cours de la Seconde Guerre mondiale. Non seulement avaient-ils réussi à maintenir leur organisation contre les attaques de l'État qui fit tout en son pouvoir pour la faire disparaître, surtout de 1939 à 1942 environ, mais en plus le rayonnement des thèses communistes, aidé par le prestige grandissant de l'U.R.S.S. qui battit presque à elle seule les hordes nazies, se traduisit par un accroissement sans précédent du membership du Parti. De plus, le Parti fit élire des députés aux élections provinciales d'Ontario et la section québécoise put s'enorgueillir d'avoir

<sup>76</sup> The *L.P.P. and Post-War Canada*, 1945, discours de L. MORRIS, p. 71.

<sup>77</sup> Voir l'important discours de S. Ryerson, p. 81-87 dans *L.P.P. and PostWar Canada*, aux pages 85-87, Ryerson se démarque carrément des positions chauvines traditionnelles de la direction du Parti.

<sup>78</sup> Ce chiffre de 20 000 est une estimation; dix mois plus tard, Buck affirma que le Parti comptait 23 000 membres dans son rapport au 2<sup>e</sup> Congrès du P.O.P. à l'été 1946, voir *For Peace Progress, Socialism*, p. 36.

fait élire deux fois Fred Rose au Parlement fédéral en 1943 et 1945; sans compter le nombre grandissant, à Toronto et Winnipeg en particulier, de conseillers municipaux élus, et sans compter aussi l'influence énorme des communistes dans le mouvement syndical, à Toronto, Vancouver et Montréal. De plus, la contribution des communistes à l'effort de guerre fut remarquable; plusieurs donnèrent leur vie sur le front, pendant que leurs camarades organisaient la production tout en défendant les intérêts immédiats des travailleurs contre la bourgeoisie canadienne qui, elle, profita des sacrifices imposés au peuple pour enfanter des dizaines de nouveaux millionnaires ou "one-dollar-a-year-men", du nom des profiteurs qui reçurent des postes dans l'administration et purent ainsi s'enrichir tout en ne recevant qu'un salaire d'un dollar par année...

À l'aube de la "guerre froide" que Churchill avait souhaitée à Fulton, au Missouri, en attaquant l'U.R.S.S., le Parti communiste avait déjà vécu son "époque glorieuse". Malgré sa force apparente, des faiblesses internes le rendent très vulnérable au mouvement de répression qui prend de l'ampleur. Parmi ces causes internes qui seront déterminantes dans l'explication de son déclin, signalons la précarité de la position des chefs syndicaux communistes, dont la base était loin d'être acquise aux idées communistes elles-mêmes la persistance du doute quant à l'orientation nettement réformiste du Parti qui hantait bon nombre de militants peu convaincus par les discours des chefs au comité national d'août 1945; la faiblesse chronique du P.O.P. au Québec, malgré une percée qui dota le Parti d'une section canadienne-française forte d'environ 500 membres et sympathisants au lendemain de la guerre; le chauvinisme persistant dans la section canadienne-anglaise du Parti, les lacunes sur le front théorique et dans la préparation idéologique des militants recrutés pour une bonne part sur une base réformiste ou purement syndicale; l'échec, tout de même, de la coalition libérale-ouvrière du point de vue du P.O.P. qui ne reçut jamais le crédit attendu pour les compromis qu'il accepta de faire au cours de la dernière phase de la guerre; l'échec également, de toutes les tentatives de réaliser l'unité avec la C.C.F. ou, du moins, avec sa base [19] militante plus nombreuse que la sienne. La guerre froide et l'anticommunisme viendront à bout d'un Parti qui avait surestimé sa propre force au lendemain de la guerre.

\* \* \*

La Seconde Guerre mondiale fut le théâtre de profonds bouleversements sociaux au Canada et au Québec qui marquèrent durablement le mouvement ouvrier dans sa composition, dans son degré d'organisation et dans ses rapports avec le pouvoir politique et l'État canadien. Mentionnons à titre d'exemples que c'est à la faveur du prodigieux développement industriel provoqué par la participation du Canada à cette guerre que le mouvement syndical pût doubler ses effectifs au pays et étendre son influence dans des secteurs nouveaux et importants de l'économie canadienne. C'est également au cours de la guerre que les organisations politiques se réclamant de la classe ouvrière virent grandir considérablement leurs effectifs et leur influence. La C.C.F. obtint le pouvoir en Saskatchewan en 1944 et devint une alternative sérieuse au pouvoir bourgeois dans plusieurs provinces, tout en menaçant les positions libérales au plan fédéral, tandis que les communistes réussirent à effectuer plusieurs percées électorales en Ontario, firent élire deux fois Fred Rose dans Montréal-Cartier au fédéral et obtinrent sans contredit une audience politique plus grande que jamais auparavant dans la population.

Mais dans le cas du P.C.C.-P.O.P., cette percée s'est faite au prix de certains éléments de son programme d'une part et d'autre part, cela masquait de profondes contradictions qui allaient très rapidement miner de l'intérieur le mouvement communiste canadien. Nous ne pouvons formuler cette conclusion qu'après avoir examiné toute la politique du Parti communiste canadien au cours de la guerre.

Deux tournants majeurs ont marqué la politique du Parti au cours de la guerre : le premier fut l'abandon de la tactique de lutter sur deux fronts pour forcer l'état-major politique canadien et Chamberlain à mener une guerre antifasciste d'une part, tout en luttant au pays pour faire la révolution d'autre part; ce premier tournant eut lieu dès le début de la guerre, en octobre 1939. C'est l'invasion de la Pologne par l'U.R.S.S., le 17 septembre 1939, puis la définition nouvelle de la contradiction principale dans le monde par V.M. Molotov en octobre 1939 qui ont entraîné le recul du P.C. en cette matière. Dorénavant, s'en tenant aux prescriptions de Staline et de l'I.C., le P.C. ne considéra la guerre que sous son angle impérialiste, faisant par conséquent tout en son pouvoir pour saboter l'effort de guerre du pays et transformer la guerre impérialiste en guerre civile révolutionnaire. Cette appréciation et la tactique qui en découlait empêchaient les P.C. dans le monde de tenir [20] compte du caractère antifasciste que la guerre avait dès septembre 1931), et les empêchait donc d'appliquer la tactique de front uni antifasciste adoptée au VI le Congrès de

ITC.. puisque, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 1939, toute la bourgeoisie et ceux qui soutenaient l'effort de guerre étaient dans le camp ennemi, au même titre que le fascisme lui-même ! Par ailleurs, cette tactique était suicidaire dans la conjoncture canadienne de 1939 en ce que les conditions d'une révolution au pays étaient inexistantes, ou à tout le moins très peu développées. Cet aventurisme condamna le P.C.C. à un isolement certain, malgré un profond et systématique travail de propagande critiquant le gouvernement et ses mesures répressives de 1939 à 1941. <sup>79</sup>

Le second tournant majeur intervint lorsque l'Allemagne nazie envahit l'U.R.S.S. Ce geste modifia en profondeur le caractère de la Seconde Guerre mondiale, unissant les États démocratiques bourgeois au seul pays socialiste au monde dans la lutte commune contre l'Axe. Depuis longtemps, la caractéristique antifasciste de la guerre contre Hitler l'emportait sur la caractéristique impérialiste qui demeura cependant toujours présente quand on examine de près les buts de guerre des États-Unis ou de l'Angleterre par exemple. L'invasion de l'U.R.S.S. jeta dans la bataille des forces qui auraient dû, dès le départ, lutter contre l'agression nazie. La signature du pacte germano-soviétique par l'U.R.S.S. rompit objectivement avec la politique d'unité antifasciste du VI le Congrès de ITC. et fut le point de départ d'un retrait systématique de la lutte contre Hitler de la part de l'U.R.S.S. et de ITC., au profit d'une dénonciation à outrance des démocraties bourgeoises que l'on tint responsables de la guerre. Le 22 juin 1941 rejeta l'U.R.S.S., l'I.C. et par conséquent le P.C.C. dans le camp antifasciste.

Du jour au lendemain, toute la pratique du P.C. envers le gouvernement King, l'unité syndicale, la C.C.F., le mouvement nationaliste québécois et la révolution canadienne fut modifiée intégralement. Il fallait maintenant s'unir à tous ceux qui combattaient Hitler et combattre ceux qui hésitaient devant l'effort de guerre, isoler et détruire les "aventuristes" qui cherchaient à profiter de la guerre pour faire de la propagande en faveur du socialisme, etc. Il faut dire toutefois que dans un premier temps, de 1941 à 1943, le P.C. continua à critiquer sévèrement le gouvernement et à réclamer une politique de démocratisation de l'effort de guerre qui aurait été susceptible de rallier une large fraction de la classe ouvrière et de la population canadienne, n'eût été de l'isolement antérieur du Parti et de la répression gouvernementale qui l'empêchait dans une certaine mesure d'effectuer son travail. Mais vers

---

<sup>79</sup> À ce sujet, voir. B. DIONNE, *op. cit.*, 119-130.



la fin de 1942, le Parti eut l'occasion de redevenir un Parti légal ou reconnu comme tel. La dissolution de l'Internationale communiste quelques mois plus tard enleva le dernier prétexte aux autorités pour le [21] maintenir dans l'illégalité. C'est alors que les dirigeants du P.C.C. décidèrent de changer le nom du Parti et d'en modifier le programme au cours d'un congrès régulier en août 1943.

Le nouveau Parti que l'on créa, le Parti ouvrier progressiste, réorganisa les forces communistes sur de nouvelles bases, les "clubs", espérant faire une percée au plan électoral. Son programme préconisait bien la victoire future du socialisme, mais ne disait mot de la révolution, de la destruction de l'État capitaliste, abandonnait sa conception antérieure du rôle de la violence dans le processus de changement social, considérait l'État canadien comme une institution presque démocratique et ne parlait aucunement de la dictature du prolétariat. Politiquement, le P.O.P. traduisit cette nouvelle orientation dans une stratégie d'alliances, parfois ouvertes, avec les Libéraux de M. King, afin, disait-il, d'isoler la réaction tory, de gagner d'abord la guerre et d'établir la prospérité d'après-guerre. Cependant, cette stratégie supposait l'abandon quasi-total des grèves et des critiques envers le gouvernement King, pendant qu'il devenait correct de louer le gouvernement King et sa politique d'unité canadienne, de critiquer les "aventuristes" qui organisaient les grèves illégales, de conclure des pactes électoraux avec les Libéraux et de soutenir ces derniers contre la C.C.F. lors de certaines campagnes électorales, au nom de la "coalition libérale-ouvrière".

Si les dirigeants du P.O. P. ne sont pas allés aussi loin que E. Browder qui liquida le P.C. américain, c'est probablement parce que le contexte politique canadien ne le permettait pas. Cela eût laissé la voie libre à la puissante C.C.F. qui aurait sûrement profité de la disparition de son adversaire le plus direct au sein du mouvement ouvrier. Mais tout au long de la guerre, le P.C. s'inspira largement des conceptions browdériennes, elles-mêmes inspirées du "testament" que légua I.I.C. lors de sa dissolution en mai 1943. Or, nous tirons la conclusion que, pour le P.C., cette tactique d'unité avec les Libéraux contribua à isoler les communistes du mouvement ouvrier radical qui s'était confusément formé dans les luttes contre la crise capitaliste des années trente. Nous avons pu constater que le P.C. a mené à divers moments au cours de la guerre une intense propagande d'un haut niveau politique, impliquant la diffusion de connaissances en économie politique, en relations internationales et en théorie marxiste dans sa presse, à la radio et dans les assemblées publiques, pour expli-

quer la nature de la guerre, le rôle de la bourgeoisie et celui de la classe ouvrière, la nature de l'U.R.S.S., etc. Ce travail a porté fruit dans une certaine mesure puisque le nombre d'adhérents au Parti augmenta sensiblement, passant de 16 000 en 1939 à 23 000 en 1945 selon certaines estimations et que son influence dans le mouvement syndical connut son apogée au cours de la guerre, malgré son adhésion au No Strike-Pledge. Mais la tactique de la coalition [22] libérale-ouvrière hypothéqua tout cet effort et illusionna les propres militants du Parti sur les soi-disant "immenses possibilités de l'après-guerre" ouvertes par la collaboration des trois grandes puissances de Téhéran. On crut pouvoir prendre une place politique importante dans l'après-guerre parce que l'on avait soutenu l'effort de guerre et parce que l'U.R.S.S. et le Canada étaient devenus des alliés contre le fascisme; on crut pouvoir contraindre le Parti libéral à mettre en oeuvre des réformes allant dans le sens des intérêts de la classe ouvrière et on crut que Mackenzie King adopterait une position progressiste à l'échelle internationale aux Nations-Unies et dans les relations du Canada avec les colonies et les pays sous-développés. Mais la réalité montra que la bourgeoisie monopoliste canadienne n'avait pas l'intention de jouer le rôle que lui prêtait le P.O.P., ni au pays ni à l'étranger.

Par ailleurs, nous avons vu que jamais au cours de la guerre, ni avant bien entendu, le Parti n'a constitué une alternative réelle au pouvoir bourgeois. Il est bon de le noter, ne serait-ce que pour bien marquer la différence entre la conjoncture canadienne et la conjoncture française et italienne par exemple. Le Parti sut, par contre, représenter une tendance radicale du mouvement ouvrier canadien en formulant d'abord un programme révolutionnaire au cours des années trente et en critiquant le gouvernement King avant et pendant la guerre sur sa politique étrangère et sa politique intérieure.

Mais, petit à petit, les exigences de la tactique prescrite par Staline et l'Internationale communiste aidant, le P.C. en vint à reléguer aux oubliettes les aspects révolutionnaires de son programme et à soutenir carrément le gouvernement King. Sa nouvelle ligne réformiste, codifiée au congrès de fondation du P.O.P. en 1943, était conforme à la ligne générale du mouvement communiste international à ce moment-là. De sorte que lorsque la guerre "froide" lui tombera dessus, entraînant un revirement de ligne à 180 degrés de la part du mouvement communiste avec la création du Kominform en 1947, ses propres troupes ne furent pas préparées à un assaut généralisé contre les forces communistes tel qu'il se produisit en Amérique du Nord de 1947

à 1955 environ. Le Parti perdit ses dernières positions dans le mouvement ouvrier à cause de la répression et de la chasse aux sorcières mais aussi parce qu'il n'avait pas su profiter de la guerre pour rompre définitivement avec le sectarisme sans tomber dans le réformisme.

Pourtant, la contribution des communistes canadiens au cours de la Seconde Guerre mondiale et en général auprès des ouvriers canadiens n'est pas à négliger : les communistes ont, sinon dirigé, du moins donné une forte impulsion aux luttes de la classe ouvrière canadienne pour [23] l'obtention de l'assurance-chômage, pour l'organisation des travailleurs en syndicats industriels, et on peut affirmer que leur inlassable travail de propagande en faveur de politiques sociales progressistes au Canada dans les années 30-40 a connu en bonne partie son aboutissement avec les réformes mises en place par les Partis bourgeois à la fin des années cinquante et au début des années soixante. Les communistes se sont impliqués corps et âme dans la lutte pour le respect des droits syndicaux et des libertés démocratiques en général au Québec contre le régime Duplessis et ils ont fait l'éducation politique de milliers de jeunes et d'ouvriers tant sur les questions nationales qu'internationales, éducation à laquelle bon nombre de ceux-ci n'auraient jamais eu accès dans la société de l'époque. Sans vouloir exagérer l'importance du Parti communiste/Parti ouvrier-progressiste dans le mouvement ouvrier canadien, il convient tout de même de resituer son rôle à la lumière des récentes recherches en ce domaine. Trop souvent, par calcul politique ou par ignorance, l'historiographie a relégué aux oubliettes l'existence même d'un Parti dont le militantisme et l'idéologie ont pourtant constitué une menace certaine au pouvoir de la classe dominante canadienne.

[32]

Les Communistes au Québec 1936-1956.  
Sur le Parti communiste du Canada / Parti ouvrier-progressiste.

## Chapitre 2

---

# Le Parti ouvrier-progressiste en crise 1946-1956

[Retour à la table des matières](#)

De 1946 à 1956, le Parti ouvrier-progressiste (P.O.P.) fut secoué par trois profondes crises politiques et idéologiques. En premier lieu, la campagne anticommuniste qui se développa à la faveur de la guerre froide porta de durs coups au Parti avec les procès et condamnations de Fred Rose et Sam Carr pour espionnage au profit de l'U.R.S.S. d'une part, et la répression de la célèbre grève des marins des Grands-Lacs en 1949 d'autre part. Entre-temps, la section québécoise du Parti perdit près de la moitié de ses membres à la suite d'une scission survenue à son congrès de 1947. Enfin, les révélations du rapport de Nikita Krouchtchev au XXe congrès du Parti communiste d'Union soviétique (P.C.U.S.) en 1956 ébranlèrent toutes les instances du Parti. À chaque reprise, le Parti subit des pertes en termes quantitatifs; mais le plus grave, ce fut l'incapacité du Parti de surmonter la crise de confiance qui suivait chacune de ces épreuves et qui entraînait l'isolement toujours croissant des communistes au Québec et au Canada.

Les crises de 1946 et de 1956 marquent respectivement les débuts de la "guerre froide" et ceux de la "coexistence pacifique" entre les blocs capitaliste et socialiste; toute analyse de l'idéologie et des pratiques du P.O.P. au cours de cette période doit prendre cette réalité pour cadre et [33] tenter d'en expliquer les effets et les limites sur l'activité propre des communistes au pays. Mais, par ailleurs, chacune des trois crises provoqua de profonds remous au sein du P.O.P. et servit de catalyseur à l'éclatement au grand jour des contradictions internes du mouvement communiste au Québec en particulier. Fred Rose, en 1946, Henri Gagnon en 1947 et Gui Caron en 1956 quitteront le P.O.P. pour des raisons radicalement différentes, mais à chaque fois, c'est l'influence nième du Parti et de son idéologie auprès des travailleurs québécois qui sera sérieusement ébranlée.

Parallèlement, pourrait-on dire, à cette succession d'événements, le Parti tout entier fut mobilisé dans le grand affrontement historique entre le bloc capitaliste, dirigé par les États-Unis, et le bloc socialiste, dirigé par l'U.R.S.S., affrontement qui éclata après l'échec de la "grande alliance" du temps de la guerre à maintenir sa cohésion face aux problèmes de reconstruction d'après-guerre. De l'automne 1946 au printemps 1947, l'alliance des États capitalistes avec le seul État socialiste au monde produisit des résultats tangibles qui parvinrent à masquer pour un temps les profondes contradictions qui opposaient en réalité les alliés éphémères d'hier : en octobre 1945, les gouvernements de France, du Luxembourg, de l'Italie et de la Belgique comptaient des ministres communistes en leur sein tandis que les P.C. de Tchécoslovaquie, de Belgique, des Pays-Bas et du Japon remportaient de brillants succès électoraux en 1946. Le P.C.F. devenait le "premier parti de France"; la République populaire était proclamée en Albanie, tandis que les P.C. des autres pays d'Europe orientale se préparaient à y assumer la plénitude du pouvoir.

La bourgeoisie d'Amérique et des pays capitalistes européens avait dû faire ces concessions dans le feu de la lutte à finir contre l'Axe, Maintenant que le fascisme était abattu et que les États-Unis apparaissaient comme la principale puissance économique et militaire du monde après Hiroshima et Nagasaki, les milieux dirigeants des principales puissances capitalistes estimèrent venu le temps de freiner "l'expansion" communiste en Europe 2 et en Asie.

Il revint à Winston Churchill lui-même de "tirer le rideau de fer" entre l'Europe occidentale et orientale et de lancer la grande croisade anticommuniste qui prendra le nom de "guerre froide". Dès mars 1947, le gouvernement italien chassa les minis-

tres communistes de ses rangs, et il fut imité peu de temps après par les gouvernements français et belge. Au même moment, la doctrine Truman d'aide à la Grèce et à la Turquie contre la révolution achevait de briser la fragile alliance du temps de guerre. L'adoption du plan Marshall de relèvement des pays touchés par la guerre provoqua la rupture définitive. <sup>80</sup>

À la création de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (O.T.A.N.), Staline répliqua par la mise sur pied du Kominform <sup>81</sup>, du [34] C.O.M.E.C.O.N. <sup>82</sup> puis du Pacte de Varsovie <sup>83</sup> afin de consolider le "camp socialiste" en pleine expansion.

À la chasse aux communistes dirigée par le célèbre "Comité de la Chambre sur les Activités Anti-Américaines" et le procureur général des États-Unis contre les fonctionnaires, enseignants, syndicalistes, comédiens, réalisateurs de films, journalistes et scientifiques soupçonnés d'appartenir au P.C. ou d'avoir des idées communistes, <sup>84</sup> le bloc communiste répliqua par un durcissement général de la doctrine et

---

<sup>80</sup> Sur la rupture de l'alliance, les débuts de la guerre froide, la naissance du Kominform sur les cendres du Komintern, voir Dominique DESANTI, *L'année où le monde a tremblé : 1947*, Paris, Ed. Albin Michel, 1976, 394 p. L'ouvrage comporte une excellente bibliographie sur ces questions, pp. 383-386.

<sup>81</sup> Le Bureau d'information des Partis communistes (KOMINFORM) fut créé après une réunion secrète du 22 au 27 septembre 1947 en Pologne, réunion à laquelle participèrent les représentants des P.C. de l'U.R.S.S., de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la Hongrie, de la Roumanie, de la Bulgarie et de la Yougoslavie, de la France et de l'Italie, pour "l'organisation des échanges d'expériences et de coordination des activités sur la base d'un accord mutuel" (communiqué du Kominform diffusé quelques semaines après la rencontre, cité par François FEJTO, *Histoire des démocraties populaires, t.1, L'ère de Staline. 1945-1952*. Paris, Seuil, 1971, p. 189.) Sur la réunion constitutive du Kominform, on consultera le compte rendu d'un des participants, Eugenio REALE, *Avec Jacques Duclos au banc des accusés à la réunion constitutive du Kominform*. Paris, Plon, 1958, dont l'authenticité n'a jamais été mise en question; voir aussi le point de vue des Yougoslaves V. DEDIJER, *Tito parle*, Paris, Gallimard, 1953 et Milovan DJILAS, *Conversation avec Staline*, Paris, Gallimard, 1962.

<sup>82</sup> Le C.O.M.E.C.O.N. est une alliance économique des démocraties populaires et de l'U.R.S.S. créée en 1949 pour contrer le plan Marshall.

<sup>83</sup> Le Pacte de Varsovie est une alliance militaire des démocraties populaires et de l'U.R.S.S. créée en 1955.

<sup>84</sup> Aux États-Unis. le 22 mars 1947, le président Truman émit l'ordre no 9835 permettant d'enquêter sur la loyauté des fonctionnaires américains; 90 organisations soupçonnées d'être communistes ou sympathisantes aux idées communistes furent interdites. Richard Nixon fit passer une loi obligeant les communistes à s'enregistrer à la police comme agents de l'étranger en 1948, 12 membres du bureau national du C.P.U.S.A. furent poursuivis puis condamnés à 6 mois de prison et \$10,000 d'amende en vertu du *Smith Act* selon lequel la reconstitution du C.P.U.S.A. en 1945 visait à renverser le gou-

de la discipline de Parti. Au nom de la guerre sainte contre le bloc capitaliste, l'U.R.S.S. écrasa toute velléité de "nationalisme" ou d'autonomie dans les démocraties populaires <sup>85</sup> tandis qu'à l'Ouest, les communistes furent mobilisés dans d'innombrables campagnes pour dénoncer la guerre de Corée, revendiquer un "Pacte des cinq grands pour la paix" ou faire signer "l'Appel de Stockholm" en faveur de l'interdiction des armes nucléaires. La lutte pour la paix et contre l'impérialisme américain devinrent ainsi les deux motivations essentielles des militants communistes durant les années 1946-1956, y compris des communistes canadiens. Ces derniers, comme tous les communistes et les progressistes du monde capitaliste seront alors considérés comme autant de traîtres à la nation, d'espions potentiels et d'ennemis à abattre, tandis que tous les corps intermédiaires de la société canadienne, y compris les syndicats et la C.C.F., proclameront leur allégeance indéfectible envers l'ordre capitaliste incarné par l'impérialisme américain et assureront leur soutien concret à la chasse aux communistes que le MacCarthysme dirigera dans tout le bloc capitaliste.

Loin de provoquer un retour à la tactique "classe contre classe" et à une stratégie ouvertement révolutionnaire, cette situation amena plutôt le P.O.P. à mettre de l'avant la lutte pour la paix et pour l'indépendance canadienne face à l'impérialisme américain comme tâches prioritaires. L'examen des thèses adoptées lors des congrès de 1946, 1949 et 1954 le montre aisément et tout ceci est parfaitement conforme, il

---

vernement des États-Unis; 108 dirigeants de ce Parti furent également poursuivis en vertu de cette loi et des centaines d'autres durent se cacher, s'exiler ou subir des interrogatoires policiers. Les procès les plus célèbres de la période furent toutefois ceux de Alger Hiss, fonctionnaire, et des époux Ethel et Julius Rosenberg trouvés coupables de trahison et, dans le cas de ces derniers, électrocutés en 1953 malgré une campagne mondiale de protestation. Sur la responsabilité américaine dans le déclenchement de la guerre froide, voir David HOROWITZ, *De Yalta au Vietnam*, Paris, U.G.E., coll. 10/18, 2t; sur le P.C. américain, Joseph STAROBIN, *American Communism in crisis, 1943-1957*, University of California Press, 1975 et John SOMERVILLE, *The Communists Trials and the American Tradition*, N.Y., Cameron Associates, 1956.

<sup>85</sup> Dans le bloc socialiste, l'expulsion de la Yougoslavie de Tito du Kominform en 1948, le "coup de Prague", la main-mise grandissante des P.C. en Pologne et dans les autres démocraties populaires, les grands procès et les exécutions sommaires de "titistes" tels Kostov, Rajk, Clementis et Siansky pour ne nommer que les plus célèbres et les expulsions des éléments jugés "incertains" dans les P.C. occidentaux, tels André Marty et Charles Tillon du P.C.F., sans parler du maintien de la dictature en U.R.S.S. et des événements de Pologne et de Hongrie en 1956, constituèrent une partie seulement des manifestations de cette politique. Sur cette question, consulter François FEJTO, *Histoire des démocraties populaires*, Paris, Seuil, 2t, 1971 (rééd.), Fernando CLAUDIN, *La crise du mouvement communiste, du Komintern au Kominform*, Paris, Maspéro, 2 t, et Domini-que DESANTI, *Les staliniens, une expérience politique. 1944-1956*, Paris, Fayard, 1975.

ne faut pas l'oublier. à la ligne générale du mouvement communiste à travers le monde telle que définie par Staline et par Krouchtchev aux XIXe et XXe congrès du P.C.U.S. de 1952 et 1956 et telle qu'on peut la retrouver dans le dernier ouvrage de Staline, *Problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S.*, de même que dans la revue du *Kominform* justement intitulée *Pour une paix durable, pour une démocratie populaire!* Le nationalisme pan-canadien du P.O.P., son anti-américanisme virulent et ses campagnes de dénonciation de l'armement nucléaire constituèrent ainsi une application directe de cette ligne. La conjoncture internationale, les positions de Staline, et la répression continue dont furent victimes les communistes ne sauraient cependant expliquer à elles seules l'échec certain du P.O.P. à se constituer en alternative réelle, de masse, au pouvoir bourgeois au Canada. Nous verrons que [35] l'absence de situation révolutionnaire au Canada et au Québec, de même que les "erreurs", les "limites" et les "insuffisances" propres au P.O.P. et à ses fondements doctrinaux et organisationnels y ont été pour beaucoup dans la réduction du mouvement communiste canadien au rôle de succursale du P.C.U.S. qu'il était devenu à la fin des années cinquante.

## 2.1. La politique générale du P.O.P. de 1946 à 1956

[Retour à la table des matières](#)

Avant la guerre, la position des communistes sur le passage du capitalisme au socialisme se résumait ainsi; le capitalisme au stade impérialiste est un capitalisme "moribond", selon l'expression de Lénine, et la révolution socialiste prolétarienne, le renversement violent de la bourgeoisie au pouvoir par la classe ouvrière est à l'ordre du jour dans tous les pays impérialistes.<sup>86</sup> C'est du moins ce que les dirigeants communistes ont cru au cours des années vingt en particulier. La montée du fascisme contribua toutefois à modifier quelque peu ce schéma trop simple. Georges Dimitrov, dirigeant de la IIIe Internationale des Partis communistes, introduisit la notion de

---

<sup>86</sup> V.I. LÉNINE, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*. Moscou, Ed. du Progrès, 1969.



"front populaire" au septième congrès de l'IC. en 1935, comme "forme de transition ou de rapprochement conduisant à la révolution prolétarienne" mais non comme "stade intermédiaire démocratique entre la dictature de la bourgeoisie et celle du prolétariat, notion confuse selon Dimitrov inculquant aux ouvriers "l'illusion d'une paisible promenade parlementaire" vers le socialisme.<sup>87</sup> Le front populaire français, la coopération entre communistes et socialistes, puis entre communistes et "bourgeoisies éclairées" au cours de la guerre pour vaincre le fascisme mirent cette théorie en pratique. Mais c'est le processus d'accession au pouvoir des Partis communistes en Europe orientale après la guerre qui provoqua l'introduction du nouveau concept de la "démocratie populaire" et qui impulsa les mouvements d'unité populaire dans les pays capitalistes pour des objectifs tels que la paix, la sécurité collective, le progrès social et le socialisme.

Au Canada, le P.O.P. appliqua sa conception de l'unité populaire avec son slogan de Liberal-Labor coalition pour isoler la réaction conservatrice et l'aventurisme de la C.C.F. vers la fin de la guerre.<sup>88</sup> Bien que cela n'ait que peu à voir avec l'unité populaire dont parlait Dimitrov, Buck justifiait cette ligne par la présence du "gauchisme" de la C.C.F. qui refusait effectivement toute collaboration avec le P.C.C. Le P.O.P. tint son second congrès en juin 1946 afin de faire le point sur la situation d'après-guerre. En ce 25<sup>e</sup> anniversaire de la fondation du [36] +Parti communiste au Canada, les observateurs prévoyaient une contestation en règle de la direction que Buck avait imprimée au Parti au cours de la guerre.<sup>89</sup> Au contraire, même si Buck s'autocritiqua pour avoir encouragé l'étude des œuvres du révisionniste américain E. Browder, il entraîna l'adhésion des militants à une voie intermédiaire vers le socialisme que l'on formula ainsi :

*"1946 n'est pas 1917. Les conditions existent pour que la classe ouvrière et le peuple, s'ils consolident leur unité, affaiblissent et contiennent les mo-*

---

<sup>87</sup> G. DIMITROV, "L'offensive du fascisme et les tâches de l'internationale Communiste dans la lutte pour l'unité de la classe ouvrière contre le fascisme", rapport soumis au VII<sup>e</sup> congrès de l'I.C. le 2 août 1935, in *Oeuvres Choisies*, Paris, Ed. Sociales, 1972, p. 101.

<sup>88</sup> P.O.P.. *L.P.P. in Postwar Canada*, 1945, pp. 3 à 22 en particulier.

<sup>89</sup> Voir notamment D.P. O'HEARN, "Communist Convention Will Decide Line" dans le *Saturday Night* du 1-6-1946 : 9. Les 350 délégués représentant 23 000 membres resserrèrent les rangs autour de Tim Buck.

nopolistes et, à travers la paix, le progrès et la démocratie, avancent vers le socialisme." <sup>90</sup>

Il n'était alors plus question de faire alliance avec les "capitalistes éclairés" de la bourgeoisie canadienne; on revint à l'analyse du début des années trente sur l'État et la bourgeoisie canadienne impérialistes qui cherchent à subordonner le Canada aux intérêts américains. Contre ces monopolistes, la classe ouvrière devenait le leader d'un mouvement populaire qui comprenait

"toutes les sections de la population qui sentaient la main lourde du monopole, fermiers, vétérans, ménagères, petits hommes d'affaires et professionnels, pour la défense de leurs intérêts communs." <sup>91</sup>

L'ennemi principal n'était donc plus telle ou telle fraction, libérale ou conservatrice, de la bourgeoisie canadienne, mais bien la bourgeoisie monopoliste canadienne elle-même.

Mais au fur et à mesure que le capital américain pénétrait au pays et que les États-Unis assumaient concrètement, par la doctrine Truman et le plan Marshall, leur rôle de leader du monde capitaliste - et donc d'ennemi no 1 de l'U.R.S.S. et des peuples - le P.O.P. identifiait l'indépendance du Canada comme la question-clef par laquelle le socialisme pourrait se réaliser au pays. <sup>92</sup> C'est le point de vue que Tim Buck développa lors des rencontres du comité national (équivalent du Comité central, dans la structure communiste traditionnelle) du Parti en 1948 et dans son livre *Canada : the Communist Viewpoint*. <sup>93</sup> En clair, le P.O.P. dénonçait la vente à bon marché

---

<sup>90</sup> William KASHTAN, préface à *For Peace, Progress, Socialism*, Tor., L.P.P., 1946, p. 3, notre traduction.

<sup>91</sup> Tim BUCK, Discours d'ouverture au 2e congrès du P.O.P., in *For Peace, Progress, Socialism*, Toronto, L.P.P., 1946, p. 56, notre traduction.

<sup>92</sup> C'est le point de vue de l'ex-militant communiste Norman Penner que nous reprenons ici à notre compte tout en le complétant sur les rapports entre la ligne du P.O.P. et celle des P.C. dans le monde, celle de Staline et du P.C.U.S. en particulier. Voir Norman PENNER, *The Canadian Left, A Critical Analysis*, Scarborough, Prentice-Hall of Canada, 1977, pp. 86 à 108 notamment.

<sup>93</sup> T. BUCK, *Canada, The Communist Viewpoint*, Toronto, Progress Books, 1949, (2e éd.), 288p. L'ouvrage est préfacé par Stanley B. Ryerson, alors secrétaire national à l'organisation pour le P.O.P. Il contient trois appendices intéressants sur l'analyse de l'oligarchie financière canadienne. Pour un retour sur cette analyse de Buck, voir "La voie de la révolution au Canada" in *Unité prolétarienne*, vol. 1, no 3 (fév. 1977), 12 à 39.

des richesses naturelles du pays aux États-Unis (c'est l'époque de l'arrivée de l'Iron Ore en Gaspésie), la mainmise de ces derniers sur l'industrie canadienne, la transformation du Canada en base militaire américaine, le suivisme des dirigeants canadiens envers la politique de préparation d'une troisième guerre mondiale par les États-Unis. En somme, le P.O.P. mettait de l'avant tous les thèmes chers aux nationalistes canadiens des années cinquante et soixante.

Pour le P.O.P., il y avait une politique délibérée de la part de la bourgeoisie canadienne, le plan Abbott le démontrait aisément. Du nom du ministre des Finances de l'époque, ce plan visait à maintenir le Canada dans son rôle de pourvoyeur de matières premières (uranium, [37] nickel, fer, amiante et zinc en particulier) aux États-Unis, et d'acheteur de produits manufacturiers à ces derniers, maintenant ainsi le Canada dans une position de sous-développement industriel et de déficit chronique de sa balance commerciale. Contre le plan Abbott, Buck demandait rien de moins qu'une "nouvelle politique nationale", faisant allusion à la "national policy" de MacDonald en 1873, afin de développer "l'unité populaire" autour d'un plan de relèvement des salaires, de l'industrialisation, du commerce avec les pays sous-développés et du bloc socialiste, etc. Comme le soutient Norman Penner, "ces propositions avaient un caractère réformiste ou social-démocrate, insistant pour une hausse du commerce et une expansion de la production manufacturière canadienne".<sup>94</sup> En somme, les dirigeants communistes canadiens réclamaient une politique nationaliste comme si la bourgeoisie canadienne avait eu le choix de sa politique ou comme si les lois marxistes du développement économique avaient soudainement cessé de s'appliquer au Canada. Mais au fur et à mesure que les investissements américains inondaient le pays,<sup>95</sup> les communistes canadiens raffermis leur position. Dès 1948, préfigu-

---

En janvier 1948, le rapport de Buck s'intitulait *Keep Canada Independent* et en mai 1948, *Canada's Path to Peace and Security*; en 1950, le P.O.P. publiera *The Yankee Occupation of Canada*, dénonçant tous les aspects de la pénétration américaine au Canada (y compris la présence de footballeurs américains au pays!).

Pour une critique du nationalisme canadien que l'on retrouve à des degrés divers dans les groupes qui sont issus du P.C.C. dans les années soixante, en particulier le *progressive Workers Movement* dirigé par Jack Scott, voir "Brève histoire de la lutte pour la reconstruction d'un parti prolétarien", in *Unité prolétarienne*, no 7 (vol. 2, no 1), octobre 1977, 14 à 39.

<sup>94</sup> N. PENNER, *op. cit.*, p. 101.

<sup>95</sup> De 1946 à 1952, le total des investissements américains au Canada est passé de 5.1 milliards à près de 8 milliards de dollars, représentant 77% de l'investissement étranger au pays. Ce montant sera de 16,7 milliards en 1960 et ainsi de suite. Voir, entre au-

rant la thèse de Staline selon laquelle la "bourgeoisie a vendu la nation pour des dollars", le P.O.P. avançait l'idée que la classe ouvrière devait lever l'étendard national et le faire sien en portant au pouvoir un véritable gouvernement d'unité nationale qui adopterait des politiques favorisant l'indépendance économique, politique, culturelle et militaire du Canada.

Cette nouvelle ligne politique fut codifiée au début des années cinquante dans la formulation "Indépendance canadienne et Démocratie populaire".<sup>96</sup> Loin d'être un simple programme nationaliste, ce document énonçait pour la première fois en détails l'application que proposait le P.O.P. aux ouvriers canadiens du modèle de la démocratie populaire.

"Ce qu'il faut, disait le P.O.P., c'est un nouveau rassemblement politique, une coalition populaire autour des tâches nationales démocratiques : la lutte pour l'indépendance nationale, pour la paix, pour les intérêts du peuple."<sup>97</sup>

Cette coalition populaire

"comprendra des ouvriers, des cultivateurs, des représentants des classes moyennes des villes, des intellectuels, des professionnels, des artistes, les masses anti-impérialistes du Québec, le Parti Ouvrier-Progressiste, les masses qui appuient la C. C. F., des unionistes, des sections de capitalistes que les trusts américains sont en train de ruiner, des Partis politiques fondés pour défendre des intérêts régionaux et des groupes particuliers de la population, des groupements politiques des classes moyennes s'opposant aux monopoles..."<sup>98</sup>

La coalition ainsi formée exprimera aussi bien les revendications "de [38] Canadiens qui préconisent l'entreprise privée comme celle de Canadiens qui veulent le socialisme".<sup>99</sup> Ses ennemis seront l'impérialisme américain et la classe dirigeante du Canada, soit "les cercles dominants des trustards qui sont les agents des États-

---

tres, Kari LEVITT, *La capitulation tranquille*, Montréal, Réédition-Québec, 1972, p. 78 (tab. 3).

<sup>96</sup> C'est le titre du projet de programme de 1952 tel qu'élaboré par le comité national du P.O.P.

<sup>97</sup> *Indépendance canadienne et démocratie populaire*, P.O.P., 1952, p. 15.

<sup>98</sup> *Idem*, p. 15.

<sup>99</sup> *Ibid.*

Unis... <sup>100</sup> "Dès le tout début, c'est la classe ouvrière qui sera la section dirigeante, la plus active, de la coalition populaire." <sup>101</sup> Le but : élire une majorité au Parlement, former un gouvernement populaire. Mais le P.O.P. rappelle que

"la coalition populaire se développera aussi dans les luttes quotidiennes, comme les grèves, les campagnes de pétitions, les démonstrations, la résistance de tous les jours aux fauteurs de guerre et à la réaction..." <sup>102</sup>

Le P.O.P. ne réduisait donc pas la lutte de la classe ouvrière à une simple bataille parlementaire.

Le document précise ensuite la "voie de la démocratie populaire" : adhésion à une politique de paix, de démocratie et d'indépendance, et pour la première fois depuis son existence, le P.O.P. faisait sienne une proclamation du "droit du Canada français à disposer de lui-même, y compris le droit de sécession"; adoption de réformes constitutionnelles démocratiques, telles que le suffrage universel à l'âge de 18 ans, abolition du Sénat, le droit de révoquer tous les élus par le peuple, renforcement du Parlement, adoption d'une Déclaration des droits, révision du code criminel, réorganisation et extension des services sociaux, politique de logement, introduction du principe "À travail égal, salaire égal" pour les femmes, réseau de garderies, etc.

Au plan économique, outre une politique de soutien aux agriculteurs, "les petits marchands et les petits hommes d'affaires bénéficieront de la prospérité croissante d'un Canada en paix". <sup>103</sup> Mais devant la résistance attendue des trusts à tous ces changements, le gouvernement devra nationaliser les industries-clefs, les banques et le commerce étranger, les richesses naturelles, les mines et les ressources hydrauliques, etc. En somme il posera les premiers jalons d'une économie planifiée" <sup>104</sup> lèvera de forts impôts sur les profits et reformera le système de taxation. En conséquence, le P.O.P. voyait la cohabitation de trois types d'économie au pays : une économie socialiste, le maintien de la petite propriété privée et d'un secteur capitaliste contrôlé par l'État. Ce sera donc le terrain d'une lutte de classes aiguë entre la grande alliance populaire et les trustards. Comme le signale le document,

---

<sup>100</sup> *Ibid.*

<sup>101</sup> *Ibid.*

<sup>102</sup> *Idem*, p. 17.

<sup>103</sup> *Ibid.*

<sup>104</sup> *Ibid.*

"il est inévitable qu'il y ait une lutte pour transformer la société capitaliste en société socialiste. Il faudra passer des buts démocratiques de l'indépendance nationale et de la paix au but socialiste de la transformation de la société pour laquelle, objectivement, le Canada est déjà prêt. La lutte pour l'indépendance nationale va se fondre avec l'idée grandissante du socialisme parmi les masses du Canada." <sup>105</sup>

[39]

Le P.O.P. rappelait que c'est à travers leur propre expérience que les masses populaires édifieront une voie canadienne vers le socialisme.

Au Québec, les dirigeants du Parti reprenaient cette analyse en popularisant le nouveau slogan du Parti, *Le Canada d'abord*, à l'élection fédérale de 1953. Appelant à "briser la dictature des trusts", Gui Caron soutenait que le programme du P.O.P. nous ferait "Maîtres chez nous"... sept ans plus tôt que le Parti libéral. <sup>106</sup>

C'est en 1954 que le P.O.P. adopta le projet de programme proposé par la direction, au cours de son 5e congrès. Ce programme préconisait le passage pacifique au socialisme par le Parlement populaire, sur la base des nationalisations socialistes, dans un État de type nouveau : la démocratie populaire. En cela, le P.O.P. appliquait la stratégie préconisée par Staline lui-même au 19e congrès du P.C.U.S. tenu en octobre 1952, six mois avant sa mort. <sup>107</sup> Mais encore une fois, l'appel que les communistes canadiens lançaient aux socialistes et aux gens progressistes en général, de même qu'aux petits capitalistes, ne fut pas ne pouvait probablement pas être - entendu.

---

<sup>105</sup> *Idem.* p. 21.

<sup>106</sup> Gui CARON, *Le Canada d'abord*, 1953.

<sup>107</sup> Citons le texte de STALINE sur cette question, de fait un bref discours de clôture du XIXe Congrès du P.C.U.S., en octobre 1952 : "The bourgeoisie used to be regarded as the head of the nation : it championed the rights and independence of the nation, placing them "above all". Now not a trace remains of the "national principle". Now the bourgeoisie sells the Nation's rights and independence for dollars. The banner of national independence and national sovereignty has been thrown overboard. *There is no doubt that it is up to you, the representatives of the Communist and Democratic parties to lift the banner and carry it forward if you wish to be patriots of your country, if you wish to become the leading force of the nation. There is nobody else to lift it. It is obvious that all these circumstances should lighten the work of the Communist and Democratic parties which have not yet come to power.*" Cité par Norman PENNER, *op. cit.*, p. 108, souligné par nous.

## 2. Le P.O.P. dans la guerre froide

### 2.2.1 L'affaire Gouzenko

#### [Retour à la table des matières](#)

À l'élection fédérale de juin 1945, le P.O.P. avait obtenu 109 778 votes pour ses 70 candidats et il avait réussi à faire réélire Fred Rose comme député de Montréal-Cartier. Rose, né Rosenberg, était citoyen canadien depuis 1925, année où sa famille arriva de Pologne. Successivement secrétaire-national de la Young Communist League en 1925, membre du comité exécutif international de la YCL en 1930, membre de l'exécutif du P.C.C., puis du P.O.P., depuis 1929, candidat défait au fédéral en 1935 et au provincial en 1936, Rose fut élu pour la première fois au Parlement fédéral en août 1943 au cours d'une élection partielle où il défit les candidats du Bloc populaire, du Parti libéral et de la C.C.F. (en l'occurrence David Lewis). Il fut réélu le 11 juin 1945 au cours des élections générales avec une majorité de 1510 voix.<sup>108</sup> Inutile de dire que Fred Rose fut le seul député communiste à avoir siégé au Parlement canadien. Déjà, il avait axé sa campagne électorale sur le thème de la lutte pour la paix.<sup>109</sup>

Mais le 5 septembre 1945, Igor Gouzenko, travaillant pour l'attaché militaire soviétique à l'ambassade d'U.R.S.S. à Ottawa, demanda l'asile politique au Canada. Or, en quittant l'ambassade, Gouzenko emporta avec lui des documents secrets établissant l'existence d'un réseau d'espions travaillant pour le compte de l'Union soviétique et dirigé par Fred Rose et Sam Carr, respectivement organisateur du [40] Parti

---

<sup>108</sup> À l'élection de 1943, Rose n'obtint que 261 voix de majorité (*La Patrie*, 12 août 1943); en 1945, il passa de 5 767 voix à 9 672 et augmenta sa majorité à 1 510 voix sur son plus proche adversaire, S. Schwisberg du P.L.Q., (*La Presse*, 12 juin 1945).

<sup>109</sup> Voir Fred ROSE, *La lutte pour la paix*, P.O.P., 1945, 11 p.; cette brochure reproduisait le discours qu'il prononça à la Chambre des Communes sur la Conférence de San Francisco le 21 mars 1945. Il est bon de noter que la brochure était préfacée par Daniel Longpré et Danielle Cuisinier, respectivement président et secrétaire du "comité dirigeant du Parti ouvrier-progressif du Canada français", alors que le P.O.P. avait toujours refusé l'autonomie à sa section québécoise, ce qui n'empêchait pas les militants de jouer sur l'illusion d'un parti propre au Canada français.

pour le Québec et pour l'ensemble du Canada. Dès le 5 février, le gouvernement instaura une commission royale d'enquête,<sup>110</sup> présidée par les juges R. Taschereau et R.K. Kellock, qui interrogea 116 témoins et releva les noms de 20 fonctionnaires, militaires et scientifiques qui auraient communiqué des renseignements aux agents de l'ambassade soviétique au cours de la guerre.<sup>111</sup> La commission publia son rapport le 27 juin suivant<sup>112</sup> après que l'enquête préliminaire et le procès de Rose aient capté l'attention publique comme jamais un procès ne l'avait fait auparavant. La presse s'empara de la moindre déclaration des inculpés pour tenter de démontrer hystériquement que chaque communiste était en fait un espion et que le P.O.P. n'était qu'une

<sup>110</sup> la répression qui a suivi la Seconde Guerre mondiale, consulter Lorne et Caroline BROWN, *An Unauthorized History of the RCMP*, Lewis & Samuel ed., Toronto, 1973. Le chapitre 7, "The RCMP and the cold War" (p. 87-98) aborde l'affaire Gouzenko et montre comment le gouvernement canadien ne se soucia pas de respecter les droits démocratiques élémentaires en donnant un chèque en blanc à la R.C.M.P. pour écraser la pseudo menace communiste. S'appuyant notamment sur l'ouvrage de William REUBEN, *The Atom Spy*, Hoax, N.Y., Action Books, 1955, les auteurs procèdent à une analyse des pouvoirs énormes confiés aux procureurs de la commission d'enquête royale qui devenait en fait un véritable tribunal d'exception. Mentionnons simplement le fait que le rapport de la commission avouait franchement que les témoins n'avaient pas le droit de consulter leur avocat durant les interrogatoires, niant ainsi aux prévenus le droit à une défense pleine et entière. "Plusieurs de ceux qui furent trouvés coupables d'espionnage l'ont été largement à partir de leur propre témoignage, donné à la Commission royale. Certains qui refusèrent de parler furent acquittés : la Couronne ne pouvant retenir aucune preuve contre eux." (témoignage de Blair Fraser, cité par les auteurs, p. 90). Les auteurs ont également abordé la destruction du syndicat des marins canadiens (C.S.U.) par le criminel notoire Hal Banks avec la complicité du gouvernement canadien et de la G.R.C.

<sup>111</sup> En fait, après avoir publiquement dénoncé les 20 personnes que le rapport de la Commission identifiait comme espions, le procureur ne put en faire condamner que 10, 9 furent acquittés et un ne fut jamais poursuivi en justice. L. et C. BROWN, *op. cit.*, p. 89.

<sup>112</sup> *Le rapport de la commission royale pour enquêter sur les faits intéressants et les circonstances entourant la communication, par des fonctionnaires publics et autres personnes occupant des postes de confiance, de renseignements secrets et confidentiels aux agents d'une puissance étrangère*, Ottawa, 27 juin 1946, par l'honorable juge Robert TASCHEREAU et l'honorable juge R.L. KELLOCK, 753 p. Sur ce rapport, voir entre autres, F.A. VOIGT, "A Royal Commission", in *Nineteenth Century and After*, vol. 140, déc. 1946, p. 302-313, et W. EGGLESTON, "The report of the Royal Commission on espionage", in *Queen's Quarterly*, vol. 53, no 3, août 1946, 359-378, qui résumant le rapport. On consultera également les revues *Canadian Business*, *Financial Post*, *Maclean Magazine* et *Saturday Night* pour la période 1946-1956, de même que le journal *Le Devoir* et la revue *L'Action nationale* pour se faire une petite idée de l'ampleur de la campagne anticommuniste qui déferla au pays en ce temps-là; sans oublier les revues syndicales, dont *Le Travail* (C.T.C.C.) et *Trades Labor* (C.M.T.C.) qui reprenaient les mêmes refrains.



couverture pour les activités d'espionnage de l'U.R.S.S. au Canada. Au même moment, la guerre froide se développait entre les États-Unis et l'U.R.S.S. et des cas similaires d'espionnage étaient révélés aux États-Unis et en Grande-Bretagne. Le P.O.P., devant les aveux mêmes du gouvernement soviétique qui rappela son attaché militaire <sup>113</sup> ne put faire autrement que de dénoncer la campagne anticommuniste qui commença dès le début de 1946. Gouzenko n'avait-il pas dénoncé les cellules et les cercles de formation du Parti comme des endroits "où l'on développait graduellement le mobile propre à l'espionnage" ? <sup>114</sup> Et n'avait-il pas conclu que "le Parti communiste, dans les pays démocratiques, s'est depuis longtemps transformé, de Parti politique qu'il était, en une agence du gouvernement soviétique, en une cinquième colonne dans ces pays en vue d'une guerre !" <sup>115</sup>

Rose en prison, condamné à six ans de pénitencier, Carr en exil aux États-Unis, <sup>116</sup> le P.O.P. attaqué par une presse déchaînée, il ne faisait pas bon s'affirmer ouvertement communiste en ces temps difficiles. Mais la plupart des membres, aguerris par les années de la clandestinité restèrent au Parti malgré la campagne idéologique contre le communisme et la domination de Moscou sur le P.O.P. Comme l'a signalé fort justement l'ex-communiste française Dominique Desanti,

"pour un communiste de ces années-là, s'arrêter, mettre en question, douter... c'était flancher, retomber... désertier. La guerre froide exigeait une infanterie de marche-ou-crève. En ces années, être communiste en Occident exigeait des sacrifices évidents, quotidiens, de carrière, d'argent, de "promotion sociale" comme on dit aujourd'hui." <sup>117</sup>

---

<sup>113</sup> Voir le rapport de la commission pp. 645 à 656 sur la réaction du gouvernement soviétique.

<sup>114</sup> *Idem*, p. 70.

<sup>115</sup> *Idem*, p. 656.

<sup>116</sup> Rose refusa de se défendre devant la commission; il purgea une partie de sa peine puis retourna en Pologne en 1949. Carr fut démis de ses fonctions à l'exécutif du P.O.P. en 1946, étant en exil aux États-Unis. Le F.B.I. le retrouva à New-York et il fut déporté au pays; condamné à 6 ans de prison, il vit toujours au Canada. Voir AVAKUMOVIC, *op. cit.*, p. 172.

<sup>117</sup> Dominique DESANTI, *op. cit.*, p. 137. D. DESANTI fut elle-même militante communiste en France de 1943 à 1956.

Après tout, l'U.R.S.S. n'était-elle pas la patrie du socialisme ? Ne fallait-il pas lui fournir toutes les informations nécessaires à sa défense contre la menace d'une troisième guerre mondiale ?

Le P.O.P. du Québec entreprit donc de défendre publiquement Fred Rose qui proclama toujours son innocence.<sup>118</sup> Mais la police brisa ses réunions, arrêta Gui Caron et des dizaines de militants, saisit les tracts du Parti et appliqua la "loi du cadenas" pour empêcher le Parti de s'exprimer. [41] *Le Devoir* des 16, 18 et 27 mars 1946 fait état des actions de l'escouade anticommuniste (selon les propres termes du journal) de la police montréalaise contre les militants du P.O.P. En fait, il était pratiquement impossible pour le P.O.P. de réserver une salle pour tenir une assemblée, la police prévenait les propriétaires de salles que la réunion tournerait à la violence à cause des communistes et ainsi de suite. Et quand les communistes se regroupaient devant les portes closes de l'établissement qu'ils avaient loué, la police procédait à des arrestations pour attroupement illégal et saisissait les tracts que les militants tentaient de distribuer à la population. Mais le climat même du procès ou plutôt de la série de procès qui furent intentés à Rose et aux autres fut envenimé par les déclarations des hommes politiques : telle cette dénonciation hystérique de "l'infiltration communiste" par Solon Low, chef créditiste, qui alla même jusqu'à accuser en chambre Radio-Canada de complaisance envers cette infiltration dans une fonction publique "infestée"<sup>119</sup> Ne voulant pas être en reste, Maurice Duplessis déclara en pleine grève à la *Montreal Cottons* à Valleyfield qu'il n'y a pas de place pour les communistes dans Québec.<sup>120</sup> Signalons enfin que l'avocat de la Couronne au procès de Rose exhorta les membres du jury à le trouver coupable en les présen-

---

<sup>118</sup> Dans *Yours in the Struggle*, Tim Buck raconte comment la direction du Parti tenta de défendre Rose; Buck lui-même eut des entretiens avec Rose pour clarifier la situation. On y apprend la profonde motivation en faveur de la paix qui animait Raymond Boyer, un scientifique qui voulait que les découvertes en matières d'armements, d'explosifs et d'énergie nucléaire soient partagées par les grandes puissances, l'U.R.S.S. y compris, afin d'éviter qu'une de ces puissances ne devienne trop forte et ne soit tentée d'utiliser des armes destructrices. Buck raconte également que lorsque Fred Rose eut terminé de purger sa peine d'emprisonnement, il ne put se trouver de travail ou lorsqu'il en trouva, la R.C.M.P. se chargea d'exercer des pressions sur ses employeurs ou ses clients afin qu'il ne puisse exercer de profession ; résultat, Rose demanda asile politique à la Pologne. Voir le chapitre 37, "The Spy Trials", 349-360.

<sup>119</sup> *Le Devoir*, 20-3-46.

<sup>120</sup> *Idem*, 6-6-46.

tant comme les "responsables de la civilisation occidentale devant le monde entier". <sup>121</sup>

### 2.2.2. La répression dans le mouvement syndical

#### [Retour à la table des matières](#)

Par ailleurs, toute la campagne de presse qui se déchaîna au cours de l'année 1946 ouvrit la voie aux purges anticommunistes dans les syndicats canadiens et québécois de 1947 à 1953 particulièrement. Il faut d'abord signaler à ce propos que le P.O.P. s'était résolument impliqué dans un grand nombre de grèves en 1946 après la grande grève de Ford en 1945 <sup>122</sup> qui permit l'obtention de la formule Rand : grève des bûcherons de Colombie-Britannique, des marins des Grands-Lacs à l'été de 1946 dont l'un des objectifs était, à part la revendication centrale de la journée de huit heures, la création d'une marine marchande canadienne, objectif qui cadrerait bien avec la nouvelle "politique nationaliste" du P.O.P., <sup>123</sup> sans oublier la célèbre grève des travailleurs et travailleuses du textile à Valleyfield et à Montréal au cours de laquelle Kent Rowley, du P.O. P. fut accusé de sédition et de conspiration et emprisonné pendant six mois, peu de temps après la condamnation de Fred Rose à six ans de pénitencier. <sup>124</sup>

---

<sup>121</sup> *Idem*, 17-6-46.

<sup>122</sup> Sur cette grève, voir l'analyse de David MOULTON "Ford, Windsor, 1945" dans I. ABELLA, *On Strike Six Key Labour Struggles in Canada 1919-1949*, Lewis & Samuel éd., Toronto, 1974, le chap. 5, pp. 129 à 161.

<sup>123</sup> Voir J. STANTON, *op. cit.*, p. 83-94; Robert COMEAU "Le Canadian Seamen's Union : un chapitre de l'histoire du mouvement ouvrier canadien", in *Revue d'Histoire de l'Amérique française*, vol. 29, no 4, mars 1976, 503-538 et R. COMEAU et Jacques SAMSON, "Le *Searchlight* : journal exemplaire de l'Union des marins canadiens", in *Stratégie*, no 13-14, printemps-été 1976, 7-49. Le journal *Searchlight* produit par les dirigeants communistes du Canadian Seamen's Union (C.S.U.) fournit beaucoup d'informations sur la répression dont les membres du P.C.C. furent les victimes durant les années 1936 à 1949. L'article publié dans la revue *Stratégie* aborde à la fois le contenu du *Searchlight* (lutttes syndicales, politiques, idéologiques) et son apport culturel au moyen de poèmes, bandes dessinées et caricatures. Ce dernier travail d'analyse concrète d'éléments de "culture prolétarienne" a été élaboré par Jacques Samson.

<sup>124</sup> Sur le harcèlement dont les communistes ont été l'objet, on consultera Sidney KATZ, "Inside Canada's secret police" in *Maclean's*, 20 avril 1963; Blair FRASER, "Blair Fraser's Column" in *Maclean's*, 15 janvier 1952; W. EGGLESTON, "How to deal with Commu-

C'est donc dans le but de stopper le mouvement gréviste et sa fraction la plus militante, alors que ce mouvement atteignait le record de 139 474 travailleurs en grève pour 4 516 393 journées au Canada en 1946, que la classe dirigeante canadienne et québécoise déclencha la chasse aux communistes et la lutte contre les syndicats combattifs. Le *Financial Post* [42] demanda au gouvernement de "faire le nettoyage" dans les 14 syndicats suivants :

Les Ouvriers Unis de l'Electricité (C.I.O.)  
 Les Ouvriers Unis de l'Automobile (C.I.O.)  
 Les Ouvriers Unis de la Fourrure et du Cuir (C.I.O.)  
 Les Ouvriers Unis des Mines et des Fonderies (C.I.O.)  
 La Fédération de la Colombie Canadienne des Ouvriers des Chantiers maritimes (C.I.O.)  
 Les Ouvriers Unis du Bois d'Amérique (C.I.O.)  
 Les Ouvriers Unis des Bureaux (C.I.O.)  
 L'Union des Marins Canadiens  
 Les Ouvriers Unis du Textile d'Amérique (A.F.L.)  
 Les Ouvriers des Chantiers et des Scieries  
 L'Union des Pêcheurs Canadiens  
 Les Pêcheurs Unis et Unions Affiliées (A.F.L.) <sup>125</sup>

En fait, les communistes eurent à affronter l'alliance du Capital, du clergé, du mouvement nationaliste québécois, de l'État et des dirigeants syndicaux de la C.T.C.C., du Congrès canadien du travail (C.C.T.), de la Fédération des unions industrielles du Québec (F.U.I.Q., après 1952) et du Congrès des métiers et du travail du Canada (C.M.T.C.) représenté par la Fédération provinciale des travailleurs du Qué-

---

nists" *Saturday Night*, 65 : 3, 16 mai 1950; "Outlaw the Communist Party?", éditorial de *Canadian Business*, 23 : 8, 10 octobre 1950. Bien entendu, il s'agit ici de quelques échantillons Parmi une masse d'articles anticommunistes écrits durant cette période. Sur le contexte syndical, on consultera G. FRANQ, "Comment combattre le communisme" *Trades Labor*, 28 : 40, mars 1940 M.I. THOMPSON, "Communism and the trade unions", *Canadian Forum*, 27 : 204-5, déc. 1947; Gérard DION, "Les communistes et les unions ouvrières" in *Relations industrielles*, vol. 11, no 4, septembre 1956, 234-253, comme autres échantillons d'articles anticommunistes. On consultera les ouvrages suivants pour un point de vue plus "sympathique" aux syndicalistes communistes : Charles LIPTON, *Histoire du syndicalisme au Canada et au Québec, 1827-1959*, Montréal, Parti-  
 pris, 1976, pp. 412-451; Victor LEVANT, *op. cit.*, pp. 203-204 et C.S.N./C.E.Q., *op. cit.*, p. 116-140

<sup>125</sup> *Financial Post*, 2-8-1947, in *Searchlight*, 11-09-1947, p. 8.

bec (F.P.T.Q.) Le Capital encouragea la formation directe de syndicats de boutique que la Commission des relations de travail accréditait tout en révoquant ou en refusant l'accréditation à des syndicats militants. <sup>126</sup>

Outre qu'il dirigeait une répression impitoyable contre les grévistes en qui il voyait autant de communistes réels ou potentiels, le gouvernement Duplessis encadra le mouvement syndical dans un tissu de lois qui avaient pour but de l'intégrer encore davantage à l'appareil d'État et d'éliminer tout militantisme syndical. <sup>127</sup> Il était en cela largement appuyé par le mouvement nationaliste, la S.S.J.B., *Le Devoir*, l'*Action nationale*, et l'École Social populaire qui rivalisaient de zèle pour publier brochures et articles anticommunistes et antisoviétiques ou pour organiser des conférences publiques sur ce thème. <sup>128</sup>

Enfin, les dirigeants syndicaux eux-mêmes appuyèrent l'ensemble de la politique étrangère américaine, le plan Marshall, la création de l'O.T.A.N., la guerre de Corée

---

<sup>126</sup> De janvier 1947 à août 1950, la Commission des relations de travail du Québec révoqua l'accréditation de 12% des syndicats, refusa l'accréditation à 17% des syndicats qui en firent la demande mais accrédita pas moins de 114 associations directement créées par l'employeur ! Voir Victor LEVANT, *op. cit.*, p. 206. "L'accréditation, écrit LEVANT, était devenue l'arme du Capital pour maintenir sa domination sur le mouvement syndical" (p. 207).

<sup>127</sup> Lois 5, 60, Code du travail, etc.

<sup>128</sup> L'École sociale populaire publia certainement une cinquantaine de brochures dénonçant la doctrine communiste, les régimes communistes, les manuels scolaires en vigueur en Chine, etc. Par exemples : *Le manuel anti-bolchévique* (no 207-208), *Cahier anticommuniste* (217-218), *La menace communiste au Canada* (254-255) de J.P. Archambault, *Pour le Christ-Roi et contre le communisme* (274-275), *Petit catéchisme anticommuniste* (277) du Père Richard Arès, *La vague communiste* (390) et combien d'autres. *Le Devoir* ouvrait ses pages à François Mauriac qui donnait la réplique à Pierre Hervé de l'*Humanité* (quotidien du P.C.F.) et il reproduisait fidèlement les causeries des ténors de l'E.S.P., dont celle du R.P. Desjardins qui, le 31 janvier 1946, dénonçait le P.O.P. comme "une cinquième colonne de l'U.R.S.S. au Canada" reprenant ainsi mot pour mot le témoignage de Igor Gouzenko qui était encore inconnu à l'époque... (*Le Devoir*, 31-1-46). Il est malheureux que les archives du père Joseph Papin Archambault, s.j., organisateur en chef de la lutte anticommuniste au Québec durant cette période, ne soient plus accessibles. Cela rend difficile l'évaluation des liens entre ce Jésuite et Maurice Duplessis. Sa correspondance révèle en effet qu'il recevait des fonds pour l'organisation de ses expositions anticommunistes à Montréal à la fin des années trente notamment, de la part du Premier ministre. Cette même correspondance fait état de l'étroite collaboration qui unissait le père Archambault au chef de police de Montréal. Il repérait pour ce dernier les "journaux ethniques à orientation communiste" et l'informait de l'existence de "salles rouges" où les communistes pouvaient se réunir ainsi que des noms des syndiqués rouges. (Documentation consultée par R.C. aux archives de la maison Bellarmin).

et ils s'employèrent à "nettoyer" leurs syndicats des éléments communistes qui cherchaient à promouvoir une politique neutraliste de paix et d'indépendance du Canada face aux États-Unis. Jean Marchand, secrétaire-général de la C.T.C.C. définit ainsi l'attitude de sa centrale syndicale face aux ouvriers communistes :

Afin de prévenir l'infiltration communiste dans les rangs des unions ouvrières, la C.T.C.C. demande aux employeurs d'être prudents lors de l'embauche de nouveaux ouvriers qu'ils ne connaissent pas et à la police de collaborer avec les syndicats afin de [43] leur faire connaître les noms des agents communistes reconnus." 129

La C.T.C.C. demande l'interdiction pure et simple du P.O.P. en 1947, 1948 et 1949... 130 Avec pareille caution, on ne saurait se surprendre de la brutalité de l'action policière contre les grèves et les communistes au cours des années de la "grande noirceur" au Québec. La lutte anticommuniste fut particulièrement virulente dans les syndicats de métier de la Fédération provinciale du travail du Québec qui collabora ouvertement avec le gouvernement Duplessis contre le cartel formé de la F.U.I.Q. et de la C.T.C.C. pour le retrait des lois 19 et 20. *Le Monde Ouvrier*, organe de la F.P.T.Q., signalait que "les hommes d'affaires devaient seconder le travail organisé dans sa lutte contre le communisme". 131 En fait, la campagne des syndicats de métier visait à casser le développement des syndicats industriels plus militants, et l'épouvantail communiste servait bien les fins de cette "aristocratie du travail".

Le P.O.P. a réagi à la campagne anticommuniste en tentant de montrer que la répression visait tout ce qui était progressiste, militant et combatif dans le mouvement ouvrier et pas seulement les communistes eux-mêmes. Les syndicalistes communistes cherchèrent à freiner l'adoption de politiques anticommunistes lors des congrès syndicaux et ils mirent sur pied le "Comité des droits unionistes" au cours des années cinquante afin d'organiser la résistance contre l'offensive antisyndicale de Duplessis. Le comité publia de nombreuses brochures, dont celles-ci : *Unissons-nous contre les bills 19 et 20* (1954, 12 p.) et *Les ouvriers de Québec luttent pour le droit de s'organiser* (1953). Dans les syndicats locaux, les communistes animaient des comités de défense et publiaient des brochures antiduplessistes, comme celle-ci,

129 *Le Travail*, 10 octobre 1952.

130 I. AVAKUMOVIC, *op. cit.*, p. 208.

131 *Le Monde Ouvrier*, décembre 1949.

publiée par les Ouvriers Unis de l'Électricité, Radio et Opérateurs de machines d'Amérique (U.E.) intitulée *Les ouvriers accusent Duplessis* (1952), qui brossait le tableau des difficultés que rencontraient les organisateurs syndicaux dans le textile, le bois, l'électricité, chez les mineurs d'Asbestos, et dénonçait les attaques aux libertés d'organisation, de presse et de parole au Québec. Les rédacteurs appelaient à l'unité syndicale la plus large "pour repousser victorieusement la contre-attaque de nos ennemis communs : les monopoles et leur ami Duplessis". <sup>132</sup>

Nous disons donc que l'on ne peut absolument pas faire abstraction de cette immense accumulation de forces sociales, politiques et policières qui étaient dirigées contre le P.O.P. en cette période de guerre froide lorsque vient le temps d'examiner le travail du Parti et sa ligne politique. C'est dans pareil contexte que le P.O.P. du Québec fut appelé à définir son orientation conformément à la ligne générale du Parti. Mais disons immédiatement qu'il ne saurait non plus être question d'éviter l'analyse du travail du P.O.P. en lui-même, travail qui ne fut pas exempt d'erreurs, loin de là, comme le débat de 1956-57 le révéla. Nous allons donc examiner maintenant le contenu idéologique proprement [44] dit des thèses du P.O.P. du Québec tout en nous réservant l'analyse de ses positions sur la question nationale pour le prochain chapitre.

Au Québec comme ailleurs, les militants du Parti consacraient le gros de leurs énergies à la lutte pour la paix, aux luttes syndicales et aux campagnes électorales. Les congrès annuels de la section québécoise du Parti reprenaient les grands thèmes de la ligne du P.O.P. et cherchaient à en appliquer la substance à la réalité particulière du Québec, ce qui entraînait bien entendu des débats majeurs sur des thèmes comme les relations fédérales-provinciales, le contenu d'une nouvelle constitution démocratique, la bataille du P.O.P. pour un code national du travail versus l'autonomie provinciale, la question de l'autonomie elle-même, etc. Mais en règle générale, la propagande du Parti s'employait à présenter Maurice Duplessis comme "un ennemi avéré de la paix, de la sécurité et des droits du Canada français" au même titre que le premier ministre fédéral Louis St-Laurent. C'est là le thème du 9<sup>e</sup> congrès du Parti au Québec en 1951. Pour Gui Caron, chef provincial de 1946 à 1956, il y a deux camps au pays : le camp de la guerre et de la réaction, qui regroupe Duplessis, St-Laurent et les trusts, et le camp de la paix et du progrès, qui regroupe les travailleurs et les

---

<sup>132</sup> *Les ouvriers accusent Duplessis*, Ouvriers Unis de l'électricité, 1952, (?), p. 21.

cultivateurs, la jeunesse opposée à la conscription, les femmes, les classes moyennes, les petits commerçants et les professionnels nationalistes, de même que les masses de l'Union nationale, du Parti libéral et de l'Union des électeurs qui veulent la paix, le progrès et la sécurité. "Lutter pour la paix est (...) le premier devoir des membres du P.O.P." <sup>133</sup>

La lutte pour les droits démocratiques, l'amélioration des standards de vie du peuple québécois et la construction du "Parti de la classe ouvrière canadienne, de la nation canadienne-française" <sup>134</sup> sont au nombre des autres tâches prioritaires que le rapport présente aux délégués. Évaluant le travail effectué auprès des chômeurs, des locataires et des ouvriers, le rapport énumérait toutes les actions concrètes du Parti qui s'efforçait de traduire dans les luttes quotidiennes une orientation communiste. Dans un article sur cette question rédigé en octobre 1949 par Pierre Gélinas, un des intellectuels les plus en vue du Parti au Québec, ce dernier insistait sur l'urgence d'appliquer "une politique active de masse" c'est-à-dire, "de prendre le programme du Parti et de l'identifier aux luttes quotidiennes des masses ouvrières, d'en faire une chose vivante qui concerne et qui influence la vie immédiate des masses ouvrières". <sup>135</sup> Car,

en plus de critiquer le système capitaliste et de placer devant les yeux des masses la perspective du socialisme, il est décisif de mener une lutte active quotidienne pour les besoins immédiats de la classe ouvrière, d'organiser la bataille pour les revendications ouvrières les plus urgentes". <sup>136</sup>

---

<sup>133</sup> Gui CARON, *L'Axe St-Laurent-Duplessis : ennemi avéré de la paix, la sécurité et les droits du Canada français*, p. 5.

<sup>134</sup> *Ibid.*

<sup>135</sup> P. Gélinas, "Le Parti sur le front de l'action", in *Action*, vol. 3, no 31, septembre-octobre 1949, 3.

<sup>136</sup> *Idem*, p. 5. Sur cet aspect du travail des communistes, on lira avec profit le chapitre 3 consacré "À la défense des intérêts immédiats" dans l'ouvrage de Marcel FOURNIER, *op. cit.*, p. 59-83, chapitre consacré essentiellement aux années trente, mais dont la conclusion demeure d'actualité pour les années cinquante également : "Les militants sont conscients de certaines faiblesses de l'orientation "économiste" de leur action syndicale (...) Mais, pour la plupart issus de milieux populaires, ils peuvent facilement comprendre l'attitude des ouvriers qu'ils tentent de mobiliser et respectent leurs convictions politiques et religieuses, leurs craintes, leur niveau de conscience. Ils évitent ainsi d'assimiler les intérêts des travailleurs qu'ils organisent en syndicat à leurs propres intérêts de militants (et de membres du Parti). Le syndicalisme apparaît comme un moyen non pas tant de consolider l'organisation du P.C. (recrutement, contrôle d'appa-



Il insiste également sur le fait que la conscience politique des masses se [45] développe justement à travers leur propre expérience. Mais cette position sera critiquée au sein du Parti par ceux qui croyaient que, ce faisant, les communistes réduisaient leur travail à une agitation de type syndical, et négligeaient leur travail révolutionnaire d'éducation et d'organisation communistes. Or,

"vouloir concentrer tous les efforts sur les luttes du prolétariat industriel, faisait remarquer Henri Gagnon, entre autres, c'est tout simplement refuser de conduire la bataille contre le capitalisme dans sa plénitude. C'est réduire la politique communiste au niveau de la politique trade-unioniste." <sup>137</sup>

Et, plus précisément,

"dans certains cas, notre travail se limitera à atteindre certains postes stratégiques pour ensuite régner par décret dans certaines branches du mouvement ouvrier (...) ne pas combattre la tendance économiste, c'est glisser vers le bureaucratisme syndical." <sup>138</sup>

Ce à quoi la direction du Parti répliquait ce qui suit :

".. au lieu de concentrer tous les efforts vers le support et la participation active aux luttes du prolétariat industriel, (la minorité veut) s'en isoler, négliger le travail industriel et porter l'attention surtout sur les rapports avec des groupements en dehors du prolétariat industriel." <sup>139</sup>

La direction faisait allusion ici aux thèses défendues par Henri Gagnon et son groupe au 5e congrès provincial du Parti en 1947 à l'effet que les communistes devaient établir des liens avec les locataires, les organisations nationalistes québécoises et les jeunes travailleurs chrétiens notamment.

Il ne saurait être question de trancher ici un pareil débat opposant deux conceptions du travail pratique parmi le peuple. Signalons toutefois au passage que tout Parti communiste est aux prises avec ce problème théorique et pratique qu'engendre sa "liaison aux masses". Selon la théorie léniniste du Parti, le marxisme est inculqué à

---

reils syndicaux, etc.) que de fournir aux travailleurs un instrument pour se défendre eux-mêmes." (p. 83).

<sup>137</sup> *Contribution*, 8 février 1949, no 3, article de Henri GAGNON, 8-9.

<sup>138</sup> *Idem*, p. 15

<sup>139</sup> *Ibid.*, extrait d'une résolution du 5e Congrès provincial du P.O.P. tenu en 1947.

la classe ouvrière de l'extérieur par les intellectuels. Livrée à elle-même, la classe ouvrière n'aurait qu'une conscience étroitement liée à la satisfaction de ses intérêts économiques immédiats pour lesquels l'organisation syndicale a été créée. Le rôle du Parti, à la différence de celui des syndicats, est davantage politique. Il consiste à élever la conscience des ouvriers de son stade trade-unioniste à un stade politique, au stade de la conscience de classe et à canaliser les différentes facettes de l'action ouvrière vers l'objectif suprême : la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière représentée par son Parti d'avant-garde, l'établissement de la dictature du prolétariat, l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme, l'instauration du socialisme puis du communisme. Mais comment inculquer ces notions dans le travail quotidien des militants communistes, dans un syndicat par exemple ? C'est là le rôle des cellules [46] d'entreprise dans la structure léniniste ou des "clubs ouvriers" dans la nouvelle structure du Parti depuis 1943. <sup>140</sup>

En plus de diriger le travail syndical, le travail de mobilisation des chômeurs, des locataires, des femmes et des groupes défavorisés en lutte pour la satisfaction de

---

<sup>140</sup> Selon la conception "marxiste-léniniste", l'organisation du Parti sur la base des cellules communistes d'entreprise (en plus des cellules de quartier) est la seule façon d'entretenir une liaison réelle et soutenue avec les masses ouvrières. À son 5e congrès, l'Internationale communiste avait affirmé qu'un Parti communiste "ne peut être considéré comme une organisation de masse sérieuse que lorsqu'il possède des cellules puissantes dans les usines" (*Les questions d'organisation au 5e Congrès de l'Internationale communiste*, brochure éditée par la "Cellule militante ouvrière", C.M.O., Montréal, 1975, p. 47). C'est en juillet 1943 que le P.O.P. est traversé par un débat autour de la question de la structure de base que doit se donner le nouveau Parti; le 10 juillet, Sam Carr propose dans *Canadian Tribune* que la nouvelle unité de base du Parti ne soit pas la cellule d'entreprise mais plutôt le "club" ou la "branche", regroupant de 50 à 70 membres d'un territoire donné. Au Congrès d'août 1943, on précise que "exceptionnellement le comité provincial pourra recommander que certaines branches ou clubs soient organisés sur la base de l'occupation ou de la langue" (*Constitution du P.O.P.*, 1943). Selon S.B. Ryerson (1979) l'importance de ce changement de structure aurait été largement exagéré puisque le P.C.C. n'aurait jamais eu un nombre important de ses membres regroupés dans des "cellules d'entreprise" (moins de 10%). Selon cet ex-dirigeant, donc, un pareil changement "formel" n'avait pratiquement pas d'effet, mais il officialisait la pratique des clubs ouvriers larges, plus accessibles que les cellules clandestines. Les "marxistes-léninistes" voient au contraire dans ce changement une des manifestations de la transformation du P.C. en un Parti réformiste et non plus révolutionnaire. Déjà, Fergus McKean, après avoir dans un premier temps défendu le changement en faveur des clubs dans le journal du Parti s'était élevé en 1945 contre cet abandon des structures léninistes traditionnelles. Ce point de vue est repris par le groupe En Lutte ! dans sa revue *Unité prolétarienne*. Pour une analyse des positions de McKean et du débat dans le Parti en 1943 et 1945 sur cette question, voir B. DIONNE, *op. cit.*, pp. 192-216 et 259-262.

leurs revendications immédiates, les membres du Parti doivent en recruter les éléments les plus conscients, les plus révolutionnaires et leur fournir une perspective politique socialiste, autrement dit, montrer que seul le socialisme fournira une solution durable aux problèmes du peuple. Faire le lien entre les besoins immédiats et la question du pouvoir politique, de la lutte pour la paix et l'indépendance du Canada, de l'oppression nationale des Canadiens français, devenait ainsi la tâche quotidienne des membres du Parti. Pour la direction du Parti, la classe ouvrière, et en particulier les ouvriers regroupés dans la grande industrie, constituait la cible privilégiée de sa propagande en même temps que la base naturelle de tout parti communiste. Pierre Gélinas exprimait alors la nécessité, non pas de s'en tenir aux revendications élémentaires des masses mais bien de "faire passer" le programme du Parti dans le travail quotidien des militants communistes. Lorsque les communistes s'impliquaient dans la lutte contre la hausse des tarifs du transport à Montréal, lorsqu'ils faisaient élire Harry Binder à l'hôtel de ville de Montréal comme conseiller, lorsqu'ils participaient à l'organisation des "Assises nationales de la Paix" au Québec, quand ils recrutaient des membres pour les syndicats des électriciens, des tisserands, des ouvriers de la fourrure, des mineurs, des ouvriers de l'avionnerie ou de l'automobile, ou qu'ils mettaient sur pied le "comité des droits unionistes" en 1953 pour lutter contre les lois 19 et 20 de Duplessis, ils le faisaient certainement pour gagner davantage de personnes à la cause du communisme. Mais il arrivait très souvent que les militants communistes s'en tenaient à leur travail d'organisateur syndical et négligeaient "l'éducation communiste des masses" ou se contentaient de répéter les clichés habituels sur les victoires du socialisme en U.R.S.S. sans vraiment partir des besoins et de la situation concrète de la classe ouvrière québécoise, d'où une baisse des effectifs du Parti constatée en 1951 par Gui Caron, constat qui sera répété en 1956, baisse attribuée à la faiblesse du travail idéologique et au caractère non-systématique de la concentration des communistes en milieu industriel.

Comme nous l'avons précédemment montré, il faut rajouter à ces causes l'offensive idéologique et répressive des forces conjuguées du Capital, de l'Église, de l'État et des chefs syndicaux réformistes contre les communistes qui connaissait alors son apogée au cœur de la guerre de Corée. Cette offensive avait même forcé le P.O.P. à suspendre la publication de son journal *Combat*, interdit et saisi en 1948 en vertu de

la loi du Cadenas.<sup>141</sup> Mais par ailleurs le P.O.P. rencontrait au Québec la [47] concurrence idéologique et politique de deux grandes forces sociales : la social-démocratie et le libéralisme, qui disputaient à l'idéologie clérico-nationaliste en perte de vitesse la position dominante dans le mouvement ouvrier québécois.

La C.C.F. incarnait bien sûr la social-démocratie avec un programme certes anti-communiste mais également anticapitaliste et réformiste. Au Québec, elle était implantée dans la F.U.I.Q. principalement. Or la lutte que cette dernière mena de concert avec la C.T.C.C. contre les lois antisyndicales de Duplessis amena bon nombre de ses dirigeants à rejeter et l'U.N. et les Libéraux, et à préconiser la formation d'un Parti de travailleurs sur la scène provinciale. Le Parti libéral qui, comme on le verra, se présentait en "alternative démocratique" à Maurice Duplessis sera son principal concurrent dans le mouvement ouvrier. C'est en 1954 que Philippe Vaillancourt de la F.U.I.Q. proposa la création d'un comité conjoint d'action politique pour "que les mouvements ouvriers soient représentés à l'Assemblée législative".<sup>142</sup> Sur la base d'un Manifeste regroupant les principales revendications exprimées par le mouvement ouvrier organisé,<sup>143</sup> les Raymond Lapointe, Fernand Daoust, Roméo Mathieu, P. Vaillancourt et J.V. Morin souhaitaient la mise sur pied d'un nouveau Parti de travailleurs au Québec; comme le signala le secrétaire général de la F.U.I.Q. Roméo Mathieu,

"Il y a une possibilité de lancer dans le Québec un parti politique qui aura un programme probablement très parent de celui du parti C.C.F., mais qui aura un caractère distinctement québécois. C'est la seule solution à nos problèmes."<sup>144</sup>

---

<sup>141</sup> À ce sujet, voir l'article de Camille DIONNE, membre dirigeant du Parti au Québec, dans le mensuel *Clarté* d'octobre 1956. Pour Dionne, le Parti n'aurait jamais dû suspendre la publication de *Combat* à ce moment-là, il aurait dû tout tenter pour le publier clandestinement car sans presse hebdomadaire, le Parti ne peut vraiment rejoindre les travailleurs.

<sup>142</sup> F.U.I.Q., "Vers plus d'unité syndicale", *Les nouvelles ouvrières*, organe du C.C.T., mars 1954, cité par Roch DENIS, *Luttes de classes et question nationale au Québec 1948-1968*, Montréal, Presses socialistes internationales, 1979, p. 159.

<sup>143</sup> F.U.I.Q., "Manifeste au peuple du Québec", in *Constitution et Manifeste politique*, 14 mai 1955.

<sup>144</sup> *Le Devoir*, 7 juin 1954, cité par Roch DENIS, *op. cit.*, p. 161.

Mais les partisans d'un appui à une C.C.F. davantage reliée au mouvement syndical l'emportèrent sur ces derniers au congrès de 1955 de la F.U.I.Q. Ceux qui préconisaient un Parti travailliste québécois fondèrent alors la Ligue d'action socialiste qui devait se consacrer à un travail d'éducation en faveur d'un socialisme démocratique québécois.<sup>145</sup> Cette dernière tentative aboutira plus tard à l'éphémère Parti socialiste du Québec de Michel Chartrand et autres, pendant que les partisans de l'appui à la C.C.F. se regrouperont dans un tout aussi éphémère Parti social-démocratique puis dans le Nouveau Parti démocratique fondé en 1961. Au même moment, les Libéraux P.E. Trudeau, Gérard Filion, Jean Marchand, Gérard Pelletier et Gérard Bergeron, dans *Cité libre* et ailleurs, préconisaient l'union des "forces démocratiques" pour d'abord renverser Duplessis tout en s'opposant bien entendu à la "chimère" d'un Parti de travailleurs au Québec.

Durant cette période d'effervescence politique, le P.O.P. apparut de moins en moins capable d'influencer les débats au sein du mouvement ouvrier à cause de la répression et de son propre isolement d'une part, mais également à cause de la profonde division des militants communistes [48] francophones sur la question nationale qui hypothéqua le travail du Parti de 1947 à 1956.

Les élections fédérales de 1953, notamment, illustrèrent la baisse radicale de la popularité du Parti au pays, alors que les 100 candidats du Parti ne recueillirent que 59 622 votes contre 636 310 à la C.C.F. (rappelons que le P.O.P. en avait recueilli près de 110 000 en 1945) Dans Montréal-Cartier et dans Spadina-Toronto, deux châteaux-forts communistes pendant la guerre, le nombre de voix obtenues par les candidats du P.O.P. passa respectivement de 10 413 et 10 050 en 1945 à 869 et 1 938 en 1953. La ligne nationaliste du P.O.P., centrée sur le slogan Le Canada d'abord! ne saura mettre fin à son chauvinisme, ce qui contribua certainement à maintenir hors du Parti un groupe important de communistes francophones du Québec, et ce qui aura des effets négatifs à long terme sur l'influence que le Parti avait dans le mouvement ouvrier. Au cours des années cinquante, Gui Caron et d'autres dirigeants de la section québécoise du Parti tenteront de corriger cette erreur his-

---

<sup>145</sup> Outre l'ouvrage de Roch DENIS qui fait la synthèse de ces débats sans toutefois mentionner l'existence même du P.O.P. puis du P.C., ce qui est une grave lacune, signalons la thèse de Michel GRANT, *L'action politique syndicale et la Fédération des Unions industrielles du Québec*, thèse de maîtrise (rel. ind.) Université de Montréal, 1968, 176 p. et Louis-Marie TREMBLAY, *Le syndicalisme québécois, Idéologies de la C.S.N. et de la F.T.Q. 1940-1970*, Montréal, P.U.M., 1972, 286 p.

torique, mais ces efforts seront lourdement hypothéqués, comme nous allons le voir maintenant, par les effets de la crise de 1947 et l'expulsion du groupe de Henri Gagnon. <sup>146</sup>

## 2.3. Le P.O.P. et la question nationale québécoise

[Retour à la table des matières](#)

Dans cette section, nous présenterons d'abord les principales prises de position du Parti (de 1943 à 1947) sur la question de l'oppression nationale du peuple québécois et le débat opposant Oscar Roy à Henri Gagnon à l'automne 1947 sur la question des relations fédérales-provinciales. Après avoir rappelé l'activité de Gagnon à la Ligue des vétérans sans logis et les dissensions qui s'ensuivirent, nous tenterons d'expliquer la scission qui s'est produite au 5<sup>e</sup> Congrès provincial du P.O.P., en octobre 1947. Nous confronterons les diverses interprétations de cette crise et décrirons les relations entre le groupe dirigé par Gagnon et le Parti Ouvrier-Progressiste.

### 2.3.1 Les positions du P.O.P. de 1943 à 1947

Au moment du "front national pour la victoire", le P.C. insiste plus que jamais sur la nécessité de cimenter l'unité du Canada français et du Canada anglais au sein du front uni <sup>147</sup> sans reconnaître, à ce moment-là, le droit à l'autodétermination de la nation québécoise jusque et y compris le droit de séparation, reconnaissance pourtant essentielle si l'on veut travailler à l'unité. Un seul exemple de chauvinisme anglo-saxon à l'égard des francophones : la brochure *A National Front for Victory* qui fait précisément appel à la solidarité des Canadiens [49] français ne sera pas traduite en français. La lutte contre les privilèges de la nation canadienne-anglaise que

---

<sup>146</sup> Voir à ce sujet : Gui CARON, "Les 30 ans du Parti de la nation", dans *Action*, organe du P.O.P., mars 1952, 1 à 5.

<sup>147</sup> Tim BUCK, *A National Front for Victory*, p. 16.

devait mener la direction du Parti n'a jamais pris beaucoup d'ampleur. Durant cette période le P.C. luttait surtout pour

"l'égalité des salaires pour les ouvriers canadiens-français et canadiens-anglais, pour la reconnaissance du français dans les forces armées et une représentation adéquate de ce groupe au sein des organismes qui planifient l'effort de guerre." 148

Le Parti jugeait indispensable le relèvement des conditions de vie des Canadiens français pour obtenir leur adhésion à l'effort de guerre. Au plan politique, on oublie que la Confédération fut imposée aux Québécois et que ces derniers n'ont jamais obtenu la pleine reconnaissance de leurs droits nationaux et politiques. Les Québécois n'ont jamais eu le droit politique de décider librement, sans aucune forme de contrainte, de leur avenir politique.

La direction actuelle du Parti communiste québécois justifie ainsi son refus de reconnaître ce droit démocratique à l'époque, comme nous l'avons vu précédemment :

"C'était au Québec que le fascisme avait sa plus forte emprise au Canada. Ses représentants, abusant des sentiments nationaux légitimes des Canadiens français tentaient de les transformer en sentiments nationalistes extrêmes. Il ne fallait pas s'attendre à ce que les communistes (y compris ceux du Québec) insistent à ce moment-là sur le droit à l'autodétermination." 149

et encore :

"Parce que Duplessis fut élu sur une vague nationaliste qu'il exploitait "au coton" avec ses droits provinciaux contre la réalisation de l'égalité nationale, le Parti considérait qu'il fallait mettre l'accent justement sur la lutte pour l'égalité nationale. Mettre de l'avant le mot d'ordre d'autodétermination nationale dans ces circonstances, aurait plutôt favorisé Duplessis lui-même." 150

---

148 Tim BUCK, *A National Front for Victory*, p. 17. (notre traduction) Du même auteur : *Canada in the Coming offensive*, p. 7.

149 Samuel WALSH, "L'évolution de la position nationale du Parti communiste" in *Le Communiste*, revue théorique et politique du Parti communiste du Québec, vol. 1, no 1 (janvier-mars 1979), 21-22.

150 Samuel WALSH, *op. cit.*, p. 25. Voir également les notes 25, 35, 55 de l'article précédent.

Dans la question du plébiscite de 1942, le P.C.C. mena une énergique campagne pour le "oui" à travers ses Tim Buck Plebiscite Committees, à son congrès national de février 1942, il se prononça en termes non équivoques en faveur de la conscription obligatoire.<sup>151</sup> Ce n'est qu'en 1944 que le Parti comprit que la nécessité de lutter contre le fascisme n'exigeait pas d'utiliser cette mesure contraignante : le 10 novembre 1944, le P.O.P. appuya la politique de volontariat de King. La campagne en faveur de la conscription pour le service outre-mer avait sans doute contribué à isoler le P.C. et le journal *La Victoire* au Québec. Ce journal s'était prononcé sans nuances pour la conscription, ce qui représentait une nouvelle fois l'imposition de la volonté de la majorité anglophone au détriment de la minorité francophone. Évidemment, il insistait sur les revendications pour une démocratisation de l'effort de [50] guerre. Le fait que les communistes du Québec défendaient moins chaleureusement la conscription que leurs camarades du Canada anglais a peut-être contribué à infléchir la position du Parti en 1944. Il serait nettement exagéré de voir dans le refus du P.O.P. de soutenir le mouvement anti-conscriptionniste la cause de la scission de 1947, comme le soutient Charles Halary :

"Le P.O.P. ne pouvait donc soutenir le mouvement anti-conscriptionniste contre ce gouvernement auquel il s'était rallié dans la pratique. Cette attitude entraîna l'apparition de militants oppositionnels dans la section québécoise du P.O.P. parmi les ouvriers francophones."<sup>152</sup>

Il est vrai que la démarcation avec les nationalistes canadiens-anglais réactionnaires aurait dû se manifester plus tôt et que l'appui à une mesure aussi contraignante que la conscription n'était pas nécessaire. Le P.C.C. n'a pas su voir dans l'échec du "oui" au Québec à la conscription une manifestation réelle, mais mal canalisée, d'une résistance à l'oppression nationale. Au contraire, il explique ses piètres résultats par les manigances d'une poignée de traîtres : "Êtes-vous satisfaits Messieurs les isolationnistes, arrivistes et cabotins politiques ? Votre triomphe est complet".<sup>153</sup>

---

<sup>151</sup> *Revolution of the National Parti Conference, 1942, page 8.*

<sup>152</sup> Charles HALARY *Étude de la question nationale dans les formations sociales impérialistes : le cas du mouvement ouvrier québécois.* Doctorat en sociologie, Université de Montréal, février 1977, page 274.

<sup>153</sup> *La Victoire*, 14 mars 1942, 2.



Le chauvinisme de la direction du Parti est tel qu'il va jusqu'à rendre responsable de l'infériorité économique et sociale des Canadiens français ses propres dirigeants nationalistes réactionnaires. La bourgeoisie canadienne n'aurait rien à voir dans l'oppression nationale des Québécois puisque cette infériorité est due aux agents québécois de l'ennemi fasciste :

"En prenant conscience d'elle-même la nation réalise de plus en plus que les raisons fondamentales de son infériorité économique et sociale sont surtout dues à ces soi-disants sauveurs de la race qui n'ont jamais été autre chose que des agents de l'ennemi fasciste." 154

De même, pour isoler les "Quislings" du Québec, le P.C. n'hésite pas à faire appel au gouvernement central :

"L'offensive contre le "Quislingism" doit être rigoureusement poursuivie. Il faut aussi que les autorités fédérales enquêtent immédiatement sur la ruineur que les magnats de l'Assurance à Montréal subventionnent le fascisme au Québec." 155

Le Parti communiste considérait le gouvernement libéral au pouvoir comme un allié contre les forces de la réaction... Bien plus, on peut retrouver dans *La Victoire* des analyses qui ne sont pas exemptes de racisme. Ainsi on rendra les Canadiens français responsables de leur propre infériorité :

"Ce qui est vrai, et ce qu'il faut que nous sachions bien, c'est que [51] l'Anglais est plus économe que nous, qu'il est plus prudent, plus sage, plus pratique dans le placement de ses économies et surtout qu'il a en lui un sens, un véritable instinct de l'union et de la coopération qui font complètement défaut aux Canadiens de langue française." 156

Au Congrès de 1943, le Parti a mis au cœur de son programme "l'Unité nationale" et le "progrès démocratique". On a déjà montré comment il semblait placer l'intérêt national du Canada au-dessus des intérêts de classe : "Notre première préoccupation

---

154 *La Victoire*, 30 janvier 1943, 3.

155 S.B. RYERSON, "Quebec - Touchstone of National Unity" in *Canadian Tribune*, 24 avril 1943, 7

156 *La Victoire*, 28 novembre 1942, 2.

a toujours été, est et sera toujours de défendre les intérêts nationaux de notre pays, le Canada. Nous sommes un produit de la démocratie canadienne." 157

Durant la guerre déjà, le Parti s'engage à raffermir sa collaboration avec la bourgeoisie dans la période d'après-guerre :

"L'unité solide des alliés, fondée sur l'unité d'action dans chaque pays, unité de toutes les classes, est la garante de la victoire. Cette unité devra survivre à la guerre. C'est pour elle que les peuples du Commonwealth, de l'URSS, des États-Unis, de la Chine et des autres pays alliés réalisent le programme de progrès démocratique proclamé par la Charte de l'Atlantique." 158

Et dans LPP and Post War Canada :

"La lutte que nous aurons à mener pour l'unité nationale après la guerre devra prendre pour base des propositions que tous les démocrates pourront accepter, indépendamment de leur classe, de leur religion ou de leur allégeance politique." 159

Ce rapprochement avec la bourgeoisie aura des conséquences directes sur le programme des communistes au chapitre des réformes sociales et des relations fédérales-provinciales. En effet, le P.O.P. voit dans le gouvernement central un instrument privilégié (aux dépens des gouvernements provinciaux jugés très réactionnaires) pour accomplir des réformes sociales, dont il critiquera par ailleurs les modalités. Comme les autres progressistes du Québec qui seront "fédéralistes" par opposition à Duplessis, le P.O.P. considère qu'il est possible de modifier le statu quo constitutionnel s'il peut permettre au fédéral d'assurer une meilleure redistribution des richesses et des services. Déjà au printemps 1938, dans un mémoire soumis à la Commission Rowell-Sirois, le P.C.C. préconisait une "centralisation fédérale" justifiée pour assurer une plus grande égalité entre les Canadiens français et les Canadiens anglais. On a longtemps maintenu l'illusion que par des réformes, le gouvernement central pouvait apporter une solution définitive à l'oppression nationale :

---

157 T. BUCK, *Canada needs a Party of Communists*, p. 20 (Notre traduction).

158 T. BUCK, *Le Canada a besoin d'un Parti communiste*, p. 19.

159 *L.P.P. and Post War Canada*, p. 16.

"L'Unité nationale est nécessaire afin d'établir pour la première fois les droits minoritaires des Canadiens français en garantissant au peuple du Québec des droits économiques, sociaux, culturels égaux à ceux des autres provinces et en imposant au gouvernement [52] central l'obligation d'assurer aux Canadiens français la jouissance de ces droits." 160

Nous ne reviendrons pas en arrière sur les efforts menés par Paul Délisle, Emery Samuel et Stanley Bréhaut Ryerson pour amener la direction centrale du Parti à accorder plus d'importance à la question québécoise. 161 Tim Buck et Stewart Smith, qualifiés de chauvins par Emery Samuel, seraient responsables de la persistance de cette attitude méprisante envers la question québécoise. Dans *Thirty Years*, le secrétaire-général du Parti, Tim Buck, ne fait qu'indiquer en passant que les communistes canadiens-français s'intéressaient à cette question : "Tout en combattant au sein du Parti pour que ce dernier assume plus énergiquement la lutte pour le droit à l'autodétermination complète du peuple du Canada français..." 162 Même si dans son histoire du Parti, Buck énonce ainsi la position retenue par le Plenum de janvier 1943 :

"La lutte pour le droit à l'autodétermination nationale au Canada français n'est pas encore accomplie mais ce n'est pas la bourgeoisie qui la dirigera jusqu'à la victoire; la bourgeoisie est en fait devenue l'ennemie de cet idéal. Aujourd'hui, seule la classe ouvrière est en mesure de diriger les forces démocratiques du Canada français jusqu'à l'autodétermination nationale pleine et entière." 163

Le programme du Parti Ouvrier progressiste de 1943 n'apporte pas de changements significatifs sur la question nationale du Québec. Le plus souvent c'est encore la lutte pour l'égalité des droits économiques et sociaux, sans impliquer la reconnaissance explicite du droit à l'autodétermination qui est mise de l'avant.

"Le Parti Ouvrier-Progressif prend carrément position en faveur de l'égalité nationale complète des Canadiens-français. Il exige des gouvernements provincial et fédéral l'adoption de mesures immédiates, destinées à

160 *Clarté*, 11 juin 1938, 3.

161 À ce sujet, consulter les enregistrements sonores de la conférence prononcée par M. Emery Samuel dans le cadre d'un séminaire sur l'histoire du Parti communiste du Canada, au département d'histoire de l'U.Q.A.M. en 1974.

162 T. BUCK, *Thirty Years*, p. 189.

163 *Idem*, p. 182.

corriger les griefs nombreux du peuple canadien-français. Il a lutté pour faire établir des garanties spécifiques, constitutionnelles, des droits linguistiques des Canadiens français. Il travaille pour gagner l'appui du Canada anglais en faveur de l'égalité nationale complète du Canada français comme une responsabilité commune de tous les Canadiens, et la clef de l'unité nationale réelle et durable. <sup>164</sup>

La même année voit la publication de l'ouvrage *French Canada* de Stanley Ryerson. L'auteur poursuit sa réflexion théorique et historique en reconnaissant maintenant le statut de nation au Canada français, <sup>165</sup> ce que Fred Rose refusait au nom de la définition stalinienne. Selon le propre témoignage de l'auteur, *French Canada* aurait créé certains remous au sein de la direction puisqu'il affirmait :

"Il est important de réaliser que la lutte démocratique du peuple canadien-français pendant toute la période précédente (période [53] qui a mené à la Confédération) était en fait une lutte pour le droit à l'autodétermination nationale, une lutte pour le droit en tant que nation de choisir leur propre forme d'État. (...) L'attitude des Canadiens français face aux propositions de Confédération était dominée par une inquiétude profonde de voir la majorité canadienne-anglaise leur nier le droit à leur propre État." <sup>166</sup>

Ryerson ne remettait pas alors en question l'absence "d'égalité politique" mais seulement les inégalités "sociales, culturelles et économiques", conformément à la ligne du Parti. Ainsi, écrivait-il dans *Le Canada français, sa tradition, son avenir* (1945) :

"La nation canadienne-française a conquis son indépendance politique et ses libertés démocratiques, il y a cent ans; mais au point de vue économique, social et culturel elle se trouve encore dans une situation d'infériorité vis-à-vis du Canada anglais. La lutte pour l'égalité nationale complète, intégrale, se poursuit encore aujourd'hui". <sup>167</sup>

---

<sup>164</sup> Programme du Parti Ouvrier Progressif, 1943, cité par S.B. RYERSON, *Drew Dorion, Duplessis contre le Canada français*, P.O.P., 1944, p. 10.

<sup>165</sup> S.B. RYERSON, *French Canada. A Study in Canadian Democracy*, Toronto, Progress Books, 1943, p. 63-64.

<sup>166</sup> S.B. RYERSON, *French Canada*, p. 63-64.

<sup>167</sup> S.B. RYERSON, *Le Canada français*, p. 10.

**Figure 6.**  
Occupation de logement à Montréal-Sud en 1946  
organisé par les "squatters" avec Henri Gagnon.

[Retour à la table des matières](#)



**Figure 7.**

L'Union des marins canadiens (1936-1949),  
syndical canadien victime de la répression anticommuniste.

[Retour à la table des matières](#)



**Figure 8.**  
Les locaux du Parti saccagés à Montréal.

[Retour à la table des matières](#)



**Figure 9.**  
Manifestation en faveur des Rosenberg.

[Retour à la table des matières](#)





En 1972, dans une mise au point importante, il réfuta cette position qu'il défendait en 1943 :

"On ne saurait prétendre que la question nationale fut résolue en 1848 (et en 1867) qu'en attribuant à l'aspect politique, étatique, de l'autodétermination un rôle tout à fait secondaire. L'inégalité nationale, pour nous à cette époque, était une question centrée sur les conditions sociales et économiques (l'essentiel de l'égalité politique étant déjà acquis grâce aux luttes des années 1830 et 1840)". <sup>168</sup>

De la fin de la guerre jusqu'au 5e Congrès provincial d'octobre 1947, l'accent fut mis sur la lutte pour l'égalité dans le cadre constitutionnel existant. En mai 1947, Oscar Roy explicitait ce point de vue ainsi :

"Si la lutte pour l'autonomie du Québec et son égalité avec les autres provinces est légitime, ce n'est qu'en autant qu'elle vise d'abord "l'égalité sociale et économique du peuple québécois" c'est-à-dire dans un premier temps ou à court terme, " l'égalité des salaires avec le reste du pays" et pour la "reconnaissance des droits démocratiques dont le droit d'organisation sans intervention d'une police d'État." <sup>169</sup>

En 1946, dans "La question nationale et l'impérialisme canadien", S.B. Ryerson reconnaissait comme légitime l'aspiration du Canada français à l'autodétermination; il soutenait que la "lutte pour obtenir une distribution plus équitable du revenu national pour l'ensemble des provinces allait de pair avec l'égalité nationale du Canada français et son droit en tant que nation à disposer d'elle-même." <sup>170</sup>

<sup>168</sup> S.B. RYERSON, *Le Capitalisme et la Confédération*, Parti pris, 1972, page 509.

<sup>169</sup> O. ROY. *Combat*. 1947, p. 1. Guy Caron, dans "La lutte du Canada français pour l'égalité nationale", (in *Action*, sept. 1947, 12) explique le point de vue de Buck exprimé lors d'une discussion au Comité national du Parti en mai 1947 et résumé dans *Action* en sept. 47 : "Il (Buck) ajouta que l'un des principaux buts de notre Parti était d'aider le Canada français à obtenir le droit de la nation à disposer d'elle-même d'une manière véritablement démocratique. À cette fin, le camarade Buck fit bien remarquer que la condition indispensable (...) est une action pour réaliser dès maintenant la pleine égalité nationale du Canada français". Pour connaître la position du P.C.C. en mai 1947, voir T. BUCK, *French Canada versus Duplessis*, LPP National Committee Meeting, May 1947 in *Our Fight for Canada*, pp. 299-300.

<sup>170</sup> S.B. RYERSON, "La question nationale et l'impérialisme canadien", in *National Affairs Monthly*, octobre 1946 (vol. 13, no 10). Traduction française résumée, 9 pages. La citation provient de la page 8 de ce texte tiré à part, (s.l. ni d.).

"Nous défendons le droit du Canada français à l'autodétermination y inclus le droit de sécession, le droit de former un État [54] séparé si le peuple en décide ainsi. Nous considérons que la lutte pour l'égalité nationale véritable est une tâche majeure de la classe ouvrière dans la lutte pour le progrès, la démocratie et le socialisme. Nous prônons le principe fédéral que la constitution canadienne doit reconnaître le caractère national du Canada français. Nous préconisons que les droits nationaux soient garantis en pratique et nous luttons pour la réalisation de conditions qui assureront véritablement l'égalité nationale du peuple canadien-français. Mais nous ne sommes pas des nationalistes. Ce qui nous distingue des nationalistes, c'est avant tout le fait que nous considérons les revendications nationales comme des revendications relatives, conditionnelles, alors que l'objectif prolétarien de renverser le capitalisme et réaliser la victoire de la classe ouvrière nous apparaît comme un objectif absolu et inconditionnel." 171

Toutefois, ce ne sera qu'en 1952 que le droit à l'autodétermination du Québec sera explicitement reconnu dans un programme officiel du Parti, soit cinq ans après l'éclatement de la section québécoise du P.O.P. En 1952, Gui Caron explique ainsi le nouveau programme :

"Le programme a ceci d'unique qu'il est le seul programme jamais publié par aucun parti politique au Canada qui pose le problème de la reconnaissance du droit du Canada français à disposer de lui-même. Le programme déclare que le Canada français est une nation et que l'union des deux nations au Canada ne peut se réaliser et se préserver que sur la base de la reconnaissance par les Canadiens de langue anglaise des pleins droits et de la souveraineté y compris le droit de sécession du Canada français. Il déclare que le Canada de langue anglaise ne saurait imposer au Canada français aucune institution, changement social ou politique contre la volonté du peuple du Québec. Il proclame "L'avenir du Canada français sera décidé par le peuple canadien-français lui-même." 172

Le programme ajoute :

"Les droits arrachés à la classe dirigeante britannique par le peuple canadien-français doivent être préservés et garantis, (...) y compris la reconnaissance du français comme une des deux langues officielles du Canada et le

---

171 *Idem*, page 302, Ce point de vue ne semble pas avoir été repris dans la presse du parti avant 1952.

172 Gui CARON, "Les 30 ans du Parti et la Nation", *Action*, mars 1952.

droit à un gouvernement provincial autonome en ce qui a trait au contrôle de l'éducation et autres matières qui concernent particulièrement les Canadiens français." 173

### 2.3.2 La question des relations fédérales-provinciales

#### [Retour à la table des matières](#)

Dans la revue *Action*, bulletin de la section québécoise du P.O.P. du [55] mois de septembre 1947, un véritable débat est amorcé sur cette question. Une première contribution de Buck soutient que

"des modifications de l'Acte (BNA act de 1867) dans les sections qui touchent à la responsabilité des services sociaux, de la santé publique, etc., peuvent très bien être introduites sans la moindre atteinte aux droits politiques et culturels des masses canadiennes-françaises." 174

Henri Gagnon, dans "Discussion sur les relations Fédérales-Provinciales" se dit d'accord avec l'établissement d'un "plan de réformes sociales à l'échelle canadienne. Cela en vue, dit-il, d'opérer une redistribution plus équitable du revenu national". 175 Il y dénonce les attitudes négatives de Duplessis à l'égard des ententes fédérales-provinciales, affirme qu'il est erroné de s'opposer à tout changement constitutionnel et que "la lutte pour une législation sociale unifiée, pour l'égalité nationale du Canada français est une partie intégrante de la bataille pour le droit de détermination nationale." 176

La contribution de Oscar Roy intitulée "Sur des points soulevés par le camarade Gagnon" fait le procès de Gagnon qui "exprime certains différends avec la ligne poli-

---

173 *Ibid.*

174 Tim BUCK, "Le Canada français contre Duplessis", *Action*, sept. 1947. Sur la question du droit à l'autodétermination, Buck écrivait alors : "Les Canadiens français ne peuvent obtenir le droit véritable de disposer d'eux-mêmes que par la défaite politique des trustards et de leurs serviteurs", (p. 8) car "la seule voie pour obtenir le droit véritable de la nation à disposer d'elle-même est d'unir toutes les forces démocratiques contre les trustards." (p. 10).

175 H. GAGNON, *Action*, septembre 1947, 24.

176 *Idem*, 26-27.

tique du parti", à son avis. Il reproche à Gagnon de traiter la question des réformes sociales en réformiste, comme si, dit-il, en lui apportant une réponse nous devions solutionner tous les problèmes". Il lui reproche également de ne pas mentionner le fait que le but du Parti "n'est pas d'apporter une solution aux problèmes de la bourgeoisie, mais bien de changer de système économique et social".<sup>177</sup> Enfin, Roy reproche à Gagnon de s'appuyer sur des auteurs bourgeois réclamant des changements constitutionnels pour fonder son point de vue. Détectant "l'existence d'une certaine teinte nationaliste" qui devient un peu plus loin une "tendance inquiétante", il dénonce l'expression "faux nationalisme" attribuée par Gagnon pour caractériser Duplessis :

"Le camarade Gagnon dit que le nationalisme de Duplessis est un "faux nationalisme" (...) D'où on ne peut faire autrement que de conclure qu'il y a un vrai nationalisme, qui étant "vrai" doit être rapporté.(...) Pour les marxistes, la question ne se pose pas de savoir s'il " y a un vrai ou un faux nationalisme."<sup>178</sup>

Oscar Roy dans son attaque concluait :

"La teinte nationaliste apparaît dans différentes parties de l'article du camarade Gagnon. Et assez souvent pour démontrer qu'il y a là, sur ce point une idée complète et bien développée et non pas seulement des fautes de formulation. (...) Dans la présentation des propositions pour des changements constitutionnels, dans la justification de ces propositions, par l'argument "qu'ils serviraient les vraies aspirations nationales", par l'idée qu'il donne que ces changements sont le seul but du Parti, plaçant ainsi [56] des limites très étroites à la lutte. (...) Cette lutte pour le socialisme, le camarade Gagnon n'en parle pas. (...) Il n'avance pas de perspective marxiste. Il trahit chez lui des tendances nationalistes."<sup>179</sup>

Au 5e Congrès d'octobre 1947, le P.O.P. exige pour réaliser l'"égalité nationale" une législation sociale couvrant tout le pays. Cette revendication implique une redistribution des pouvoirs de taxation et une augmentation des responsabilités du fédéral."<sup>180</sup> Dans la nouvelle entente fédérale-provinciale que le P.O.P. proposait à ce

<sup>177</sup> O. ROY, *Action*, sept, 1947, 31.

<sup>178</sup> *Idem*, 32-33.

<sup>179</sup> Voir *Combat*, vol. 1, no 47 (23 octobre 1947), 1. "Le 5e Congrès provincial du P.O.P. attaque la politique antinationale de Duplessis".

<sup>180</sup> Programme du P.O.P., in *Combat*, Vol. 1 no 47, I.

congrès, afin de permettre au Canada d'amender sa propre constitution", on remettait au fédéral l'entière responsabilité des "services sociaux, du contrôle des prix, des salaires minimums, des services de secours aux chômeurs", soutenant la "reconnaissance du droit du Canada français à l'égalité nationale". Cette entente constitutionnelle proposée par le P.O.P. aurait été particulièrement mal reçue par les militants soi-disant "nationalistes" regroupés autour de Henri Gagnon. Avant d'analyser le fameux congrès de 1947, rappelons brièvement l'activité de Henri Gagnon à la Ligue des Vétérans sans logis.

### 2.3.3 Henri Gagnon et la Ligue des Vétérans sans logis (octobre 1946 - août 1947)

[Retour à la table des matières](#)

À son retour du front, Henri Gagnon a été particulièrement sensibilisé par le problème de la rareté des logements, étant donné l'absence de construction domiciliaire pendant la guerre. Gagnon entreprit une lutte pour obtenir des logements par des moyens radicaux : l'occupation sauvage, ce qu'on a désigné sous le terme mouvement des "squatters".<sup>181</sup> Gagnon considèrera le travail auprès des sans logis aussi important que le travail en milieu syndical, on lui en fera grief en 1947.

La Ligue des vétérans sans logis est fondée par des militants communistes fin septembre 1946. Gagnon, qui avait été très actif au sein des Jeunesses communistes au début des années 40 et qui était déjà impliqué dans l'organisation des "vétérans sans logis" est chargé par le comité provincial de prendre en charge le travail dans cette organisation. Il en est officiellement vice-président. Selon Marc Choko :

---

<sup>181</sup> Sur ce sujet voir l'intéressant travail effectué par Marc CHOKO, *Cent ans de crises du logement à Montréal*, vol. 1 (1861-1939), C.R.I.U. - Université de Montréal, avril 1979, 302 pages.

L'Annexe C porte sur "le mouvement des squatters de 1946-1947" : pp. 252-270. Choko rapporte que pas moins de 400 à 500 articles de journaux (12) ont couvert ce sujet en moins d'un an (p. 254). Pour pousser l'analyse de ce mouvement populaire des sans logis, le cadre théorique de France Fox PIVEN and Richard A. CLOWARD auteurs de *Poor Peoples' Movements. Why They Succeed. How They Fail*, New-York, Pantheon Books, 1977, serait très pertinent. Voir le chapitre 1 de leur ouvrage : "The Structuring of Protest", pp. 1-40.

"il semble qu'au début la Ligue ait eu comme objectif de servir de base de harcèlement contre la Légion canadienne, que l'organisateur provincial de langue anglaise, Harry Binder, voulait tenter de noyauter." 182

La fougue avec laquelle Gagnon se lancera dans la bataille, dès octobre 1946, occasionnera certains problèmes d'encadrement aux dirigeants du P.O.P. Ce mouvement fut le plus important mouvement de revendications des travailleurs portant spécifiquement sur la question du logement dans toute l'histoire de Montréal. Gagnon, partisan de l'action [57] directe, n'est pas étranger à l'orientation radicale qu'a prise la Ligue des vétérans :

"Mais la Ligue, plutôt que de faire valoir des revendications, va opter pour un mouvement d'occupation, ce qui sera accepté par la direction provinciale du P.O.P., H. Binder suggérant même l'idée d'occuper des maisons de jeu. Il semble toutefois que les dirigeants du P. O. P. n'avaient pas prévu que le premier "squatter" serait H. Gagnon, qui devient ainsi le porte-parole de la Ligue et son président, le 24 octobre 1946. Assez rapidement des dissensions vont apparaître au sein de la direction provinciale du P. O. P., les membres de langue anglaise, entraînés par H. Binder, voulant faire cesser le mouvement d'occupation." 183

Henri Gagnon, qui réintégrera temporairement le parti en 1956, s'est expliqué sur ses difficultés avec la direction provinciale :

"Le camarade Binder exprimait l'avis qu'il fallait cesser le mouvement des "squatters" et que la "prise des maisons de jeu" par les vétérans jetait de la confusion dans le public et que l'angle anti-vice portait préjudice au mouvement des "squatters". J'étais d'avis contraire, de plus j'expliquais que cette affaire de maison de jeu loin de nuire renforcerait notre mouvement. Je fus assez surpris de cette position de Harry car l'idée originale de prendre une maison de jeu venait de lui-même. Cependant, après une discussion assez vive, il me fut permis de continuer ces opérations. 184

Le travail de Gagnon continua d'être critiqué. Les militants anglophones vont être retirés un à un de la Ligue et diverses rumeurs vont courir, accusant Gagnon de

---

182 Marc CHOKO, *op. cit.*, p. 258.

183 Le Parti ouvrier-progressiste a largement publicisé cette lutte. Voir H. GAGNON, "Les condamnés de Sainte-Hélène", *Combat*, 11-01-47, 1, CHOKO, *op. cit.*, p. 358-359.

184 Henri GAGNON, *Estimation de la période 1947-1956*, miméo, 1956, p. 4.

gauchisme, pour finir six mois plus tard sur le ton de la calomnie, alors qu'il était absent de Montréal pour un stage de formation à l'école du Parti à Sudbury. Selon Gagnon :

"Voilà ce qui se disait en certains milieux : L'affaire des vétérans est plus nuisible au Parti qu'elle ne lui aide. L'idée s'étendra parmi les personnes qui ne connaissent rien des activités de la Ligue que ce n'est pas là une lutte révolutionnaire mais de l'humanisme. Le camarade Brunelle pour sa part ira beaucoup plus loin, il déclarera qu'il est impossible d'accomplir ce travail sans l'aide de la police. Au camarade Dubé, il dira plus encore, il déclarera que Gagnon n'est nul autre qu'un agent de la RCMP." <sup>185</sup>

On peut facilement comprendre que les solides costauds du groupe de Gagnon inquiétaient la nouvelle direction du P.O.P. formée davantage d'intellectuels respectables plus à l'aise dans les soirées culturelles que dans les occupations de logis. <sup>186</sup> Cette direction provinciale qualifiée par Gagnon et Samuel de "libérale", "petite-bourgeoise" et "embourgeoisée" sera effectivement peu encline à encourager et applaudir les [58] fougueuses initiatives de Gagnon qui ne se laissait pas encadrer facilement. En 1948, dans un article qui retrace toute l'histoire de Gagnon du point de vue de la direction, Oscar Roy rappelle que, dès l'été 1947, Gagnon et ses amis formaient une "faction qui avançait une ligne de déviation de nationalisme". On reproche à cette "faction" de "compter sur l'attraction personnelle, sur l'amitié cultivée pour Gagnon et Samuel avant le Parti". <sup>187</sup> Ses manques de discipline, ses initiatives spontanées, ses tendances populistes et anarchistes devaient scandaliser plus d'une fois la jeune direction stalinienne pour qui les premières qualités d'un militant sont d'abord et avant tout la discipline et l'esprit de Parti.

Pour les dirigeants provinciaux, "communistes respectables" de l'après-guerre, qui avaient remplacé à la direction les vieux bolchéviks de la première heure, les mémoires au Parlement apparaissaient plus efficaces que les actions spectaculaires du groupe de Gagnon. Son enthousiasme débridé à servir ses frères de classe était presque devenu embarrassant pour certains dirigeants, qui chercheront à s'appuyer

---

<sup>185</sup> *Idem*, p. 5.

<sup>186</sup> La ligue des vétérans bénéficiait de l'aide des militants de l'Union des Marins Canadiens (C.S.U.) pour les déménagements et la garde des maisons occupées. De plus, la direction provinciale se méfiait des actions trop spontanées de Gagnon.

<sup>187</sup> Oscar ROY, "Les aboyeurs anti-parti", in *Action*, nov. 1948.

sur la direction centrale pour briser ces "gauchistes" francophones impénitents. Gagnon reprochera à l'équipe dirigeante de s'appuyer bureaucratiquement sur Toronto au lieu de véritablement s'expliquer avec la base militante qu'il constituait partiellement au Québec. Depuis leur retour des forces armées, Gagnon et Samuel ne reconnaissent plus leur Parti : ils considéraient les dirigeants Danielle Cuisinier, Gui Caron, le Dr Longpré, Pierre Gélinas trop intellectuels. Ils accuseront ces "personnalités respectables" qui avaient le soutien du prestigieux intellectuel du Parti - le professeur Roger - de tenir à l'écart les vieux militants moins formés théoriquement. Faut-il se surprendre que la direction provinciale ait trouvé chez le responsable de l'école du Parti un allié indéfectible dans la lutte contre le spontanéisme et le gauchisme de Gagnon ? On comprend mieux dans ce contexte pourquoi, en 1947-1948, Gagnon rappelle qu'une direction communiste a le devoir de maintenir "une forme illégale (clandestine) d'organisation parallèlement aux formes légales d'organisation".<sup>188</sup> Entre Gagnon et la direction québécoise le manque de confiance s'était installé avant le Congrès d'octobre qui sera en quelque sorte un règlement de comptes.

### 2.3.4 Le 5e Congrès provincial : octobre 1947

#### [Retour à la table des matières](#)

À l'été 1947, alors que la situation ne s'était pas encore détérioré au sujet de l'importance à accorder au travail parmi la Ligue des vétérans sans logis, le P.O.P. semblait prêt à modifier son attitude face au mouvement nationaliste québécois. Ainsi, Oscar Roy en juillet 1947, dans "Développements importants dans le mouvement nationaliste",<sup>189</sup> écrivait que le mouvement nationaliste qui jusque-là "n'avait pas de base dans la vie du peuple" et véhiculait des "idéaux vagues comme la [59] famille, l'Église et nos traditions", a maintenant développé une "politique de réalité" et qu'il existe au sein du mouvement nationaliste un "groupe qui préconise un nationa-

---

<sup>188</sup>

<sup>189</sup> Voir Marcel FOURNIER, *Communisme et Anticommunisme au Québec*, p. 104. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT] Les principaux articles sont : O. ROY, "L'enjeu des aspirations nationales à Lachute". *Combat*, 24 mai 1947, p. 1; "Développements importants dans le mouvement nationaliste", 18 juillet 1947, p. 1 et "L'apport de la classe ouvrière dans le mouvement nationaliste", *Combat*, 26 juillet 1947, p. 1.



lisme réformateur". Dans un autre article "L'apport de la classe ouvrière dans le mouvement nationaliste", le même Oscar Roy qui reprochera en septembre 47 à Henri Gagnon d'employer l'expression "faux nationalisme" pour désigner l'idéologie du-  
 plessiste voyait parmi les tâches du mouvement ouvrier celle de :

"défendre le nouveau groupement d'éléments nationalistes progressistes contre les tentatives de la réaction (...) on lui assurera ainsi la liberté de suivre son évolution naturelle et de lutter aux côtés des forces ouvrières progressistes." <sup>190</sup>

Roy voyait également comme tâche de "développer une action unie entre le mouvement ouvrier et ce nouveau groupement sur des points précis, comme la question du logement, sécurité sociale", etc... <sup>191</sup> sans donner, dira-t-il, "un appui inconditionnel à la lutte pour la défense de l'autonomie provinciale". <sup>192</sup> Dans son accusation de nationalisme adressée à Henri Gagnon, en septembre 1947, Oscar Roy apporte cette précision : le P.O.P. est prêt à travailler avec certains nationalistes "dans la mesure où l'on reconnaît qu'on ne peut défendre les intérêts nationaux véritables qu'en appuyant la lutte de la classe ouvrière pour le socialisme." <sup>193</sup> Nous avons évoqué dans une section précédente <sup>194</sup> le débat opposant Gagnon à Oscar Roy qui ne défendait pas sans dogmatisme la ligne "juste" du Parti sur la question des relations fédérales-provinciales.

Or, au 5e Congrès, l'équipe dirigeante québécoise dépose une résolution-surprise, qui dénonce la "fraction nationaliste, anti-marxiste qui s'est opposée à la direction du centre du Parti". Samuel Walsh présente ainsi les circonstances de l'affrontement :

"Il faut reconnaître toutefois que la critique d'Henri Gagnon et de quelques autres membres fut introduite à la veille du Congrès d'octobre 1947 par le comité provincial sortant dans une "résolution surprise" sans avertissement préalable. De plus, le président du Congrès n'a pas permis la discussion sur l'ordre du jour et a procédé au vote précipitamment même si l'ordre

---

<sup>190</sup> O. ROY, *Combat*, 26 juillet 1947, p. 1. cité par M. Fournier, *op. cit.*, p. 105.

<sup>191</sup> O. ROY, *Combat*, 26 juillet 1947, p. 1 cité par M. Fournier, *op. cit.*, p. 105.

<sup>192</sup> *Ibid.*

<sup>193</sup> O. ROY, "Discussion sur les relations fédérales-provinciales soulevée par le camarade Henri Gagnon", *Action*, sept. 1947, 32.

<sup>194</sup> Voir la section 3.2 sur ce débat.

du jour tel que proposé, ne pouvait manquer d'avoir une grande influence sur la manière d'élire le nouveau comité provincial. Ces deux atteintes à la démocratie interne (telle que stipulée dans les statuts du Parti) étaient des erreurs graves qui ont précipité une scission prématurée sans que les membres puissent vraiment saisir le fond des différends politiques et la gravité du fractionnalisme d'Henri Gagnon ". 195

Les représentants principaux de cette "faction" sont identifiés comme étant E. Samuel, G. Pellerin et M. Lapalme avec l'appui de Henri [60] Gagnon. La résolution leur reprochait 1) de refuser de défendre le point de vue de la direction sur la question des relations fédérales-provinciales, 2) de refuser de privilégier le travail en industrie au profit du travail avec des groupes en dehors du prolétariat industriel, 3) d'exprimer ouvertement une attitude de mépris à l'égard de l'internationalisme, de faire de l'antisémitisme et de propager le séparatisme organisationnel et politique dans le Parti 4) de négliger le travail théorique et 5) de prendre une attitude d'hostilité envers la direction du centre du Parti et tenter d'organiser une faction en opposition à la direction du Parti. 196

Le point de vue "officiel" apporté par S. Walsh résume ainsi le problème :

"Après la guerre un certain nombre de membres du Parti avec Henri Gagnon à leur tête n'étaient pas satisfaits de la politique du Parti sur la question nationale. Leurs interventions en 1947 et même dix ans plus tard, (...) démontrent qu'ils avaient énormément de difficultés à préciser leurs différends, face aux accusations de nationalisme portées contre eux. Mais ce fut leur fractionnalisme inguérissable, en particulier celui de Henri Gagnon, qui a mené à l'expulsion de quelques-uns d'entre eux en 1947." 197

En fait, les accusés feront porter leurs critiques sur trois points en particulier : la question nationale, le manque de démocratie dans le Parti et la façon de mener le travail dans les masses.

---

195 S. WALSH, "L'évolution de la politique nationale p. 26.

196 La résolution est citée en entier dans M. FOURNIER, *op. cit.*, 108-109.

197 S. WALSH, "L'évolution de la politique nationale p. 26. L'auteur tente de mettre en contradiction les positions de Gagnon sur la question nationale, comme a tenté de le faire à l'époque Gui Caron.

En 1948, Henri Gagnon s'est expliqué clairement sur ses divergences à propos de la question nationale : il accuse la direction de "fermer les yeux sur le problème national lui-même" : 198

"Le refus d'envisager ce problème comme facteur existant dans la lutte des classes est du "nihilisme national". (...) La tendance la plus prononcée chez nos nihilistes nationaux, c'est de se prononcer sur les aspirations nationales après qu'ils auront soigneusement mis de côté le droit qui est au cœur même des aspirations nationales : le droit de la libre disposition nationale. Lorsqu'ils parlent de ce droit, c'est pour en renvoyer la lutte dans un lointain futur ou encore, pour le placer comme un problème qui aura sa solution après le socialisme." 199

Marcel Fournier a montré que la scission ne s'explique pas que par les divergences sur la question nationale :

"ce n'est donc pas seulement parce que le Parti ouvrier-progressiste néglige la "question canadienne-française". Il y a certes au sujet des ententes fédérales-provinciales une divergence, les éléments les plus "nationalistes" du Parti refusant tout accroissement des pouvoirs (de taxation) et des responsabilités du gouvernement fédéral. Mais le conflit qui oppose alors les dirigeants québécois du P.O.P. comme Gui Caron, le Dr Longpré, [61] Danielle Cuisinier à des militants francophones du Parti, dont Henri Gagnon, E. Samuel, E. Dubé touche aussi au mode de fonctionnement, à l'autonomie d'action du groupe francophone au sein du Parti." 200

Charles Halary fait remonter la cause de la scission de 1947 à la politique d'appui du P.O.P. à la conscription, de 1942 à 1944 :

"Le P.O.P. ne pouvait donc soutenir le mouvement anti-conscriptionniste contre ce gouvernement auquel il s'était rallié dans la pratique. Cette attitude entraîna l'apparition de militants oppositionnels dans la section québécoise du P. O.P. parmi les ouvriers francophones." 201

Il n'en fait pas la seule cause du mécontentement des militants québécois :

---

198 H. GAGNON, *Contribution*, vol. 1, no 1, p. 3-4.

199 H. GAGNON, *Contribution*, 8 février 1949, no 3, 5.

200 M. FOURNIER, *op. cit.*, p. 107-108.

201 C. HALARY, *Étude sur la question nationale...*, p. 274.

"Leur critique passait en revue la question nationale, le droit de discussion à l'intérieur du P.O.P. et surtout l'attitude à adopter vis-à-vis de la lutte économique et du travail syndical. De fait cette critique provenant de militants ouvriers francophones a imposé le premier et le seul véritable débat politique fondamental au sein du P.O.P. au Québec." 202

Halary, comme les partisans de la thèse "indépendance québécoise et socialisme", semble se rallier aux positions exprimées par Gagnon dont "le mérite (...) est de commencer à effectuer la première tentative consciente au Québec de relier la question nationale au développement de la conscience de classe parmi les travailleurs francophones". 203

L'analyse des communistes d'En Lutte ! rejette tout autant le chauvinisme anglo-saxon de la direction centrale que le "nationalisme étroit" de Gagnon. Dans leur "Brève histoire de la lutte pour la reconstruction d'un Parti prolétarien" les rédacteurs d'Unité Prolétarienne affirment :

"Le P.O.P. et avant lui le P.C.C. a toujours eu une ligne erronée sur la question nationale québécoise, n'a jamais été un ferme défenseur du droit de la nation québécoise à s'autodéterminer, ni un solide combattant contre le chauvinisme de grande nation au Canada anglais. Au 5e Congrès du P.O.P. (...) une scission éclata au sein du Parti sur sa ligne chauvine concernant la question nationale. (...) Le chauvinisme de grande nation des militants du Canada anglais avait aiguisé le nationalisme étroit chez les militants du Québec. Du point de vue des intérêts du prolétariat canadien dans son ensemble, les deux parties avaient tort car cela conduisit à renforcer la division du prolétariat sur des bases nationales. 204

Emery Samuel, qui avait dirigé le travail des communistes du Québec de 1939 à 1943 et qui sera directement visé par la résolution de l'exécutif de 1947 reprochera

---

202 C. HALARY, *ibid.* Dans "*L'influence du marxisme au Québec*", in revue *Politique - Aujourd'hui*, no 7-8 (1978) : 126, Halarly explique les divergences : "C'est ainsi qu'en 1947, la quasi-totalité de l'aile ouvrière francophone dirigée par Henri Gagnon du P.C.C. fut expulsée en manifestant son désaccord avec la politique prohibérale, les tendances économistes et la bureaucratisation interne du Parti". [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT]

203 C. HALARY, *Étude sur la question nationale...*, p. 276.

204 En Lutte ! "Brève histoire de la lutte pour la reconstruction d'un parti prolétarien" dans la revue *Unité prolétarienne*, no 7 (vol. 2, no 1), octobre 1977 : 17.

à la direction du Parti de n'avoir jamais mené au Canada anglais une lutte conséquente contre le chauvinisme [62] anglo-saxon :

"L'entente à l'intérieur du P.O.P. était fondée sur la proposition que (...) les membres de langue anglaise acceptaient l'existence binationale du Canada, comme une vérité fondamentale. La vérité était tout autre, car la reconnaissance du fait national canadien-français était limité au Québec. Les Canadiens-Anglais du P.O.P. à l'exception du petit groupe montréalais n'ont jamais acceptée que le Canada soit un État bi-national, pour la bonne raison qu'ils n'ont jamais débattu le sujet." 205

Henri Gagnon a porté le même jugement à plusieurs reprises. Ainsi, dans son intervention à la Commission d'enquête interne au Parti sur les événements de 1947, il rappelait :

"Durant plusieurs années, le Parti n'a pu adopter une approche conséquente vis-à-vis le fait national au Canada français. Pour plusieurs années, notre Parti s'est limité à prendre position que sur les aspects économiques du problème national." 206

La deuxième grande critique porte sur le, mauvais fonctionnement du centralisme démocratique. Dans son "estimation sur les événements de 1947" Gagnon est très catégorique :

Nous pouvons dire sans crainte de nous tromper : les violations du centralisme démocratique ont conduit à la division dans les rangs du Parti et à la liquidation des forces dans le secteur de langue française. " 207

Non seulement accusait-il la direction du P.O.P. d'avoir une ligne politique erronée sur la question nationale, mais il s'en prenait à la manière bureaucratique de la

---

205 E. SAMUEL, "Lettre d'un exilé" dans la revue *La voie canadienne* (mars-avril 1960 : 18. Après la scission de 1947, M. Samuel s'est établi en Colombie-Britannique. En 1974, il a accepté de nous accorder de longs entretiens sur l'histoire du Parti et son activité communiste au Québec. Sa conférence publique a été enregistrée et des vidéos ont également été réalisés par l'équipe de recherche sur le Mouvement ouvrier politique du Département d'histoire de l'U.Q.A.M.

206 H. GAGNON, "Intervention à la Commission d'enquête sur les événements de 1947", 1956, 22.

207 H. GAGNON, "Estimation sur les événements de 1947", ronéo, 1956, 9.

faire passer. Même Gui Caron, dans sa lettre de démission en 1956, dans une sorte d'"auto-critique" avouera :

"Nos discussions concernant 1947 ont été un facteur additionnel (pour démissionner, n.d.l.r.). À la suite des révélations (de Krouchtchev), j'ai pensé que nous devrions ré-examiner l'histoire récente de notre propre parti à la lumière de ce qui est survenu là-bas. (...) Je suis venu à la conclusion que nous étions profondément dans l'erreur en 1947, quand nous avons présenté devant le congrès provincial une résolution relevant de tout poste dans le parti trois membres du comité provincial, alors que les accusations contre eux n'avaient jamais été discutées avec eux dans le comité provincial. Je suis venu à la conclusion que nous avons agi d'une façon non-démocratique et que nous portions la principale responsabilité pour la scission qui s'est produite." 208

La troisième divergence concernait la façon d'entrevoir le travail dans les masses et particulièrement le travail syndical. D'un côté, la direction du P.O.P. reprochait au groupe de Gagnon de ne pas vouloir s'investir totalement dans le travail syndical. La Résolution de 1947 disait :

[63]

"Au lieu de concentrer tous les efforts vers le support et la participation active aux luttes du prolétariat industriel la minorité veut s'en isoler, négliger le travail industriel et porter l'attention surtout sur les rapports avec des groupements en dehors du prolétariat industriel." 209

De l'autre, Gagnon soutenait que l'action de la Ligue des vétérans sans logis était positive et que les communistes devaient établir des liens avec les locataires, les organisations nationalistes et les jeunes travailleurs chrétiens notamment. Gagnon se heurtait au dogmatisme de certains dirigeants du P.O.P. et faisait face aux multiples accusations tendant à discréditer son travail qualifié de "réformiste" et d'"humaniste" auprès des sans logis. Gagnon et son groupe avait donc une autre conception du travail pratique parmi le peuple que celle des "intellectuels" de la direction. Gagnon s'était par ailleurs attiré beaucoup de publicité par son travail à la

---

208 Gui CARON, *Lettre de démission de 1956*, page 5.

209 Résolution du 5e Congrès provincial, 1947, reproduite dans *Contribution*, 8 février 1949.

Ligue et n'acceptait pas facilement de quitter la scène, et de remettre en question son travail à la base. Il prendra l'offensive contre la direction provinciale :

"Vouloir concentrer tous les efforts sur les luttes du prolétariat industriel, c'est tout simplement refuser de conduire la bataille contre le capitalisme dans sa plénitude. C'est réduire la politique communiste au niveau de la politique trade-unioniste." 210

Et dans le même numéro de *Contribution* de 1949 :

"Notre façon d'aborder les organisations petites bourgeoises et nationales ne nous rapproche pas des milliers de personnes qui suivent ces organisations mais plutôt nous en éloigne. Combien y a-t-il de membres de notre Parti qui comprennent qu'un de leurs devoirs est justement de se créer des relations avec des personnes appartenant à d'autres groupements tels la J.O.C., Société St-Jean-Baptiste, organisation nationale ?" 211

Concernant le travail dans les syndicats, il y dénonce l'économisme :

"Dans certains cas, notre travail se limitera à atteindre certains postes stratégiques pour ensuite régner par décrets dans certaines branches du mouvement ouvrier. Dans d'autres cas, la discussion des problèmes et la prise de décisions se limiteront au bureau et à l'exécutif de l'union pour être ensuite transmis comme un décret dans les groupes industriels. En d'autres mots, ne pas combattre la tendance économiste, c'est glisser vers le bureaucratisme syndical." 212

Charles Halary poussera encore plus loin cette critique, en y voyant la cause de l'expulsion des communistes des syndicats, en adoptant un point de vue trotskyste :

"Implantés généralement bureaucratiquement dans le mouvement syndical au cours de la guerre à cause de leur politique de Front National et de leur alliance tacite avec le Parti libéral [64] contre les mouvements de grève, les militants du P. O. P. en furent chassés tout aussi bureaucratiquement après la guerre. (...) Aucune réaction de la moindre fraction de la classe ouvrière québécoise ne fut enregistrée pour s'opposer à la chasse aux mem-

---

210 H. GAGNON, *Contribution*, 8 février 1949, 8-9.

211 H. GAGNON, *idem*, 12.

212 H. GAGNON, *idem*, 15.

bres du P.O.P. Celui-ci payait sa renonciation à donner une éducation communiste aux ouvriers dans les unions où il était influent." <sup>213</sup>

Nous ne partageons pas ce point de vue; outre le fait que les syndicalistes communistes ont bâti de façon militante les syndicats industriels et non de façon bureaucratique comme l'affirme Halary, il est un peu facile d'attribuer à l'absence d'éducation communiste un rôle aussi déterminant dans la répression généralisée de l'après-guerre. Pour conclure que le travail dans les syndicats fut principalement économiste, il faudrait développer notre enquête.

Au Congrès d'octobre 1947, la scission n'opposa donc pas deux lignes clairement définies sur la question nationale et les relations fédérales-provinciales. Il ne faudrait pas caricaturer la position du groupe de Gagnon en disant qu'il voulait défendre "l'autonomie provinciale" et s'opposer à l'introduction, par le gouvernement libéral fédéral, d'importantes réformes sociales, pour ensuite s'opposer à cette position." <sup>214</sup> Les accusés de 1947 n'avaient pas formulé explicitement une position alternative à la ligne critiquée. Au-delà de la question nationale, c'est toute la façon de diriger de l'équipe provinciale s'appuyant bureaucratiquement sur le palier supérieur qui a entraîné une attitude d'hostilité de la part des dissidents et le développement de ce qui fut appelé la "faction nationaliste". L'attitude rigide, pour ne pas dire "dogmatique", de la direction du P.O.P. avait rendu très difficile la résolution des contradictions au sein du Parti. Plutôt que d'engager un véritable débat avec ses militants ouvriers de la base, il fut plus facile pour la direction de procéder à un règlement de comptes radical avec les "gauchistes" embarrassants, au moyen d'une résolution en provenance de Toronto. D'une certaine façon, Gagnon remettait en cause le fonctionnement de l'autonomie d'action du groupe francophone au sein du Parti. C'est pourquoi on le força à démissionner avec Samuel et les autres, entraînant du même coup la défection d'environ 300 des 700 membres francophones du Parti.

---

<sup>213</sup> C. HALARY, *Étude sur la question nationale*, 279 et 280.

<sup>214</sup> C'est un peu ce que fait M. FOURNIER dans *Communisme et anticommunisme*, p. 109, lorsqu'il donne raison à la direction du P.O.P. d'avoir agi comme "la plupart des autres éléments progressistes du Québec".



### 2.3.5 Les relations du groupe de Gagnon avec le P.O.P. après octobre 1947

[Retour à la table des matières](#)

Après l'éclatement de la section québécoise du P.O.P., les membres exclus et les nombreux démissionnaires qui les suivirent hésitèrent avant de créer un autre Parti. On consacra beaucoup d'énergie à discuter des possibilités de réintégration au Parti. Après la scission, un petit groupe forma la "Ligue d'action ouvrière". Oscar Roy dans une dénonciation [65] du groupe de Gagnon, en novembre 1948, résume ainsi la situation :

"Après enquête menée par le Parti, Henri Gagnon fut expulsé pour ses attaques contre le Parti, les autres à l'exception de Emery, Samuel qui a aussi été expulsé, se retirèrent du Parti n'étant pas d'accord avec la politique du Parti. Dans leurs lettres, ils caractérisaient les chefs élus du Parti comme "petits bourgeois". et déviationnistes de droite. (...) cela servait à les rapprocher de plus en plus des trotskystes et leur ralliait un nombre d'individus à tendances anarchistes qui gravitaient autour du Parti. Ils formèrent alors la Ligue d'action ouvrière." <sup>215</sup>

En décembre 1947, Tim Buck se rendit lui-même chez Henri Gagnon, de la part du Comité provincial, pour discuter de la possibilité de la réadmission de Gagnon. Selon Oscar Roy, Gagnon aurait exigé que tout le groupe de la Ligue d'action ouvrière puisse réintégrer "en bloc" le Parti. Buck aurait exigé la dissolution immédiate du groupe, la demande d'admission individuelle et l'acceptation par chacun de la politique du Parti. Roy raconte :

"H. Gagnon indiqua qu'il considérait de telles conditions inacceptables et qu'en tout cas, c'était lui et son groupe qui était le Parti, qu'il avait le contrôle sur les membres du Parti et qu'il serait mieux pour les chefs du Parti de faire la paix avec lui immédiatement." <sup>216</sup>

---

<sup>215</sup> O. ROY, "Les aboyeurs anti-parti", *Action*, nov. 1948. Il apporte la version officielle de l'époque en retraçant l'histoire de la "faction Gagnon".

<sup>216</sup> *Ibid.*

La Ligue fut dissoute. Le P.O.P. y vit "une manœuvre pour faciliter leur entrée dans le Parti dans le but de continuer la lutte sous d'autres formes" <sup>217</sup>, sans accepter l'autocritique exigée ni la ligne du Parti. Oscar Roy fait grand état des rapports que certains membres du groupe de Gagnon entretenaient alors avec "un trotskyste notoire, Dawson" <sup>218</sup>. En 1948, après la dissolution de la Ligue, les ex-membres du P.O.P fondèrent une Ligue pour la paix. Les militants du Parti trotskyste formé en 1946, le Parti ouvrier révolutionnaire, s'intéressaient aux activités de la Ligue pour la paix." <sup>219</sup> En mars 1948, les trotskystes faisaient paraître leur premier bulletin en français au Québec : "*La Vérité*" <sup>220</sup>. Ils y publiaient une lettre ouverte à la Ligue pour la paix afin d'ouvrir un débat entre le P.O.R. et les dissidents du P.O.P. d'octobre 47.

"Le P.O.R. caractérisait les oppositionnels comme une tendance de gauche émanant du stalinisme et approuvait dans leurs grandes lignes les critiques effectuées tout en émettant des réserves sur la dynamique pacifiste de la

---

<sup>217</sup> *Ibid.*

<sup>218</sup> *Ibid.*

<sup>219</sup> Sur les origines du mouvement trotskyste au Canada et en particulier l'histoire du Parti ouvrier révolutionnaire, section canadienne de la 4e Internationale, consulter C. HALARY, *Étude de la question nationale...*, (Thèse de doctorat, sociologie, Univ. de Montréal, 1977), pages 291 à 296 (et p. 280, note 1). On y apprend que pendant la 2e guerre les trotskystes entrèrent dans l'illégalité jusqu'en mai 1945, date où une publication régulière "*Labor Challenge*" ouvrit la voie à la formation à l'automne 1946 du P.O.R. Ce parti est essentiellement composé de syndicalistes, peu nombreux toutefois. Au Québec, deux dirigeants importants du C.I.O., Jean-Marie Bédard et Julien Major constituaient avec Murray Dawson les dirigeants les plus connus du mouvement trotskyste, qui se désintégra au début des années cinquante en même temps que la grande scission de 1953 au plan international.

<sup>220</sup> Le journal *La Vérité* est une publication miméographiée mensuelle et son influence se limitait principalement au Syndicat international des Travailleurs du bois d'Amérique qui organisait les bûcherons en Abitibi et en Gaspésie-Bas Saint-Laurent. Dans le numéro 3 (vol. 1) de mai 1949, on y trouve le Manifeste du P.O.R. et un historique du trotskysme au Canada. C'est dans le no 1 (vol. 1) de mars 1949 que le P.O.R. publie une lettre ouverte à la ligue pour la paix et la démocratie animée par Gagnon. Dans le numéro d'Action (du P.O.P.) de mai-juin 1949, Pierre Gélinas accusera Gagnon de reprendre les accusations des trotskystes. Voir P. GÉLINAS : "Gagnon et les trotskystes : deux armes de l'anticommunisme", *Action*, mai-juin 1949, 7-11 : "Que Gagnon et la clique trotskyste ne soient que deux mains du même polichinelle anticommuniste que Duplessis fait danser au Québec, c'est ce qui est évident aujourd'hui" (p. 10). Gagnon est accusé d'attaquer le leader national du P.O.P., de ne pas défendre l'U.R.S.S., d'aider les propagateurs de l'anticommunisme et d'adopter les analyses trotskystes.

Ligue pour la paix en lui opposant la nécessité de construire "un parti prolétarien de masse ". <sup>221</sup>

Ils menaient campagne contre le P.O.P., "parti communiste stalinien" qui avait, selon le P.O.R., appuyé la dernière guerre, brisé les grèves, favorisé le travail accéléré dans les usines, dénoncé les trotskystes et travaillé en faveur de la conscription !" <sup>222</sup> Ils tentèrent sans succès de [66] rallier le groupe de Gagnon. <sup>223</sup>

Ce n'est qu'en 1949 que le groupe Gagnon fonda le "Parti Communiste du Canada français" dont la publication mensuelle *Contribution* affichait : "Organe pour l'avancement des forces communistes" et toujours en première page : "L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes". Ce Parti rival du P.O.P. ne connaîtra qu'une courte existence. Il sera dissous en 1950. Gérard Filion dans *Le Devoir* décrivait ainsi la division chez les communistes :

"Voilà ce qui se passe chez la poignée de communistes canadiens-français qui s'agitent à Montréal. Ils sont à peine quelques centaines et déjà ils sont divisés en deux et même en trois mouvements ennemis. Il y a des communistes de la commune observance dont l'expression politique est le Parti Ouvrier Progressiste et qui obéissent strictement à la règle du Parti. Il y a aussi un clan de trotskystes, pour qui le groupe de Gui Caron, Pierre Gélinas sont des embourgeoisés et des vendus. Il y a enfin un groupe de communistes nationalistes (sic) qui se réclament de Marx, Engels, Lénine et Staline, mais qui prêchent la nécessité d'un Parti séparé pour le Canada français." <sup>224</sup>

Gui Caron refusera toujours au nom du P.O.P. d'accorder la moindre reconnaissance à ce qu'il a toujours considéré comme un "soi-disant Parti communiste".

---

<sup>221</sup> *La Vérité*, organe du P.O.R., mars 1949, 9. Cité par C. Halary, *Étude sur la question nationale...*, p. 280, note 1.

<sup>222</sup> *La Vérité*, mars 1949, p. 4. Cité par C. HALARY, *idem*, 292.

<sup>223</sup> Selon HALARY, "Sur la question nationale, le P.O.R. semblait plus préoccupé de ses répercussions sur le mouvement ouvrier que le P.O.P. mais aucune prise de position précise n'en découlait au niveau politique. Le P.O.R. manqua une chance de consolider un pôle communiste alternatif à celui représenté par le courant stalinien du P.O.P. en ne menant pas à bien le débat avec le groupe de militants ouvriers francophones qui avaient quitté le P.O.P. en 1947", *idem*, p. 295.

<sup>224</sup> Gérard FILION, *Le Devoir*, éditorial du 13 juillet 1949.

La publication du comité provincial du Québec, *Action*, maintient une vive polémique contre le groupe de Gagnon.<sup>225</sup> Par exemple, dans l'éditorial du mois de mars 1950, Gui Caron accuse le Parti communiste canadien-français d'être "un agent du State Department".<sup>226</sup> Dans le même numéro d'*Action*, on publie une lettre du P.O.P. à Henri Gagnon dans laquelle Gui Caron reproche à Gagnon de ne pas appuyer la position du Parti adoptée au 7<sup>e</sup> Congrès provincial qui consistait à "réclamer une constitution canadienne qui reconnaisse explicitement le droit du Canada français de ne pas être entraîné en guerre contre son gré".<sup>227</sup> Caron reproche au dirigeant de la "faction" d'avoir dans un premier temps accusé le Parti d'avoir adopté une politique de "nihilisme national" et, dans un deuxième temps, "voilà que vous aboutissez en nous accusant de "vouloir placer la nation avant tout et au-dessus de tout" en nous accusant de nationalisme."<sup>228</sup> "Est-ce un écart de la position marxiste sur la question nationale que de réclamer un des aspects les plus importants du droit de la nation canadienne-française à disposer d'elle-même ?" se demande paradoxalement le chef de la section québécoise du P.O.P. Dès 1950, la question du droit à l'autodétermination pour la nation canadienne-française devient plus présente dans les textes du P.O.P. Commentant la proposition adoptée au 7<sup>e</sup> Congrès sur le projet de nouvelle constitution, O. Roy y voit "l'expression vivante, dans des termes qui peuvent atteindre et remuer les masses, du [67] droit de la nation canadienne-française à disposer d'elle-même."<sup>229</sup> En août 1951, le Rapport du 9<sup>e</sup> Congrès provincial aborde de nouveau le cas de Gagnon, qui vient de dissoudre son "Parti" mais qui a lancé une nouvelle publication signée par le "Groupe de l'unité ouvrière". Le P.O.P. conclut que Gagnon est résolu à maintenir à tout prix un groupe organisé en opposition au P.O.P. On le considère toujours comme un "scissionniste et diviseur professionnel".<sup>230</sup> En sep-

<sup>225</sup> Parmi les principaux articles dénonçant le groupe Gagnon, consulter ceux de novembre 1948 (contre la revue *Contribution*), janvier 1949 (dans le rapport du 6<sup>e</sup> Congrès, déclaration du P.O.P. refusant les réadmissions de H. et Yvonne Gagnon, Evariste et Angéline Dubé, Guy et Jeanne Desjardins, Mme Morand et Albert Binette; février-mars 1950 (Éditorial de Caron et Lettre du P.O.P. à H.G.); août 1951 (le rapport du 9<sup>e</sup> Congrès aborde le cas de Gagnon) et septembre 1951 (dénonciation du groupe de l'Unité ouvrière de Gagnon).

<sup>226</sup> Éditorial, in *Action*, mars 1950.

<sup>227</sup> "Lettre du P.O.P. à Henri Gagnon", in *Action*, fév.-mars 1950, p. 7.

<sup>228</sup> *Ibid.*

<sup>229</sup> *Action*, fév.-mars, 1950.

<sup>230</sup> "Construisons le Parti de la classe ouvrière, le Parti de la nation canadienne", in *Action*, août 1951.

tembre 1951, *Action* publie un article signé par le comité provincial du P.O.P. : "Henri Gagnon et "L'Union ouvrière".

"Gagnon continue à maintenir son organisation, avec le seul changement de nom. Il a repris la publication de son "organe" "L'Unité" dont le sous-titre ("Pour la paix et l'instauration du socialisme") (...) révèle sans aucun doute possible l'identité politique du soi-disant "Parti communiste" et du groupe d'"Unité ouvrière". Les membres sont les mêmes, le programme est le même, les activités sont les mêmes. (...) Gagnon seul porte la responsabilité du fait qu'il se trouve encore en dehors du Parti." <sup>231</sup>

Les tentatives de Gagnon pour réintégrer le Parti ouvrier progressiste avaient échoué. Au 6e Congrès provincial, les dirigeants avaient émis une déclaration, publiée dans le numéro d'*Action* de janvier 1949, qui expliquait le refus de réintégrer au Parti une dizaine d'ex-membres. On demandait aux "factionnalistes" de reconnaître et de corriger leurs erreurs et on concluait que

"leurs applications pour réadmission au Parti font partie de leurs tentatives pour introduire à nouveau dans le Parti leur activité factionnelle et leur idéologie nationaliste petite-bourgeoise. Toute leur campagne pour réadmission au Parti a été conduite sur la base de leur "droit démocratique" de partager des opinions antimarxistes et de lutter pour les faire reconnaître dans le Parti." <sup>232</sup>

Dans son numéro de mars 1950, *Contribution* publie une "Lettre ouverte à M. Caron", datée du 27 février 1950, l'invitant à convoquer "une conférence où serait discuté le problème de l'unité des forces communistes". Gagnon rejette l'attitude du P.O.P. qui lui attribue le monopole de l'erreur. Gagnon y rappelle les tentatives de son groupe pour réintégrer le Parti ouvrier progressiste; parlant au nom du Parti communiste canadien-français, Gagnon souligne les gestes d'unité de son groupe :

"Chez les membres de notre groupe ce désir de travailler à l'unité des forces communistes n'est pas un fait nouveau. Déjà en 1948, la Ligue d'action ouvrière qui n'était pas un Parti fut dissoute à la demande du P.O.P. sans

---

<sup>231</sup> "Henri Gagnon et l'Unité ouvrière" par le comité provincial du P.O.P., *Action*, septembre 1951.

<sup>232</sup> *Contribution*, mars 1950, vol. 2, no 3, p. 1 à 7, "Lettre ouverte à M. Caron". La lettre est datée du 27 février 1950 et constitue une réponse à la lettre envoyée par Caron à Gagnon le 16 février 1950.

que cela n'apporte aucun résultat. En 1949, plus de 140 militants ouvriers, sans Parti, vous adressaient une pétition demandant de convoquer une conférence où serait discuté le problème de l'unité. (cf. *Contribution*, vol. 1, no 6, juin [68] 1949). Ce n'est qu'après et à la suite de votre refus de considérer toutes ses demandes que se forma en 1949 le Parti communiste du Canada français. Mais je tiens à vous faire remarquer que dans la même période nous déclarions dans *Contribution* : "Conscients de notre devoir nous avons pris la responsabilité de demander au Parti ouvrier progressiste d'appeler une conférence. Pour nous, ce qu'il y avait d'important n'était pas de savoir qui avait raison lors du Congrès de 1947. Comme des communistes nous nous tournons surtout vers les nécessités actuelles et vers l'avenir. Ce qu'il y a d'important pour nous, c'est la lutte pour le socialisme en 1949. C'est pourquoi la porte reste ouverte pour toute conférence où seraient discutées franchement les divergences politiques en vue de l'Unification des forces militantes du socialisme." <sup>233</sup>

C'est dans cette lettre que Gagnon soulignait que l'on a "absolument tort de regarder le Parti communiste du Canada français comme un groupe d'opposition au P.O.P." et que son groupe ne désirait "d'aucune façon vous amener à reconnaître l'existence du Parti communiste du Canada français". Il répondait à plusieurs critiques adressées par Gui Caron en particulier au chapitre de la reconnaissance de ses "erreurs" :

"Sur l'absence d'autocritique que vous avez remarquée dans l'Appel à l'Unité que j'ai envoyé à Tim Buck, je ne puis que vous répondre que l'absence d'autocritique ne se fait pas sentir uniquement chez moi. Il ne serait pas incorrect de dire que l'autocritique et la critique manquent depuis beaucoup plus de deux ans. En parlant d'autocritique absente, je ne m'exclue nullement. Sur ce sujet, j'espère qu'une Conférence d'unité tiendra place et que c'est sous le signe de l'autocritique que les discussions prendront place, et que l'autocritique sera employée par les uns comme par les autres." <sup>234</sup>

La réconciliation n'eut pas lieu. Le groupe de Gagnon va réduire ses activités, les militants quittant peu à peu en abandonnant la partie. Certains d'entre eux revinrent quelque temps au P.O.P. en 1956. Gagnon réintègre alors pour quelques mois le P.O.P., en compagnie d'une cinquantaine de camarades, il écrit dans *Clarté* et relance le débat contre le dogmatisme. Il participe aussi à une vaste enquête sur les événements

---

<sup>233</sup> *Contribution*, vol. 2, no 3, mars 1950, p. 1.

<sup>234</sup> *Ibid.*

de 1947 dont les conclusions ont été d'exiger le retrait de la résolution de 1947 concernant l'existence d'une fraction nationaliste, le retrait de toutes les accusations ou mesures disciplinaires portées contre le groupe de H. Gagnon et la réhabilitation de tous les camarades injustement accusés. Les révélations de 1956 l'amèneront à quitter de nouveau.

Quant au P.O.P., à la veille des élections provinciales de 1952, il lance un "Appel à tous les Canadiens français patriotes",<sup>235</sup> "qu'ils [69] aient été supporteurs de l'UN ou du Parti libéral". Pierre Gélinas va jusqu'à donner l'exemple de Papineau comme "un grand moment d'unité nationale" :

"Ce n'est pas d'aujourd'hui que les meilleurs fils du Québec cherchent à se libérer de la dictature des vieux Partis. À créer l'unité des Canadiens français au-dessus des petites partisaneries. L.-J. Papineau symbolise un des plus beaux moments de notre histoire. (...) Longtemps Henri Bourassa a lutté pour le même idéal."<sup>236</sup>

Gélinas reprend même des extraits de René Chaloult, dans sa dénonciation des vieux Partis, en insistant sur le "dévouement à la patrie". En même temps qu'on essaie de se rapprocher des "patriotes sincères", trompés par Duplessis, on tend la main fraternelle aux "catholiques". *Action* cite les "paroles chrétiennes" de Mgr Charbonneau en démontrant les liens qui unissent l'humanisme chrétien et le marxisme.

Depuis le 9e Congrès, dont le Rapport a été publié dans la livraison d'*Action* du mois d'août 1951, le Parti semble avoir adopté la ligne politique "nationaliste québécoise". Le slogan mis de l'avant à ce Congrès était : "Construisons le Parti de la classe ouvrière canadienne, le Parti de la nation canadienne-française".<sup>237</sup> La direction du P.O.P. est de plus en plus consciente de la question québécoise. Le Parti lutte pour accentuer son travail en milieu francophone. Ainsi Camille Dionne écrit dans "La bataille pour *Combat*" qu'il faut hausser la diffusion de *Combat* dont la publication a été temporairement interrompue par Duplessis qui a cadenassé les bureaux de la presse, chez les francophones :

---

<sup>235</sup> Pierre GÉLINAS, "Union de tous les patriotes", in *Action*, janvier 1952, p. 1-5.

<sup>236</sup> *Ibid.*

<sup>237</sup> Rapport au 9e Congrès. Août 1951, *Action*, Gui CARON, "L'axe St-Laurent - Duplessis, ennemi avéré de la paix, la sécurité et les droits du Canada français" (25 pages).

"Certains camarades remarquent souvent que nous n'avons pas suffisamment de littérature de langue française dans le Parti. C'est juste. Une des méthodes de combler cette lacune, c'est en bâtissant la circulation de *Combat*." 238

Le nouveau programme du P.O.P., "premier document de ce genre que nous avons adopté depuis les années 30", 239 rendu public avant les élections de 1952 reconnaissait enfin explicitement les droits nationaux des Canadiens français, "y compris le droit de sécession du Canada français". Il déclare que :

"le Canada anglais ne saurait imposer au Canada français aucune institution, changement social ou politique contre la volonté du peuple du Québec. (...) Il confirme ( ... ) l'identité d'intérêts de la classe ouvrière canadienne et de la nation canadienne française toute entière, à l'exception d'une poignée de "chouayens", traîtres à leur patrie." 240

Le Parti serait-il passé d'une position "chauvine" à une position "étroitement nationaliste" ? La surenchère nationaliste pratiquée par Duplessis et sans doute la crise de 1947 ont forcé le P.O.P. à tenir compte davantage du problème national québécois. Dans la déclaration du Comité provincial du P.O.P. sur les élections provinciales qui avaient [70] réélu Duplessis en 1952, on faisait cette analyse :

"La différence entre la campagne de Duplessis en 1952 et celle de 1948 indique qu'il devient quasi impossible de soutenir effectivement sa ligne démagogique de nationalisme. (...) Il est clair que la lutte pour l'indépendance nationale continuera à prendre de plus en plus d'importance au fur et à mesure que le peuple comprendra que les intérêts nationaux sont trahis aussi bien par l'Union nationale que par les Libéraux." 241

L'adoption d'une ligne nationaliste par la section québécoise du P.O.P. est également liée à la position de Staline sur la question nationale, comme l'a démontré N. Penner.

---

238 Camille DIONNE, "La bataille pour *Combat*", *Action*, janvier 1952.

239 G. CARON, "Les 30 ans du Parti de la Nation", *Action*, janvier 1952.

240 G. CARON, *Action*, mars 1952, p. 4.

241 Déclaration du P.O.P. sur les élections provinciales de 1952, dans *Action*, août 1952, p. 8.



## 2.4. Le rapport Krouchtchev et le P.O.P., 1956-1957

[Retour à la table des matières](#)

Le 24 février 1956, au cours du XXe Congrès du P.C.U.S. tenu 3 ans après la mort de Staline, Nikita Krouchtchev, premier secrétaire du comité central du Parti, prononça le célèbre "rapport secret" sur le "culte de la personnalité" en U.R.S.S. Véritable réquisitoire contre le stalinisme, le rapport ne se contentait pas de dénoncer abstraitement les violations de la légalité socialiste, les atteintes à la démocratie au sein du P.C.U.S., les erreurs théoriques, économiques et militaires de Staline et les génocides de minorités nationales, mais il donnait les faits, les chiffres, bien que de façon incomplète, concernant les exécutions sommaires et les procès truqués de milliers de communistes étrangers et soviétiques pendant la période 1934-1953. De plus, le rapport mettait à nu le culte effréné de la personne de Staline que le Parti avait édifié en près de trente ans de pouvoir absolu. Les exemples de ces crimes et de ce culte sont trop connus pour qu'il convienne de s'y arrêter ici. <sup>242</sup> La plupart des dirigeants du mouvement communiste mondial prirent alors connaissance de ces faits, mais les simples membres n'apprirent l'existence de ce rapport qu'en mars par la presse bourgeoise et ce fut le New York Times qui en publia pour la première fois le contenu en juin 1956. Comme l'a signalé Branko Lazitch, aucun P.C., y compris le P.C.U.S., n'a encore publié ce rapport. Aucune étude n'est venue le compléter en U.R.S.S. même <sup>243</sup> et les seuls effets tangibles qu'il eut en ce pays se matérialisèrent par quelques milliers de "réhabilitations à titre posthume" des victimes du stalinisme. Par ailleurs, les rapports officiels de Krouchtchev et de Malenkov

---

<sup>242</sup> Voir à ce sujet *Le rapport Khrouchtchev et son histoire* de Branko LAZITCH, Paris, Seuil, 1976, coll. Points d'histoire, qui contient le texte du rapport tel que traduit par le journal *Le Monde* en 1956, revu par l'auteur.

<sup>243</sup> Signalons toutefois l'ouvrage critique de l'historien soviétique Roy MEDVEDEV, *Le stalinisme, origines, histoire et conséquences*, Paris, Seuil, Combats, 1972, 638 p.; Medvedev entreprit ce travail dans la foulée des XXe et XXIIe Congrès du P.C.U.S. alors que les historiens soviétiques étaient mis à contribution pour éclairer le passé de l'U.R.S.S., mais la déstalinisation avorta et les Soviétiques eux-mêmes ne purent prendre connaissance de ce volume qui n'est publié qu'en Occident.

à ce congrès mirent de l'avant les thèses de la possibilité d'un passage pacifique au socialisme dans certains pays développés et de la coexistence pacifique entre régimes socialiste et capitaliste." <sup>244</sup> Ces dernières thèses [71] seront développées et mises à jour au cours des XXI et XXIIe Congrès du P.C.U.S. et elles serviront de justification à la rupture sino-soviétique des années soixante. Quant aux relations entre Partis communistes, elles devaient être maintenant marquées au coin de l'égalité et de la fraternité et les références au Parti-guide se firent de plus en plus rares, du moins pendant une brève période de temps. En fait, cela correspondait à la situation complexe du mouvement communiste qui comprenait alors des Partis au pouvoir, d'autres dans l'opposition, certains en pays développés, d'autres dans les pays du Tiers-monde, et qui voyait surgir concrètement la pluralité des voies menant au socialisme. C'est dans cet esprit que le *Kominform* fut aboli dès avril 1956.

Au Canada, la direction du Parti convoqua une rencontre de l'exécutif national (N.E.C.) en mai 1956. Dans une lettre que le département d'éducation du N.E.C. avait fait parvenir aux membres en mars, la direction avait précisé les grandes lignes du nécessaire débat que le P.O.P. (qui prenait aussi le nom de Parti ouvrier canadien comme "front électoral" à l'époque) devait tenir sur les implications du rapport secret de Krouchtchev. Pour la direction, la situation d'ensemble offrait de nouvelles perspectives avec l'édification d'un système d'États socialistes aux côtés de l'U.R.S.S., l'imminence d'une crise du monde capitaliste et les possibilités nouvelles d'alliance que l'on croyait déceler dans la conjoncture politique canadienne avec les socialistes de la C.C.F. Comme on le verra plus tard, cette perspective euphorique tranchait rigoureusement avec la réalité d'un P.O.P. pratiquement absent de la scène politique canadienne et isolé de plus en plus au sein des masses populaires. Quoi qu'il en soit, la direction cherchait à enjoliver la situation d'ensemble pour tenter d'isoler les implications terribles des révélations de Krouchtchev sur le moral des communistes canadiens. C'est pourquoi elle choisit dans un premier temps de lancer un appel à la lutte contre le dogmatisme au sein du P.O.P. et reprit à son compte les thèses du rapport secret contre le culte de la personnalité. <sup>245</sup> Rappelons que ce n'est qu'au

---

<sup>244</sup> Sur cet aspect, voir entre autres, François FEJTO, *L'héritage de Lénine*, Librairie générale française, Nlle éd. revue et aug., 1977, le livre de poche. coll. Pluriel, no 8318, p. 263-292, et Jacques LÉVESQUE, *Le conflit sino-soviétique*, Paris, P.U.F., col. Que sais-je ? 1973.

<sup>245</sup> *Discussion of the 20th Congress of the C.P.S.U.*, lettre du N.E.C., 26 mars 1956, ronéo, 3 p., Archives Robert Comeau.

mois de juin que les membres purent prendre connaissance du contenu du rapport à travers la presse bourgeoise, puis le *Canadian Tribune* qui le reproduisit. La direction semblait alors prête à ouvrir une large discussion sur le rapport et ses implications quant à la vie interne du P.O.P. lui-même. Mais cette libéralisation fut rapidement étouffée par Tim Buck.<sup>246</sup> La position de ce dernier était relativement précaire dans pareil contexte : n'avait-il pas lui-même fait l'objet d'un certain culte de la personnalité dans les rangs du P.O.P. et n'avait-il pas largement encouragé celui de Staline ? Ne voyait-il pas, par ailleurs, que les révélations contenues dans le rapport Krouchtchev risquaient de décevoir bon nombre de militants et de travailleurs à propos de Staline et du système socialiste ? Mais il semble que dans un premier temps Buck ait laissé s'exprimer la [72] critique des membres, par choix ou parce que la pression à la base était trop forte, peu importe. Vers la mi-juin, l'exécutif du Parti fit circuler un projet de lettre<sup>247</sup> à envoyer au C.C. du P.C.U.S. qui exprimait la vive insatisfaction du P.O.P. sur les explications fournies par Krouchtchev sur les raisons des violations de la démocratie socialiste par Staline de 1934 à 1953. Selon le N.E.C., Krouchtchev n'a fourni aucune explication réellement marxiste des circonstances ayant permis à Staline d'exercer un pareil pouvoir en U.R.S.S. On questionnait ouvertement la direction elle-même du P.C.U.S. sur sa faiblesse devant Staline, sur ses responsabilités devant les révélations et on se demandait comment concilier l'idée que le socialisme s'édifiait en U.R.S.S. pendant que des milliers de communistes étaient tués ou emprisonnés et que la peur avait remplacé la démocratie dans le P.C.U.S. Par ailleurs, le N.E.C. critiquait la "naïveté" du P.C.U.S. qui crut pouvoir garder secret le rapport de Krouchtchev alors que sa publication par le *New York Times* avait placé les communistes du monde entier dans une position inconfortable. Qualifiant la situation en U.R.S.S. comme un "calvaire de sang et de souffrances" sous Staline, le N.E.C. tirait les conclusions qui s'imposaient du XXe Congrès. Il fallait d'abord restaurer le principe de l'égalité entre les P.C. De plus, la voie soviétique n'était plus la seule voie vers le socialisme; chaque parti pouvait contribuer à enri-

<sup>246</sup> Voir le point de vue de Buck lui-même sur les effets du XXe Congrès dans *Yours in the Struggle*, les chapitres 41, "Personal impressions of Stalin and Trotsky", 42, "The Stalin period"; 43, "The Twentieth congress of the C.P.S.U.", mais Buck demeure avare de commentaires sur le rôle personnel qu'il a joué dans le P.O.P. pour étouffer la libéralisation du Parti et la critique envers le P.C.U.S.

<sup>247</sup> Deux versions furent produites de ce document, l'une le 22 juin, l'autre, le 26, sous les titres respectifs : *Draft of letter to National Committee Members Party clubs and Committee* et *Statement of the National Executive Committee*. L.P.P.

chir la théorie et la pratique du socialisme et, finalement, le P.C.U.S. devait fournir davantage d'explications aux Partis-frères. Le N.E.C. allait même jusqu'à s'autocritiquer pour avoir tardé à tirer les leçons du XXe Congrès, signalant que la dépendance du P.O.P. à l'endroit du P.C.U.S. en était la cause. La deuxième version de ce document insistait sur la question juive en U.R.S.S., la responsabilité collective de la direction du P.C.U.S., l'usage de la peine de mort comme solution aux crises politiques, etc.

De plus, dans une lettre de préparation au prochain Congrès national du P.O.P., le N.E.C. exhortait les membres du Parti à débattre de toutes les questions théoriques et pratiques concernant le Parti, y compris le concept de dictature du prolétariat, et concluait sur un appel à faire du P.O.P. un authentique Parti des socialistes canadiens. <sup>248</sup>

Au même moment, le célèbre dirigeant du Parti communiste italien, Palmiro Togliatti, avançait ses thèses sur l'absence d'une analyse marxiste du phénomène stalinien, la bureaucratisation de l'État soviétique et le "polycentrisme" dans le mouvement communiste international, au cours d'une entrevue qu'il accorda à une revue italienne. <sup>249</sup> La brèche ouverte par Krouchtchev dans l'édifice du stalinisme risquait maintenant de provoquer l'écroulement de tout l'édifice lui-même. <sup>250</sup> Aussi, dès le 30 juin, le C.C. du P.C.U.S. rendit publique une mise au point condamnant ceux qui critiquaient la direction du P.C.U.S. et qui laissaient croire que toutes les explications n'avaient pas été fournies [73] par les dirigeants soviétiques. En juillet, le N.E.C. approuva cette position, à l'exception de Gui Caron et de J.B. Salsberg. <sup>251</sup> Quelques mois plus tard, Buck expliquera que cette déclaration du C.C. du P.C.U.S. "a marqué le point où nous, en tant que Parti, devons revenir aux problèmes canadiens." <sup>252</sup>

<sup>248</sup> *Open Wide, and Free Discussion of the Party Work. Program and Constitution*, N.E.C., ronéo, (suite au document du 26 juin 1956.)

<sup>249</sup> B. LAZITCH, *op. cit.*, p. 27. La revue était *Nuovi Argumenti*, no 20, 16 juin; *L'Unita*, organe du P.C. italien, la reproduisit le 17.

<sup>250</sup> D'ailleurs, les brèches n'étaient pas qu'idéologiques. 1956 verra l'insurrection ouvrière de Poznan en Pologne, la "révolution hongroise", le conflit Pologne-U.R.S.S., etc. Voir le no spécial de la revue *Les temps modernes* de déc. 1957 - jan. 1958.

<sup>251</sup> *Déclaration de Gui Caron*, 19 oct. 1956, p. 4.

<sup>252</sup> T. BUCK, "La voie canadienne vers le socialisme", in *Clarté*, oct. 1956, p. 7.

Mais il était déjà trop tard, trop de questions avaient été soulevées, trop peu de réponses avaient été données aux membres. En août, Buck dirigea une délégation du P.O.P. à Moscou comprenant Salsberg, L. Morris et W. Kardash. Ce n'est qu'en octobre que la délégation publia les impressions de son voyage après un violent débat opposant Salsberg à Buck sur la question juive notamment. <sup>253</sup> À Montréal, les militants francophones et anglophones n'acceptaient pas le recul de Buck et les explications insatisfaisantes de Krouchtchev. De plus, la brutale intervention du P.C.U.S. dans les affaires du Parti polonais (épreuve de force Gomulka-Krouchtchev) et de la Hongrie <sup>254</sup> provoqua de nouveaux débats acerbes : la déstalinisation n'était-elle qu'un rêve.

Arrivé d'urgence à Montréal, Buck rencontra les dirigeants de la section québécoise du Parti et posa les limites claires et nettes du débat. Ceux qui questionnaient le P.C.U.S. et critiquaient la direction du P.O.P. étaient des éléments anti-Parti, cherchaient à s'emparer de la direction du Parti de la classe ouvrière canadienne, etc. N'en pouvant plus, le leader provincial du P.O.P. Gui Caron démissionna avec cinq autres dirigeants, soit Frank Arnold, Pierre Gélinas, Norman Nerenberg, Harry Gulkin et Ken Perry. Pour Caron, les révélations du XXe Congrès avaient été un véritable choc et seule la perspective, encore réelle au printemps 1956, d'un changement profond dans l'attitude, le style de travail et la démocratie interne du Parti l'avaient retenu de remettre sa démission avant octobre 1956. La position irréductible et les attaques virulentes de Buck à son endroit et à l'égard de ceux qui critiquaient la direction centrale eurent raison de lui. Dans une déclaration pathétique, Caron expliqua comment l'idéal d'une démocratie socialiste en U.R.S.S. l'avait soutenu au cours de ses 18 ans de militantisme au Parti, alors que le rapport Krouchtchev avait révélé "une réalité qui, du point de vue cruauté, est plus apparentée à l'absolutisme médiéval, à la Sainte Inquisition ou à la Gestapo nazie qu'à autre chose". <sup>255</sup> Écoeuré par

---

<sup>253</sup> À J.B. Salsberg qui s'inquiétait du sort des Juifs soviétiques, Krouchtchev aurait dit que "là où s'établit un Juif, pousse une synagogue" sur un ton méprisant ("When a Jew sinks his anchor there immediately springs up a synagogue"), *Kochenblatt*, Toronto, 6 déc. 1956, in I. AVAKUMOVIC, *op. cit.*, p. 229.

<sup>254</sup> Le 23 octobre, les chars soviétiques tirent sur les "insurgés" hongrois. Imre Nagy redevient chef du gouvernement. Des conseils ouvriers se forment au cours d'un cessez-le-feu, mais le 5 novembre, nouvelle intervention soviétique et déportation de Nagy en Roumanie. Les conseils sont dissous, la loi martiale et les soldats russes viendront à bout d'une grève générale du 11 au 18 novembre.

<sup>255</sup> Déclaration de Gui Caron, 19 oct. 1956, p. 2.

le récit des crimes de Staline, Caron croyait partager une certaine responsabilité pour ses crimes puisqu'il avait, disait-il, contribué à les couvrir. Mais il voulut d'abord transformer le Parti sur les trois points suivants : "D'abord mettre fin à la conception du mouvement communiste mondial monolithique (...). Il faudrait briser une fois pour toutes la servilité idéologique envers le P.C.U.S. qui a caractérisé notre Parti"; ensuite "rejeter la conception étrangère de la démocratie avec laquelle nous sommes associés aux yeux du peuple canadien", c'est-à-dire la "dictature du prolétariat", et propager plutôt l'idée [74] "d'une Démocratie socialiste fondée sur les traditions parlementaires canadiennes"; enfin, il fallait, selon Caron, "réviser la conception du rôle d'un Parti marxiste" en rejetant l'idée de vouloir dépasser à tout prix la C.C.F. <sup>256</sup>

Mais les débats stériles de 1956 le convainquirent que le P.O.P. "ne peut pas être transformé en un parti socialiste véritablement démocratique et véritablement canadien" <sup>257</sup>. De plus, Caron constatait que le P.O.P. était lui-même aux prises avec "le problème du culte du chef national". <sup>258</sup> Revenant sur la scission de 1947, il se disait convaincu que la direction, et donc lui-même, avait agi de façon antidémocratique au Congrès lui-même, ce qui avait provoqué la session dont le Parti ne se releva jamais au Québec finalement. Caron concluait sur "le fait incontestable que le prestige moral et politique de notre Parti au Canada ne cesse de diminuer" et que cela était dû "dans une très grande mesure à nos propres actions" et à "notre servilité conséquente, et parfois ridicule, à l'égard du P.C.U.S." <sup>259</sup> Enfin, il ne voyait pas comment le Parti, "presque complètement exclu des grands courants de la vie politique de notre pays" <sup>260</sup> pouvait avoir de l'avenir au Canada.

Effectivement, le Parti n'était plus que l'ombre de ce qu'il avait été au cours de la guerre. Cette démission surprise et l'intense agitation qui régnait dans les clubs du Parti forcèrent la direction à réunir le Comité national (équivalent du Comité central dans la structure traditionnelle des P.C.) durant 12 jours consécutifs, soit du 28 octobre au 9 novembre 1956 pendant les événements de Pologne et de Hongrie. <sup>261</sup>

---

<sup>256</sup> Idem, p. 3.

<sup>257</sup> Idem, p. 5.

<sup>258</sup> Idem, p. 6.

<sup>259</sup> Ibid.

<sup>260</sup> Ibid.

<sup>261</sup> Sur cette réunion du N.C., voir AVAKUMOVIC, *op. cit.*, p. 229.

Au début, le leadership de Buck fut ouvertement remis en question par un groupe de militants qui préconisaient la mise en place d'une direction collégiale, ce qui impliquait une critique de l'exercice du pouvoir de Buck depuis qu'il assumait le poste de leader du Parti. Mais la position rigide du P.C.U.S. en Europe de l'Est découragea les militants et confirma Buck dans son indéfectible attachement à l'U.R.S.S. C'est finalement lui qui ressortit victorieux de cette épreuve de force entre orthodoxes staliniens et révisionnistes au sein du comité national. L'exécutif au grand complet démissionna, provoquant l'élection des seuls partisans de Buck à la direction des affaires du Parti et le rejet de ceux que Buck appelait les "révisionnistes de droite". C'est ainsi que des dirigeants aussi connus et expérimentés que Harry Binder, organisateur du P.O.P. au Québec, Steve Endicott, Sam Lipshitz, A.A. MacLeod, J.B. Salsberg et Stewart Smith quittèrent le Parti, complètement écœurés.<sup>262</sup> Au Québec seulement, au moins deux cents militants quittèrent le Parti, pendant que des dizaines d'autres ne participaient plus aux activités de leur club.<sup>263</sup>

Le 6e Congrès du P.O.P. fut retardé jusqu'en avril 1957, la diffusion de *Canadian Tribune*, l'organe central du Parti, chuta à moins de 4 000 exemplaires au pays, et aux élections fédérales de 1957 et 1958, le [75] Parti, complètement désorganisé, ne put présenter que 10 et 18 candidats qui ne recueillirent que 7 760 et 9 869 voix à travers le pays.<sup>264</sup> D'octobre 1956 à avril 1957, la direction québécoise et plusieurs clubs de Montréal tentèrent de renverser la vapeur en critiquant le dogmatisme et le sectarisme de Buck, en revenant même sur l'emploi de mots d'ordre "opportunistes", tels la *Liberal-labor coalition* du temps de guerre, l'élection d'un gouvernement C.C.F. au cours de la campagne électorale de 1948 et le parlementarisme du P.O.P.<sup>265</sup> L'enjeu du débat dépassait donc les seules retombées du rapport de Krouchtchev, c'est toute la ligne politique du P.O.P. depuis la guerre qui fut remise en question, quoique de façon très inégale et sans coordination. En avril, peu avant le Congrès national, la revue *Clarté* publia une analyse d'un club de Montréal qui constatait la profonde démoralisation des membres et le dépérissement de l'organisation

<sup>262</sup> Selon la revue *Clarté* de février 1957, AVAKUMOVIC' parle de plusieurs centaines de militants de Montréal qui quittèrent le P.O.P. à ce moment-là (*op. cit.*, p. 229).

<sup>263</sup> Selon R. LAUZIER, compagnon de H. Gagnon, seulement 40 % des membres assistaient aux assemblées de clubs à cette époque-là, tellement grande était la confusion à la base du Parti. Voir l'article de LAUZIER dans *Clarté* du mois d'octobre 1956.

<sup>264</sup> AVAKUMOVIC *op. cit.*, p. 235.

<sup>265</sup> Texte de John SWITZMAN dans *Clarté*, mars 1957.

du Parti à Montréal. La cause : le dogmatisme de la direction, la croyance aveugle en l'U.R.S.S. comme guide qui entraîna une absence d'analyse des conditions concrètes au Canada et qui a empêché le Parti de maintenir ses positions au cours de la période d'après-guerre. <sup>266</sup> Le document expliquait ainsi la situation :

"Il n'y a cependant pas de doute que notre développement a été freiné par notre tendance à idéaliser et à dogmatiser le marxisme au lieu de l'enrichir et de l'approfondir en y greffant nos propres observations et expériences actuelles dans la lutte pour le socialisme au Canada. Notre style ennuyeux et dépourvu d'imagination, tant dans nos écrits que dans nos discours, un style rempli du jargon de 1848 et de 1917, bourré du verbiage soviétique contemporain; notre approche froide et "politique" des gens; nos prophéties incessantes sur le désastre économique qui nous guette, prophéties que nous répétons presque avec une satisfaction méchante : notre peur des idées nouvelles, des débats ouverts et des points de vue non conformistes; notre admiration et appui inconditionnels, sans aucun sens critique, de l'Union soviétique; toutes ces pratiques non dialectiques, inhumaines et non canadiennes nous ont placés à part, nous ont éloignés de nos frères canadiens." <sup>267</sup>

La crise de 1956-57 acheva de briser le P.O.P., particulièrement au Québec, alors qu'une nouvelle génération de dirigeants quittait un Parti trop identifié au stalinisme, au dogmatisme, et à l'Union soviétique. <sup>268</sup> Huit ans plus tard, en 1965, le Parti reconnut une certaine autonomie organisationnelle à sa section québécoise en formant le Parti communiste du Québec, mais il était trop tard et le Parti ne put exercer un rôle important dans la classe ouvrière québécoise au cours de la "révolution tranquille."

\* \* \*

[76]

<sup>266</sup> "Statement to the National Committee from a Montreal club of the L.P.P." in *Clarté*, avril 1957, p. 6-14.

<sup>267</sup> Idem, p. 9.

<sup>268</sup> Henri Gagnon continua sa critique du Parti ouvrier-progressiste en fondant la revue *Débat* qui prolongea *Contribution*. Dans le no 5 de *Débat* (avril-mai 1957) il s'en prend à la thèse du passage pacifique dans : "Sur la transition pacifique au socialisme". En 1961, il lancera *Tribune Populaire* (25 mars 1961, vol. 1, no 1) qui se veut l'organe de l'Université ouvrière de Montréal".



Après la guerre, le Parti vécut un temps sur la lancée de ses propres illusions sur la coopération entre les blocs capitaliste et socialiste. Mais au fur et à mesure que la confrontation se développait entre les États-Unis et l'Union soviétique, les communistes changèrent leur appréciation de la situation et radicalisèrent leur position. Ils s'impliquèrent dans de dures grèves, notamment dans celles du textile et des marins en 1946 et de nouveau avec les marins des Grands-Lacs en 1949, et ils participèrent à la campagne contre les projets des Lois 19 et 20 du gouvernement Duplessis. Mais la guerre froide ne laissa aucune chance aux communistes de montrer leur enracinement dans le mouvement ouvrier. Dès septembre 1950, le Congrès des métiers et du travail de Montréal expulsait de ses rangs les délégués suspects de communisme, imitant le geste des grandes centrales syndicales canadiennes et américaines. Nous avons montré que loin de demeurer passif devant la répression, le P.O.P. a bien tenté de montrer que celle-ci était dirigée à la fois contre les communistes et les progressistes dans le mouvement syndical, mais ce fut peine perdue : l'anticommunisme triomphant ne lui permettait même pas d'être entendu. Au Québec, le Parti fut évidemment affaibli par la condamnation de Fred Rose pour espionnage en 1946 et par la scission au Congrès de 1947 qui confirmèrent aux yeux de bien des gens que le P.O.P. n'était rien d'autre que la "cinquième colonne" de l'U.R.S.S. au Canada, pour reprendre l'expression de Gouzenko, tandis que la section québécoise se retrouvait affaiblie du tiers de ses membres, y compris de plusieurs cadres et organisateurs francophones dont le Parti avait tant besoin. Par la suite, la direction de la section québécoise du P.O.P. fut continuellement aux prises avec le groupe des dissidents. Elle cherchait tantôt à en nier l'existence, à en discréditer les chefs ou à l'écraser, ce qui divisait les forces communistes au Québec.

La crise de 1956-57 occasionnée par les révélations de Krouchtchev sur Staline fournit une nouvelle occasion aux dissidents qui avaient entre-temps réintégré le Parti d'émettre leurs critiques concernant l'économisme dans le travail du Parti, les méthodes bureaucratiques de la direction et le suivisme du P.O.P. à l'égard de l'U.R.S.S. Nous avons vu que certaines de ces critiques furent reprises par Gui Caron et d'autres cadres dirigeants du P.O.P. mais que la direction centrale étouffa le débat qui secoua le Parti de fond en comble à l'automne 1956 et à l'hiver 1957. Or cette dernière crise avait comme caractéristique principale qu'elle attaquait ce que les communistes avaient de plus cher au monde depuis la création du P.C.C. : la ferme croyance que se construisait en U.R.S.S. une véritable société nouvelle, socialiste,

plus juste et plus humaine, où le simple travailleur - la simple cuisinière, disait Lénine - dirigeait un État nouveau. Les révélations de Krouchtchev démontraient qu'au contraire, la répression, le mensonge et l'arbitraire [77] avaient régné en maître en U.R.S.S. Deux solutions s'offraient alors aux communistes : le choc passé, reprendre espoir en l'U.R.S.S. puisque le fait même que Krouchtchev ait révélé les crimes du stalinisme semblait démontrer la supériorité du socialisme et démontrait surtout que si Staline avait perverti le socialisme, le système lui survivrait, d'une part. D'autre part, tenter de pousser au bout de leur logique les critiques de Krouchtchev contre la dictature de Staline et remettre alors en question le centralisme démocratique, la dictature du prolétariat, le mythe du "Parti-guide", et ainsi de suite. La plupart de ceux qui choisirent la seconde voie furent progressivement isolés et expulsés du Parti quand ils ne le quittèrent pas d'eux-mêmes. Quelques individus refusèrent toutefois cette logique, croyant que Krouchtchev était le révisionniste et non Staline et croyant que le P.C. soviétique trahissait la révolution mondiale en adhérant aux thèses sur la "coexistence pacifique". Ils créèrent le *Progressive Workers Movement* dirigé par Jack Scott qui ne réussit pas à s'imposer comme alternative de masse au P.C. dans les années soixante mais qui regroupa des éléments qui aujourd'hui adhèrent au mouvement marxiste-léniniste. La scission entre la Chine et l'U.R.S.S. au début des années soixante acheva de diviser les forces communistes au Canada anglais en particulier. Au Québec, la faiblesse chronique du P.O.P., jointe à la division issue du Congrès de 1947 empêchèrent les communistes de jouer un rôle politique dans les débats qui avaient cours entre les tenants de la création d'un Parti de travailleurs et les partisans d'un regroupement des forces démocratiques autour du Parti libéral, dans la lutte pour abattre le régime Duplessis. En somme, le P.O.P. avait perdu toute influence réelle dans le mouvement ouvrier au pays, particulièrement au Québec.

Mais comment expliquer pareil échec ? S'agit-il d'abord de l'échec d'une idéologie à s'implanter en un sol particulièrement hostile ? S'agit-il plutôt de l'échec d'un Parti qui ne sût offrir un programme et des structures adéquates au mouvement ouvrier canadien ? Ou de l'échec temporaire d'un Parti dirigé par des "révisionnistes" qui "trahissent" la classe ouvrière et provoquèrent la faillite du P.C., comme le prétendent les "marxistes-léninistes" aujourd'hui ? Nous n'avons pas l'intention ni les moyens actuellement de proposer une réponse ferme et définitive à ce genre de question. Nous allons plutôt chercher à identifier ce qui nous apparaît constituer les

grandes causes objectives et subjectives de la faillite réelle du P.C. à s'imposer comme force importante dans la classe ouvrière canadienne de façon prolongée.

Les causes objectives d'abord. Il n'y a pas eu de situation révolutionnaire au Canada dans les années 1939-1957 malgré les bouleversements que le monde entier a connus au cours de cette période. La bourgeoisie canadienne n'a pas eu besoin de recourir au fascisme pour briser la montée des revendications de la classe ouvrière consécutive à la grande [78] crise comme ce fut le cas en Allemagne par exemple. Elle s'identifia même au combat antifasciste car elle y trouva son avantage et dans le contexte de l'époque, le P.C. n'eut d'autre choix que de soutenir l'effort de guerre du gouvernement, en accord avec les prescriptions que l'Internationale communiste rendit publiques lors de sa dissolution en mai 1943.

Après la guerre, l'affrontement des deux blocs capitaliste et socialiste à l'échelle mondiale survint avant même que le P.C. ait pu consolider ses acquis de la période antérieure. Le Canada, qui se définissait déjà comme un indéfectible allié de l'impérialisme américain ne pouvait tolérer l'existence d'un P.C. pro-soviétique au pays. On discuta un temps de son interdiction pure et simple, mais le "nettoyage" dont il fut victime dans le mouvement syndical régla pratiquement la question. Selon Marcel Fournier, il semble que :

"aux principales phases de son histoire, le mouvement communiste n'ait pas trouvé réuni au Québec l'ensemble des conditions favorables à son développement. À aucun moment, il n'y a eu en effet correspondance entre les conditions économiques et les conditions politiques et idéologiques d'un tel développement." <sup>269</sup>

La domination idéologique du clergé, le conservatisme des milieux politiques et syndicaux, puis, après la guerre, l'élévation du niveau de vie et de l'accès à la consommation pour de larges fractions de la classe ouvrière constituèrent autant d'obstacles à l'affirmation d'un Parti révolutionnaire au Québec. À l'opposé de la vision "réaliste" de Fournier, les critiques trotskystes et marxistes-léninistes, que Fournier lui-même qualifie d'"idéalistes", accordent la plus large part aux "erreurs" et "trahisons" des dirigeants du P.C. dans l'analyse qu'ils font de son échec. Pour Charles Halary :

---

<sup>269</sup> M. FOURNIER, *op. cit.*, p. 127.

"L'éclectisme du recrutement, le laxisme organisationnel avait grandement contribué à la dissolution de la force politique autonome du P.C. C. De plus, les méthodes bureaucratiques de direction de Tim Buck, principal dirigeant communiste, interdisaient toute discussion aux effets politisants." 270

Pour le groupe EN LUTTE ! :

"Le Parti communiste du Canada sombra dans le révisionnisme à son tour au cours des années 40. Il se mit à adopter des points de vue réformistes et conciliateurs; au lieu de préserver l'indépendance politique de la classe ouvrière, il l'incita à se mettre à la remorque des politiques des différents Partis bourgeois. Cette liquidation progressive de la lutte de classe du prolétariat aboutit à la liquidation du Parti communiste lui-même et à la création en 1943 du Parti ouvrier-progressiste dont le programme n'était pas révolutionnaire." 271

D'une part, les conditions objectives n'auraient pas été réunies, ce qui est bien certain mais pas suffisant comme facteur d'explication; d'autre [79] part, les chefs auraient trahi, abandonné la voie révolutionnaire, mais on ne sait trop pourquoi ni comment un tel phénomène a pu se produire dans des conditions où le seul fait d'appartenir au Parti ne rapportait que des embêtements pour les militants communistes.

Il nous semble qu'une étude en profondeur de la réalité politique canadienne de l'époque, des principes organisationnels des P.C. et de la ligne politique du P.O.P. doit servir de base à toute analyse du P.C. Dans le contexte particulièrement troublé des années de guerre, le P.C. modifia sa tactique en insistant davantage sur un certain nombre de réformes sociales, économiques et politiques et en les présentant comme des étapes dans la lutte pour le socialisme. S'inspirant et développant en même temps le concept de "démocratie populaire", le Parti chercha à montrer aux travailleurs canadiens que leurs aspirations à la démocratie et aux réformes étaient parfaitement compatibles avec la lutte pour le socialisme et que cet objectif de démocratie populaire constituait justement le moyen de garantir les conquêtes sociales de la classe ouvrière canadienne. Au même moment, la pénétration croissante de l'impérialisme américain au Canada et ses effets sur l'indépendance du pays, l'indépendance

---

270 C. HALARY, "*L'influence du marxisme au Québec*" in *Politique Aujourd'hui*, no 7-8, 1978, p. 126. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT]

271 "Les leçons de l'action des communistes et du P.C.C. lors de la Seconde guerre mondiale", in *Unité prolétarienne* no 10, (vol. 2, no 4) avril-mai 1978, p. 39.

des syndicats et l'industrialisation du Canada amenèrent le P.O.P. à développer une ligne politique nationaliste, opposée à cette pénétration américaine, parfaitement conforme à la ligne générale du mouvement communiste international qui voyait alors dans l'impérialisme américain le principal ennemi des peuples du monde.

Réformisme et nationalisme devinrent donc les deux constantes du discours politique du P.O.P. au cours des années d'après-guerre. Mais en cela, le P.O.P. ne se démarquait plus de la C.C.F. que par un attachement permanent à l'U.R.S.S., attachement devenu suspect aux yeux des travailleurs canadiens en période de guerre froide. Ne réussissant plus à se démarquer de son principal adversaire dans le mouvement ouvrier canadien au plan du programme, mais apparaissant toujours comme une secte vouée à la défense de la politique extérieure de l'U.R.S.S., le P.O.P. ne trouvait plus la place qui aurait pu lui revenir sur la scène politique canadienne, encore moins sur la scène politique québécoise. Et ce d'autant plus que les principes organisationnels dont le Parti s'inspiraient contribuaient à le maintenir en marge de la vie politique canadienne. Les préceptes léninistes, Parti discipliné, centralisme démocratique, cellules d'entreprises, forme clandestine, fractions syndicales rouges, furent-ils "abandonnés" par les communistes canadiens ou révélèrent-ils leur inefficacité dans le contexte d'un pays capitaliste avancé comme le Canada où la tradition démocratique, quoique fortement tronquée par une bourgeoisie qui aimerait bien s'en passer, est bien implantée dans la classe ouvrière, de même que le réformisme ? Telle est bien la question qui reste à être approfondie par le mouvement ouvrier canadien.

[92]

**Les Communistes au Québec 1936-1956.**  
Sur le Parti communiste du Canada / Parti ouvrier-progressiste.

**BIBLIOGRAPHIE**  
**1936-1956**

***I- Publications du P.C.C./P.O.P.***

[Retour à la table des matières](#)

- BEECHING, W. et CLARKE, P. ed. *Yours in the Struggle. Reminiscences of Tim Buck*. N.C. Press Ltd, Toronto, 1977.
- BUCK, Tim. *The people versus Monopoly*. Toronto, New Era Publishers, 1937, 55 p.
- BUCK, Tim. *War in Europe*. New Era Publishers, Toronto, 1938.
- BUCK, Tim. *The Road Ahead*, Rapport à la II e session du C.C. du P.C.C., New Era Publishers, n.d. (1937), 64 p.
- BUCK, Tim. *The Communist Party and the Maturing Situation in Canada*. Rapport à la 12e session du C.C. du P.C.C., juin 1937, 29 p., mimeogr.
- BUCK, Tim. *Submission of Dominion-Communist-Labor Total War Committee to the National War Labor Board Inquiry Into Labor Relations* (27 mai 1943), mimeogr. 49 p.
- BUCK, Tim. *Victory Through Unity*, Rapport de Buck au congrès de fondation du P.O.P., le 21 août 1943, 64 p.
- BUCK, Tim. *The West and the federal election*. Toronto, New Era Publishers, 1939, 21 p.
- BUCK, Tim. *Le Canada a besoin d'un Parti de Communistes*, publié par le Comité National d'Initiative pour la convocation d'une constituante communiste en juin 1943, 32 p. (Avant-propos de S.B. Ryerson).
- BUCK, Tim. *Canada in the Coming Offensive*, Rapport à la conférence nationale du Communist-Labor Total War Committee à Toronto, le 16-17 janvier 1943, 40 p.

- BUCK, Tim. *After the War - Depression or Prosperity ?* Toronto, L.P.P., oct. 1944, 12 p.
- BUCK, Tim. *Canada's Path to Peace and Security*, Discours de Buck à une réunion du Comité National du P.O.P., le 21 mai 1947, Progress Books, Toronto, 33 p.
- BUCK, Tim. *Europe's Rebirth*. Toronto, Progress Books, 1947
- BUCK, Tim. *We Fight For Canada*. Toronto, National Committee, L.P.P., 1951, 20 p.
- BUCK, Tim. *What We Propose*. Rapport du Bureau Politique du P.C.C. À la rencontre semi-annuelle du Comité Central, le 1er juillet 1936, 79 p.
- [93]
- BUCK, Tim. *The Crimes Decision and your Future*. Toronto, National Executive, L.P.P., 1945, 19 p.
- BUCK, Tim. *Canada on the Threshold of a New Era*. Toronto, L.P.P., 1946, 14 p.
- BUCK, Tim. *New Horizons for Young Canada*. Toronto, National Committee, L.P.P., 1948.
- BUCK, Tim. *Canada, The Communist Viewpoint*. Progress Books, Toronto, 1948, 290 p.
- BUCK, Tim. *Keep Canada Independent*, Toronto, L.P.P. janvier 1948. Rapport au Comité National du P.O.P., 20 p.
- BUCK, Tim. *The Yankee Occupation of Canada*. Toronto, Progress Books, fév. 1950, 16 p.
- BUCK, Tim. *Thirty Years. (1922-1952)*. Progress Books, Toronto, 1952, 224 p.
- BUCK, Tim. *Beat the Threat of Depression*. Toronto, Progress Books, 1954, 20 p.
- BUCK, Tim. *Canada for her People*. Toronto, Progress Books, 1953, 32 p.
- BUCK, Tim. *1917-1957. Forty Years of Great Change*. Toronto, Progress Books, 1957.
- BUCK, Tim. *Canada in the World Crisis*. Toronto, Progress Books, 1958, 29 p.
- BUCK, Tim. *Our fight for Canada. Selected writings (1923-1959)*. Toronto, Progress Books, 1959, 407 p.
- CARON, Gui. *L'axe St-Laurent - Duplessis, ennemi avéré de la paix, de la sécurité et des droits du Canada français*, rapport au 9e congrès du P.O.P. du Québec, 1951, mimeogr.
- CARON, Gui. *Brisons la dictature des trusts américains ! Le Canada d'abord !*, programme du P.O.P. pour les élections fédérales de 1953, Montréal, 17 p.
- CARON, Gui. *Déclaration*. Lettre de démission du P.O.P. de Gui Caron, mimeogr., 19 octobre 1956, 7 p.
- CARON, G. et alt. *Lettre de démission de G. Caron, F. Arnold, P. Gélinas, N. Nerenberg, H. Gulkin et K. Perry*. mimeogr., 1956.
- CARR, Sam. *Communists at Work*. ed. du P.C.C., Toronto, oct. 1937; discours au 8e congrès du P.C.C. tenu à Toronto du 8 au 13 octobre 1937.
- CARTER, D. *A scientist explains why he joined the Labor Progressive Party*, Toronto, sans date. 15 p.
- C.P.C. *Resolutions*. Eight Dominion Convention. October 8-12, 1937.
- C.P.C. *Democratic Front for Canada (A)*, Rapports, discours et résolutions de la rencontre du Comité Exécutif national du P.C.C. du 3 au 6 juin 1938, Toronto, 127 p.

[94]

- C.P.C. "Projet de constitution et règlements du Parti communiste canadien", in *the Party Builder*, no. 7, mai 1939 : 7-10.
- C.P.C. *Resolution of the National Party Conference*, résolutions adoptées à la conférence nationale du Parti à Ottawa en février 1942, 18 p.
- C.P.C. *Labor Policy for Victory (A)*, mémoire présenté par Tim Buck au nom du Dominion Communist-Labor Total War Committee au National War Labor Board Inquiry Into Labor Relations, le 27 mai 1943, 90 p. plus un mémoire supplémentaire de Evariste Dubé sur le Québec (p. 57-64) et des annexes.
- C.P.C. *Le pouvoir du peuple, 1921-1971*, Progress Books, Toronto, 1971.
- C.P.C. *Federal Election Manifesto*, 1940.
- C.P.C. "The Mackenzie-Papineau Battalion in Spain". *The Marxist Quarterly*, no. 18, summer 1966 : 1-77. (no. spécial).
- C.P.C. *Toward a Canadian People's Front*, Rapports, discours au 9e plenum du C.C. du P.C.C., dont un discours de Buck sur les élections fédérales de 1935, novembre 1935.
- C.P.C. *Vote Yes in the Plebiscite! Organize Democracy for Total War*, appel du P.C.C. adopté à sa conférence nationale d'Ottawa en février 1942, 8 p.
- C.P.C. *Workers Leaflet Manual*, éd. du P.C.C., Toronto, 1939, 21 p.
- C.P.C. *Canada and the VII World Congress of the Communist International*, étude des décisions du VIIe congrès de l'I.C. et du 9e plenum du C.C. du P.C.C., Toronto, 1935, 75 p.
- C.P.C. *Power of the People. Le pouvoir du Peuple. History Outline of the Communist Party of Canada, 1921-1971. Central Executive Committee, C.P. of C.*, 1971.
- C.P.C. *Questions for Today*. Recueil de documents du P.O.P./P.C.C. de 1952 à 1964, Toronto, Progress Books, 1964, 155 p.
- DUBÉ, Evariste. *Pourquoi la loi du cadenas ? s.e.*, (1937 ?), 29 p.
- DUBÉ, Evariste. *What's behind the Padlock Law ?* New Era Publishers, Toronto, janvier 1938, 19 p.
- EWEN, Tom. *Unity is the worker's lifeline*. Toronto, Unity Publishers, 1935, 36 p.
- LONGPRÉ, Daniel. *Il grandira...* Montréal, P.O.P., s.d., 16 p.
- L.P.P. *Programme*, 1943.
- L.P.P. *Program of the Labor-Progressive Party*, adopté au congrès de fondation du P.O.P., (21-22 août 1943), Toronto, 26 p.
- L.P.P. *L.P.P. and Postwar Canada (The)*, Rapports et discours de T. Buck, S. Carr, L. Morris, W. Kashtan, S.B. Ryerson, F. Rose, G. Caron et autres, à la rencontre du Comité national du P.O.P. du [95] 10 au 16 août 1945, 104 p.
- L.P.P. "For Jobs, Progress, Peace : L.P.P. National Committee Resolution", in *National Affairs Monthly*, vol. 2, no. 8, (oct. 1945) : 277-287.
- L.P.P. *For Peace, Progress, Socialism*, Discours de Buck et principales résolutions du 2e congrès du P.O.P., 1-5 juin 1946, Toronto, 104 p.
- L.P.P. *Statement of the Labor-Progressive Party on the problem of maintaining reinforcements for the Canadian forces overseas*, ronéo, 10 novembre 1944, 4 p.
- L.P.P. *A better Canada - To Fight For - To Work For - To Vote For*. Toronto, 1945.



- L.P.P. *Speeches and Main Resolutions*. National Convention, June 1-5, 1946.
- L.P.P. *Canadian Independence and People's Democracy*. Adopted by the National Committee, February, 1952.
- L.P.P. *Canadian Independence and A People's Parliament*. Program adopted at the Fifth National Convention, March 28, 1954, 31 p.
- L.P.P. *Brief of the Labor-Progressive Party to the Royal Commission on Constitutional Problems*, février 1954, miméogr., 260 p.
- L.P.P. *Leave to Appeal to the Supreme Court of Canada granted in the Test case on the Constitutionality of the Padlock Law*. miméogr., 4 p. (s.d. 1954 ?)
- L.P.P. *Discussion of the 20th Congress of the C.P.S.U.* Lettre de la Commission d'éducation de l'exécutif national aux comités provinciaux et régionaux du P.O.P., 26 mars 1956, miméogr. 3 p.
- L.P.P. *Canada's Future*. Submission to the Royal Commission on Canada's Economic Prospects. January 1956.
- L.P.P. *On the LPP Delegation to the Communist Party of the Soviet Union - Statement of the National Executive Committee*. miméogr., 12 octobre 1956, 7 p.
- L.P.P. *Statement on LPP Delegation to Soviet Union*. miméogr., 11 octobre 1956, 6 p.
- L.P.P. *On the L.P.P. Delegation to the C.P.S.U.* Communiqué de l'exécutif national du P.O.P., 12 octobre 1956, miméogr., 7 p.
- McEWEN, Tom. *The Forge glows Red. From Blacksmith to Revolutionary*, Progress Books, Toronto, 1974, 260 p.
- MORRIS, Leslie. *A Handbook of Party Education*, Toronto, (New Era Publishers), 1939.
- MORRIS, Leslie. *The story of Tim Buck's Party*. Toronto, New Era Publishers, 1939, 31 p.
- MORRIS, Leslie. *Look on Canada Now. Selected Writings (1923-1964)*. Progress Books, Toronto, 1970.
- PATTERSON, M. *Some Remarks on the Party Press in Quebec*, [96] miméogr., s-l., s.d., 4 p.
- P.C.C. *Le programme électoral. Un programme pour une meilleure vie*. Montréal, comité électoral communiste de Montréal, 1935, 20 p., reproduit dans Daniel LATOUCHE et Diane POLIQUIN-BOURASSA, *Le manifeste de la parole*, t. II, 1978, Montréal, Boréal Express, pp. 153-159.
- PIERCE, G. *Socialism and the CCF*. Contemporary Publishing Association, Montréal, 1934. 218 p.
- P.O.P. *Constitution du Parti Ouvrier-Progressiste*, adoptée au congrès de fondation du P.O.P. les 21-22 août 1943, 16 p.
- P.O.P. *Pour le bien-être de notre peuple. Programme du Parti Ouvrier-Progressiste du Québec*, adopté à la 1ère convention provinciale du P.O.P., Montréal, 21-28 novembre 1943, 12 p.
- P.O.P. *La leçon des élections provinciales, Déclaration du comité provincial du Parti Ouvrier-Progressiste*, 1944, 4 p.
- P.O.P. *Constitution du Parti Ouvrier Canadien*. Adoptée au 4e congrès national du P.O.P., 25-28 janvier 1951, miméogr., 11 p.

- P.O.P. *Manifeste du Parti Ouvrier-Progressiste*, publié par le P.O.P. à la suite de son congrès de fondation (21-22 août 1943), 4 p.
- P.O.P. *Sauvons le Canada du désastre d'une troisième guerre*. "Projet de résolution soumise par le comité exécutif national pour la seconde convention du P.O.P.", miméogr., 1947.
- P.O.P. *Constitution du Parti Ouvrier Canadien*, 25-28 janvier 1951.
- P.O.P. *L'indépendance canadienne et un parlement populaire - la voie canadienne vers le socialisme*. Programme du P.O.P. adopté au 5e congrès, 1954, 36 p.
- P.O.P. *Résolution du comité provincial*, (printemps 1956), miméogr., 5 p.
- P.O.P. *Communiqué de presse*. Montréal, 28 mai 1956, miméogr., 2 p.
- P.O.P. Proposition d'un plan de travail. Texte réimprimé du comité provincial du P.O.P., 20 septembre 1956, 7 p.
- Quebec Committee For Allied Victory. *The case for the second front*. Montréal, 1942, 12 p.
- Quebec Committee for Allied Victory. *Toward Total War*. First annual report, Montréal, Québec, 1942, 16 p.
- ROSE, Fred. *Fascism over Canada*. New Era Publishers, Toronto, 1938.
- ROSE, Fred. *L'armée Rouge en action*, éd. du P.C.C., 1941, 15 p.
- ROSE, Fred. *La cinquième colonne d'Hitler dans Québec*. Progrès de Villeray, Montréal, 1942, 48 p.
- ROSE, Fred. *Le masque tombe*. Brochure du Comité provincial du P.O.P., Montréal, 1944, 13 p.
- ROSE, Fred. *La menace du chaos. Le complot tory contre le*  
[97]
- *Canada*. Montréal, publié par le Parti ouvrier-progressif du Canada français, 1944, 14 p.
- ROSE, Fred. *La lutte pour la paix*, éd. du P.O.P., mars 1945, 11 p.
- RYERSON, S.B. *Le réveil du Canada français*, éd. du Peuple, Montréal, 1937, 48 p. (pseudonyme E. Roger).
- RYERSON, S.B. *La conscription, c'est l'esclavage*. éd. du P.C.C., Montréal, s.d.
- RYERSON, S.B. *French Canada. A Study in Canadian Democracy*. Progress Books, Toronto, 1943, 254 p.
- RYERSON, S.B. *Drew, Dorion, Duplessis contre le Canada français*, Montréal, Comité électoral du POP du Canada français, 1944, 12 p.
- RYERSON, S.B. "La pensée de Marx au Canada", *Cité Libre*, avril 1965, p. 17 à 23.
- SAMUEL, Emery. *On Guard Canadians, the fascist enemies menace our families, homes and country*, mars 1942, 32 p.
- SAMUEL, E., Tim BUCK. *Vers l'unité canadienne et la victoire en 1943*, publié par le Comité Ouvrier pour un effort de guerre intégral, Montréal, février 1943, 25 p.; rapport à la conférence provinciale du comité (14 février 1943).
- SMITH, Stewart, éd. *Submission of the Central Committee of the Communist Party of the Royal Commission on Dominion-Provincial Relations*. Toronto, New Era Publishers, 1938, 124 p.
- SMITH, Stewart. *A Manual on Party Branch Work*. Toronto, (New Era Publishers ?), 1939.

- SMITH, A.E. *All my life*. Toronto, Press Books, 1949.
- WALLACE, J.S. *Justice de classe et Défense de masse*, publié par la Ligue canadienne de défense ouvrière, Montréal, (1934), 8 p.

## *II- Études sur le P.C.C./P.O.P.*

- ABELLA, Irving Martin. *Nationalism, Communism and Canadian Labour*, U.T.P., Toronto, 1973, 256 p.
- ABELLA, Irving Martin. *On Strike : Six Key Labour Struggles in Canada, 1919-1949*. J. Lewis & Samuel, 1974, 196 p.
- Anonyme. "Historical notes : Canadian communies and the French Canadian nation", *The Marxist Quarterly*, no. 15 (automne 65) : 27-36.
- Anonyme. "Portrait of Madeleine Parent", *Saturday Night*, 66 : 34, 31 juillet 1951.
- Anonyme. "Le Canada et le communisme". *Bulletin de l'Association d'Études et d'information politiques internationales*, vol. 7, no. 139, 1-15 novembre 1955 : 15-17.
- Anonyme. "Portrait of R. Kent Rowley", *Saturday Night*, vol. 66, [98] no. 34, 31 juillet 1951; *Time* (Can. ed.) vol. 56, no. 26, 2 octobre 1950.
- Anonyme. "Portrait of Stewart Smith", *Saturday Night*, vol. 72, no. 11, 12 octobre 1957.
- Anonyme. "Future of the Communist Party". *Canadian Forum*, vol. 23, (juillet 1943) : 77-78.
- AVAKUMOVIC, Ivan. *The Communist Party in Canada, A History*, McLelland and Stewart, Toronto, 1974, 309 p.
- AVAKUMOVIC, Ivan. "Le mouvement communiste au Canada, de la déstalinisation au XVIIe congrès (1956-1959)". *Est et Ouest*, vol. 11, no. 226, 1-15 décembre 1959 : 8-11.
- BALAWYDER, Aloysius. *Canadian-Soviet Relations Between the World Wars*. Toronto, University of Toronto Press, 1972, 248 p.
- BERCUSON, David J. (éd.). *Western Perspectives*, vol. 1, (Toronto) 1974, en particulier 1. ABELLA, "Communism and anticommunism in the British Columbia Labour Movement, 1940-1948".
- BROMKE, A. "Concept of people's democracy in the post-Stalinist period". *Revue de l'Université d'Ottawa*, 29 : 473-98, octobre-décembre 1959.
- BROWN, Lorne and Caroline. *An Unauthorized History of the RCMP*. Toronto, J. Lewis & Samuel, 1973. Chap. 6 : "Fascism, Communism and the RCMP Quarterly" : 79-86.
- CADLWELL, D.N. *United Electrical Radio and Machine Workers Union in Canada*. Thèse M.A., Western University (Ontario).
- CANADIAN CHAMBER OF COMMERCE (Dept. of econornic development). *The Communist Threat to Canada*, 1947, 40 p.
- CAPLAN, Gerald. *The dilemna of Canadian Socialism - the CCF in Ontario*. Toronto, McLelland and Stewart, 1973.

- CHERWINSKI, W.J.C. "Bibliographical notes : the left in Canadian History, 1911-1969" *Journal of Canadian Studies/Revue d'histoire canadienne*, IV, (novembre 1969) : 51-60.
- CHOKO, Marc. *Cent ans de crise du logement à Montréal*, C.R.I.U., Université de Montréal, avril 1979, 302 p. Annexe C.
- Collaboration. *Fraternally Yours*, Toronto, (avril 1971), bulletin publié par d'anciens membres qui ont quitté le P.O.P. dans les années 50.
- COMEAU, Robert. "Le Canadian Seamen's Union (1936-1949) : un chapitre de l'histoire du mouvement ouvrier canadien", in *R.H.A.F.* 29, 4 (mars 1976) : 503-538.
- COMEAU, Robert et SAMSON, Jacques. "Le Searchlight : journal exemplaire de l'Union des marins canadiens." in *Stratégie*, no. 13-14, (printemps-été 1976) : 7-49.
- CSN-CEQ. *150 ans de lutte. Histoire du mouvement ouvrier au [99] Québec (1825-1976)*, 1979, 235 p.
- DANSEREAU, Bernard. "Inventaire préliminaire des documents relatifs au mouvement communiste au Canada." *Bulletin du RCHTQ*, no. 2-3, octobre-novembre 1975; 26-34.
- DANSEREAU, Bernard. "Documentation sur le Parti communiste du Canada", *Bulletin du RCHTQ*, no. 2-3, octobre-novembre 1976 : 19-25.
- DION, Gérard. "Les communistes et les unions ouvrières". *Relations industrielles*, vol. 11, no. 4, (septembre 1956) : 234-253.
- DIONNE, Bernard. *La politique du Parti Communiste canadien au cours de la seconde guerre mondiale*. Mémoire de M.A. (Histoire), U.Q.A.M., 1978, 297 p.
- DOWSON, R. "Canadian stalinism in shambles". *International Socialist Review*, vol. 19, no. 1, (hiver 1958) : 16-17.
- DUMAS, Evelyn. *Dans le sommeil de nos os, (1934-1944)*, Leméac, Montréal, 1971, 170 p.
- EGGLESTON, W. "Report of the Royal Commission on Espionage". *Queen's Quarterly*, vol. 53, no. 3, août 1946 : 369-378.
- EN LUTTE !, "Le Canada dans la Deuxième Guerre mondiale", in *Unité Proletarienne*, no. 9, (Vol. 2, no. 3), février 1978 : 30-41.
- EN LUTTE !, "Les leçons de l'action des communistes et du Parti communiste canadien lors de la Seconde Guerre mondiale", in *Unité Proletarienne*, no. 10, (Vol. 2, no. 4), avril-mai 1978 : 34-47.
- FOURNIER, Marcel. "Histoire et idéologie du groupe canadien-français du Parti communiste canadien, 1925-1945", M.A. (Socio) Université de Montréal, 1969, 290 p.
- FOURNIER, Marcel. "Histoire et idéologie du groupe canadien-français du Parti communiste canadien, 1925-1945", in *Socialisme 69*, janvier-mars 1969, no. 16 : 63-78.
- FOURNIER, Marcel. *Communisme et anti-communisme au Québec (1920-1950)*. Ed. Albert Saint-Martin, Montréal, 1979, 167 p. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]
- FRANCOEUR/ J. et al., *En grève ! L'histoire de la C.S.N. et des luttes menées par*

- ses militants de 1937 à 1963*, Montréal, éd. du Jour, 1963, 280 p.
- GAUVIN, Bernard. *Le Parti communiste du Canada et la question canadienne-française 1921-1938*. M.A. (Sc. Pol.) UQAM, 1978, 197 p.
  - Groupe de chercheurs de l'UQAM. *Entrevue avec Sydney Sarkin*. Texte de l'entrevue miméogr., 6 p. (1975).
  - Groupe de chercheurs de l'UQAM. *Entrevue avec Emery Samuel*. Vidéo réalisé par l'équipe de recherche sur le mouvement politique ouvrier, 1974.
  - GRIMSON, Colin. *The Communist Party of Canada, 1922-1946*, [100] thèse de M.A., McGill, 1967.
  - HALARY, Charles. *Étude de la question nationale dans les formations sociales industrialisées : le cas du mouvement ouvrier québécois*. Thèse de Ph.D. (sociologie), U. de M., 1977, 677 p.
  - HALARY, Charles. *Le mouvement ouvrier québécois. L'intégration syndicale par l'anti-communisme*. Cahiers de Recherche Marxistes Révolutionnaires, Montréal, 1974.
  - HARRIS, George. "Communes and the Hungry Thirties". *Communist Viewpoint*, vol. 3, no. 2, mars-avril 1971 : 38-43.
  - HOAR, Victor. *The Mackenzie-Papineau Battalion*. Toronto, Copp Clark, 1969.
  - HOROWITZ, Gad. *Canadian Labour in Politics*, U.T.P., Toronto, 1968, 273 p.
  - ISACSSON, Magnus. *Les perspectives d'alliance du Parti communiste canadien au Québec (1935-1939)*, communication au congrès de l'I.H.A.F., octobre 1975, ronéo., 22 p.
  - JAMIESON, Stuart, *Industrial Relations in Canada*. Toronto, MacMillan, 1957.
  - KENNY, Robert. "A critique of Ivan Avakurnovic", in *Communist Viewpoint*, vol. 7, no. 4, 1974 : 25-31.
  - KIRKCONNELL, Watson. *Seven Pillars of Freedom*, Toronto, Burns and MacEachren, 1952.
  - KIRKCONNELL, W. "Canadian communists and the Comintern". *Royal Society of Canada Transactions*, series 42 (sec. 2), 1948 : 91-105.
  - KIRKCONNELL, W. "Our communist revolutionaries are not Russian". *Saturday Night*, vol. 58, 12 décembre 1942 (p. 7); 2 janvier 1943 (p. 2); 9 janvier 1943 (p. 8-9); 23 janvier 1943 (p. 2).
  - LARIVIÈRE, C. *Albert St-Martin, militant d'avant-garde (1865-1947)*, Ed. coop. Albert St-Martin, Laval, 1979.
  - LEVANT, Victor. *Capital et travail. La collaboration de classes dans le mouvement syndical*. Éd. L'Étincelle, Montréal, 1978, p. 157-237.
  - LIPTON, Charles. *Histoire du mouvement syndical au Canada et au Québec, 1827-1959*. Partis-Pris, Montréal, 1976, 500 p.
  - LIVERSEDGE, Ronald. *Recollections of the On-To-Ottawa Trek*. Toronto, McClelland and Stewart, 1973.
  - McKEAN, Fergus. *Communism Versus Opportunism*. Vancouver, The Organizing Committee, 1946. (ré-éd en fac-similé par EN LUTTE!, Montréal, 1977, 377 p. et traduit en français par EN LUTTE ! et publié par les Presses de l'Unité, Montréal, 1980, 324 p.).
  - MOBILISATION. "Perspectives historiques sur le Parti communiste du Canada",

in revue *Mobilisation*, vol. 4, no. 4, 1974 : 1-30.

[101]

- MONTERO, Gloria. *We stood together. First-hand accounts of Dramatic Events in Canada's Labour Past*. James Lorimer & Company, Publications, Toronto, 1979.
- MOWATT, G. *History of the Canadian Peace Movement until 1969*. St. Catharines, Ontario, Grape Vine Press, 1969.
- NEWMAN, P.C. "Cold winter for Quebec reds", *Financial Post*, 48, 1-2-, 13 novembre 1954.
- O'HEARN, D.P. "Communist convention will decide line". *Saturday Night*, vol. 61, 1er juin 1946, p. 9.
- OUIMET, Michèle. *L'industrie textile et les grèves de 1946 et de 1952 à la Montreal Cottons Ltd. de Valleyfield*. Mémoire de maîtrise (histoire), UQAM, 1980.
- PELLETIER, M., VAILLANCOURT, Y. *Les politiques sociales et les travailleurs*. M. Pelletier éditeur, Montréal, 1975, t. II : *Les années 30*.
- PELT, Melvyn Leonard. *The Communist Party in Canada, 1929-1942*. Thèse de M.A., Toronto University, 1964.
- PENNER, N. *The Canadian Left : A Critical Analysis*. Prentice-Hall, Scarborough, 1977, 287 pages.
- PETRYCHYN, J., "R.B. Bennet and the communists, 1930-1935", in *Journal of Canadian studies*, novembre 1974.
- PETRYCHYN, J. "From Clergyman to Communist : the Radicalization of Albert Edward Smith", *Revue d'Études canadiennes/Journal of Canadian Studies*, 13 4 (hiver 1978-1979) : 61-71.
- OLSSSEN-LEVESQUE, Andrée. *The Canadian left in Quebec during the great depression : the Communist Party of Canada and the Cooperative Commonwealth Federation in Quebec, 1929-1939*. Ph.D., Thesis, Histoire, Duke University, 1972, 246 p.
- RODNEY, Michael. *Soldiers of the International. A History of the Communist Party of Canada, 1919-1929*. U.T.P., Toronto, 1968, 204 p.
- RODNEY, William. *A History of the Communist Party of Canada, 1919-1929*. Thèse Ph.D., London School of Economics, 1961.
- RODNEY, William. "Canadian communism". *Survey*, vol. 74-75, hiver 69-70 : 70-82.
- ROWLAND, D. *Canadian Communism : the post-stalinist phase*. Thèse M.A., University of Manitoba, 1964.
- RYAN, Oscar. *Tim Buck. A conscience for Canada*. Progress Books, Toronto, 1975, 302 p. (biographie de T. Buck).
- SMART, John. "Populist and Socialist movement in Canadian history", in *Canada Ltd.*, Toronto, 1973, pp. 197-213.
- STAROBIN, J. "The Communist Party in Canada, by Ivan Avakumovic", revue de livre, in *Labor History*, hiver 1977, vol. 18, no. 1 : 145-146.

[102]

- SULLIVAN, J.A. *Red sails on the Great Lakes*. Toronto, Macmillan & Co., 1955, 189 p.
- VANCE, Catherine. *Not by Gods but by People, The Story of Bella Hall Gauld*.

Toronto, Progress Books, 1968.

- VOIGT, F.A. "Royal Commission". *Nineteenth Century and After*, vol. 140, décembre 1946 : 302-313.
- WALSH, S. "L'évolution de la position nationale du Parti communiste", *Le Communiste*, vol. I, no. 1, (février-mars 1979) : 17-33.
- WEINRICH, P.H. *A select bibliography of Tim Buck*. Progress Books, Toronto, 1974, 50 p.
- WILLIAMS/Jack. *The Story of Unions in Canada*. Dent & Sons (Canada), 1975, 252 p.
- YOUNG, W.D. *The anatomy of a Party : the national C.C.F. U.T.P.*, Toronto, 1969.

### **III- Périodiques du P.C.C./P.O.P.**

#### **1- Périodiques canadiens**

*Advance* - Young Communist League ?

*Canadian Labour Defender* - org. de la Canadian Labour Defense League, Toronto, 1930-1934.

*Canadian Tribune (The)* - organe central du P.C.C./P.O.P. hebdo (quot. de mai à novembre 1947), Toronto, janvier 1940 à aujourd'hui.

*Champion*

*Clarion (The)* - hebdo, Toronto, juillet-novembre 1939.

*Club Life* - organe théorique, P.O.P., 1943- ?

*Communist (The)* - org. du Worker's Party, Toronto, 1921 (4 nos.)

*Communist Review* - org. théorique, Toronto, années 30.

*Communist Viewpoint* - org. théorique, Toronto, 1969-

*Daily Clarion* - quotidien, Toronto, mai 1936-juin 1939.

*Daily Tribune* - quotidien, Toronto, 1947- ?

*Horizons*

*Labour Defender* org. de la C.L.D.L., Toronto, 1934-1935.

*Left Wing (The)* org. de la Trade Union Educational League, Toronto, 1922-1926.

*Marxist Quarterly (The)* - org. théorique, Toronto, 1962- ?

*Marxist Review*

*Monthly Review (The)* - org. théorique, 1940- ?

*National Affairs Monthly* - org. théorique, Toronto, mensuel, 1944-1957.

*New Advance* - org. de la Y.C.L. ?

*Pacific Tribune* - Vancouver

*Party Builder* - org. théorique, Toronto, années 30.

[103]

*Party Organizer* - organe théorique, Toronto, années 30.

*People (The)* - Vancouver, janvier 43-septembre 44.

*Scan**Toronto Clarion (The)* - Toronto, 1940-1941.*Woman Worker* - org. de la Fédération des ligues féminines, Toronto, 1922-1929.*Worker (The)* - hebdo, puis bi-hebdo, Toronto, mars 1922-avril 1936.*Worker's Guard (The)* - Toronto, 15 octobre 1921 - 11 février 1922.*Worker's Unity* - org. de la Workers Unity League, Vancouver, 1930-1932.*Young Pioneers* - org. de la Y.C.L., Toronto, 1929.*Young Worker* - org. de la Y.C.L., Toronto, juin 1924-mai 1936.**2- Périodiques publiés au Québec***Action* - hebdo, 1947- ?*Clarté* - hebdo, Montréal, 1935-1939.*Clarté* - org. théorique du Comité provincial du P.O.P., 1956- ?*Combat* - hebdo, Montréal, 1947-aujourd'hui.*Communiste (Le)* - org. théorique du P.C.Q., Montréal, 1979 aujourd'hui.*Guide (Le)* - 1946- ?*Jeune ouvrier (Le)* - org. de la Ligue de la jeunesse communiste, Montréal, 1933.*Kampf* - org. de la *Revolutionary Jewish Workers*, Montréal, 1923- ?*Ouvrier canadien (L')* - Montréal, 1927 (?)-1931.*Victoire (La)* - bi-mensuel puis hebdo., Montréal, août 1941 décembre 1944*Vie ouvrière (La)* - Montréal, 1933.*Voix du Peuple (La)* - org. du Congrès des Canadiens français, St-Jérôme, 1940-1943 ?**3- Divers***Contribution* - organe du Parti communiste du Canada français, Montréal, 1948-1950.*Débat* - bulletin du groupe de H. Gagnon, miméogr., Montréal, 1957 ?*Tribune populaire* - organe de l'Université populaire de H. Gagnon, 1961*Vérité (La)* - organe du Parti ouvrier révolutionnaire de J.M. Bédard (trotskyste), 1949-1950.**4- Publications internationales du mouvement communiste comptant des collaborateurs canadiens***Communist International* (New York)

[104]

*Die Kommunistische Internationale* (Pétrograd, Paris, Berlin, Stockholm, 1919-1941)*Die Welt* (Stockholm, 1939-1943)*International Press Correspondence* (Londres, 1922-1938)*Internatsional Molodezhi* (Moscou)



*Krasnyi Internatsional Profsoivzov* (Moscou)  
*Pour une paix durable, pour une démocratie populaire!* (Belgrade, Bucarest,  
1947-1956)  
*Rundschau* (Bâle, 1932-1939)  
*World Marxist Review* (Toronto, 1958- )  
*World News and Views* (Londres, 1938-1954)

**Fin du texte**